

ÉTUDE DE LA ROUTE NATIONALE RN-1 ENTRE ENNERY ET PLAISANCE

Plan d'Action de Réinstallation (PAR)

MTPTEC – UCE (Haïti)



07 | 11 | 2013

CONTRAT
Rev. Version finale > Ref. Interne 612566

AVIS AU LECTEUR

Ce document fait état de l'opinion professionnelle du Groupement SNC-LAVALIN INC. - Société d'Expertise et d'Ingénierie LGL S.A. quant aux sujets qui y sont abordés. Elle a été formulée en se basant sur ses compétences professionnelles en la matière et avec les précautions qui s'imposent. Le document doit être interprété dans le contexte de la convention en date du 18 février 2013 (la «Convention») intervenue entre le Groupement SNC-LAVALIN INC. - Société d'Expertise et d'Ingénierie LGL S.A. et l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports, Énergie et Communications (le «Client»), ainsi que de la méthodologie, des procédures et des techniques utilisées, des hypothèses du Groupement SNC-LAVALIN INC. - Société d'Expertise et d'Ingénierie LGL S.A. ainsi que des circonstances et des contraintes qui ont prévalu lors de l'exécution de ce mandat. Ce document n'a pour raison d'être que l'objectif défini dans la Convention, et est au seul usage du Client, dont les recours sont limités à ceux prévus dans la Convention. Il doit être lu comme un tout, à savoir qu'une portion ou un extrait isolé ne peut être pris hors contexte.

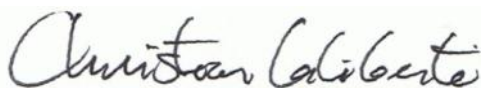
Groupement SNC-LAVALIN INC. - Société d'Expertise et d'Ingénierie LGL S.A. décline en outre toute responsabilité envers le Client et les tiers en ce qui a trait à l'utilisation (publication, renvoi, référence, citation ou diffusion) de tout ou partie du présent document, ainsi que toute décision prise ou action entreprise sur la foi dudit document.

Préparé par :



Pablo Dewez
Spécialiste en analyses socio-économiques
SNC-Lavalin inc., Environnement et eau

Préparé et révisé par :



Christian Laliberté
Directeur de projet, M.Sc. Environnement
Évaluations environnementales et sociales
SNC-Lavalin inc., Environnement et eau

TABLE DES MATIÈRES

	Page
AVIS AU LECTEUR	
ACRONYMES	
1. INTRODUCTION	1-1
1.1 Mise en contexte	1-1
1.2 Objectifs du Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation	1-3
1.3 Principes directeurs du PAR.....	1-4
1.4 Contenu du PAR.....	1-5
2. DESCRIPTION DU PROJET	2-1
2.1 Analyse des variantes de tracé et Option retenue	2-1
2.2 Description des travaux.....	2-9
2.2.1 Composantes du projet.....	2-9
2.2.2 Mobilisation et installation de chantier	2-11
2.2.3 Aménagement et exploitation de bancs d'emprunt.....	2-11
2.2.4 Production de béton et bétonnage des ouvrages	2-12
2.2.5 Mise en place des ouvrages de protection	2-12
2.2.6 Reconstruction et réhabilitation de ponts	2-13
2.2.7 Travaux de préparation de la chaussée.....	2-14
2.2.8 Travaux de terrassement	2-15
2.2.9 Travaux de chaussée.....	2-15
2.2.10 Travaux de drainage et assainissement	2-16
2.2.11 Mesures de signalisation et sécurité	2-16
2.2.12 Démobilisation et remise en état des lieux.....	2-17
2.2.13 Échéancier, main d'œuvre et coût	2-17
2.3 Zone d'intervention du projet et du PAR	2-18
2.3.1 Description de la zone d'intervention	2-18
2.3.2 Divisions administratives de la zone d'intervention.....	2-19
3. CADRE INSTITUTIONNEL ET LÉGAL	3-1
3.1 Politique de la Banque Interaméricaine de Développement en matière de réinstallation	3-1
3.2 Cadre légal et institutionnel haïtien	3-2
3.2.1 Législation en vigueur en matière d'expropriation	3-3
3.2.2 Législation en vigueur en matière d'environnement	3-4
3.3 Cadre institutionnel haïtien	3-5

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Page
3.3.1 Pratiques courantes d'expropriation.....	3-6
3.4 Analyse comparative entre la Politique Opérationnelle de la Banque Interaméricaine de Développement et les pratiques courantes du gouvernement haïtien.....	3-7
4. CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE	4-1
4.1 Caractéristiques des CASEC	4-1
4.2 Données démographiques de la zone d'influence du projet	4-2
4.3 Occupation du sol.....	4-3
4.4 Consultation et collecte d'information.....	4-4
4.5 Activités économiques.....	4-8
4.5.1 Importance socio-économique de la RN-1.....	4-8
4.5.2 Activités agricoles	4-9
4.5.3 Marchés locaux	4-10
4.5.4 Autres activités économiques	4-11
4.6 Principales caractéristiques socio-économiques des PAP	4-11
5. IMPACTS DU PROJET	5-1
5.1 Expropriations et réinstallation involontaire.....	5-1
5.2 Agriculture	5-2
5.3 Activités commerciales	5-3
5.4 Groupes vulnérables	5-5
5.5 Approvisionnement en eau.....	5-5
5.6 Emplois et retombées socio-économiques.....	5-6
5.7 Résumé des impacts du projet reliés au PAR.....	5-6
5.8 Personnes Affectées par le Projet (PAP)	5-7
6. STRATÉGIE DE COMPENSATION-RÉINSTALLATION DU PAR	6-1
6.1 Objectifs et principes directeurs du PAR.....	6-1
6.2 Éligibilité	6-2
6.2.1 Recensement-Inventaire des PAP.....	6-2
6.2.2 Date de cessation d'éligibilité des PAP.....	6-2
6.3 Matrice d'éligibilité et mesures de compensation selon le type d'impact.....	6-3
6.4 Évaluation des pertes et de la valeur de remplacement	6-8
6.4.1 Impact A – Perte intégrale de bâtiment résidentiel	6-10
6.4.2 Impact B – Perte intégrale de bâtiment commercial	6-18

**TABLE DES MATIÈRES (suite)**

	Page
6.4.3 Impact C – Affectation partielle et réduite d'un bâtiment	6-20
6.4.4 Impact D – Perte directe de terre (usage non agricole)	6-21
6.4.5 Impact E - Perte directe de terre agricole	6-23
6.4.6 Impact F - Perte directe de cultures annuelles	6-25
6.4.7 Impact G - Perte directe de cultures pérennes	6-26
6.4.8 Impact H - Perte de structure variée	6-31
6.4.9 Impact I - Déplacement d'installation temporaire facilement démontable.....	6-32
6.4.10 Impact J - Perte directe de réalisation d'une activité économique.....	6-33
6.4.11 Impact K - Perte de bien communautaire.....	6-34
6.5 Personnes Affectées par le Projet en situation de vulnérabilité	6-35
6.5.1 Critères pour déterminer la situation de vulnérabilité.....	6-35
6.5.2 Assistance additionnelle aux groupes vulnérables	6-36
6.6 disponibilité de terrains de remplacement.....	6-38
6.7 Mesures de compensation complémentaires.....	6-39
6.8 Personnes Affectées par le Projet (PAP) et calcul des compensations.....	6-39
6.9 Règlement des compensations	6-40
6.9.1 Ententes de Compensation.....	6-40
6.9.2 Règlement des compensations.....	6-41
6.10 Procédure de Gestion des Plaintes (PGP).....	6-42
7. IMPLANTATION DU PAR.....	7-1
7.1 Rôle de l'UCE	7-1
7.2 Assistance technique à l'UCE	7-1
7.3 Comité de Compensation	7-1
7.4 Rôles des membres du Comité de Compensation.....	7-2
7.4.1 Deux représentant/e/s de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du MTPTEC.....	7-2
7.4.2 Les représentant/e/s des CASEC concernés ou de la Mairie de Plaisance.....	7-2
7.5 Évaluation et suivi du PAR	7-3
7.5.1 Principaux critères de suivi-évaluation.....	7-3
7.6 Chronogramme de mise en œuvre	7-4
7.7 Budget estimatif du PAR	7-7
7.7.1 Mesures de compensation	7-7

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Page
7.7.2 Frais de fonctionnement et imprévus	7-7
8. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	8-1
ANNEXES	

LISTE DES FIGURES

	Page
Figure 2-1 Zone d'intervention et principales composantes du projet	2-3
Figure 2-2 Localisation de la variante 1 et de l'option retenue	2-5
Figure 2-3 Section type standard	2-6
Figure 2-4 Section type adaptée aux secteurs de montagne	2-7
Figure 2-5 Section type – secteur urbain	2-8
Figure 2-6 Divisions administratives dans la zone d'intervention	2-22
Figure 7-1 Chronogramme de mise en œuvre.....	7-6

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2-1 Main-d'œuvre requise pour le projet en période de construction	2-17
Tableau 2-2 Durée approximative des différentes étapes de réalisation du projet	2-18
Tableau 2-3 Communes, sections communales et localités de la zone d'intervention	2-20
Tableau 3-1 Comparaison de la législation et des pratiques courantes du gouvernement d'Haïti et l'OP-710 de la BID.....	3-8
Tableau 4-1 Populations des communes et sections communales de la zone d'influence du projet (2009)	4-2
Tableau 4-2 Répartition de l'occupation du sol dans la zone d'étude	4-4
Tableau 4-3 Activités de collecte d'information (SNC-Lavalin).....	4-6
Tableau 4-4 PAR RN-1 Ennery/Plaisance : Principales caractéristiques socio- économiques des Ménages PAP	4-13
Tableau 5-1 Impacts du projet liés au présent PAR	5-7
Tableau 6-1 Matrice d'éligibilité et mesures de compensation selon le type d'impact	6-4
Tableau 6-2 Barème de compensation pour la perte de bâtiment.....	6-12
Tableau 6-3 Barème de compensation pour pertes d'arbres selon le stade croissance ...	6-28
Tableau 6-4 Barème de compensation pour la perte de structures variées	6-32
Tableau 7-1 Budget estimatif pour l'ensemble des activités du PAR	7-8

LISTE DES ANNEXES

Annexe A	Atlas cartographique de la zone d'intervention du projet
Annexe B	Questionnaire d'enquête pour le recensement-inventaire des PAP de la RN-1
Annexe C	Barèmes de compensation des structures, des terrains et des cultures de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC
Annexe D	Formulaire de plainte
Annexe E	Procédure de Gestion des Plaintes – PGP (versions française et créole)
Annexe F	Compte-rendu de consultation de validation du recensement-inventaire
Annexe G	Liste des personnes affectées par le projet, type d'impact et compensation
Annexe H	Photos

ACRONYMES

AFP	Association Femmes Plaisance
BAC	Bureau agricole communal
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CASEC	Conseil Administratif de Section Communale
CE	Commission d'Expropriation du MTPTEC
CFW	Cash for Work (Argent pour travail)
DGI	Direction Générale des Impôts
DTPTC	Département des Travaux Publics, Transports et Communications
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
ÉIES	Étude d'Impact Environnementale et Sociale
HTG	Gourde (monnaie haïtienne)
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
LGL	Société d'Expertise et d'ingénierie LGL S.A.
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement Rural
MDE	Ministère de l'Environnement
MTPTEC	Ministère des Travaux Publics, Transports, Énergie et Communications
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP-4.12	Clause Opérationnelle de la BM pour la réinstallation involontaire
OP-710	Clause Opérationnelle de la BID pour la réinstallation involontaire
PAP	Personne Affectée par le Projet
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGP	Procédure de Gestion des Plaintes
RN-1	Route Nationale 1
SOFEDI	Solidarité des Femmes Enneryoise pour le Développement Intégré
UCE	Unité Centrale d'Exécution du MTPTEC

1. INTRODUCTION

Le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) du projet de réhabilitation du tronçon Ennery/Plaisance de la Route Nationale No. 1 (RN-1) qui sera présenté dans ce document a été élaboré afin de prendre en compte les impacts du projet relatifs à la réinstallation involontaire de population et dans le but d'assurer une juste compensation aux Personnes Affectées par le Projet (PAP) tel que stipulé dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) de l'Évaluation Environnemental et Social (EIES)¹ du projet de septembre 2013.

Il est important de noter que dans le cadre de ce PAR la politique de réinstallation involontaire de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) devra être appliquée puisque des structures d'usage résidentiel et/ou commercial seront affectées par les travaux à réaliser.

La responsabilité de la mise en œuvre du PAR incombe à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) en coordination avec la Commission d'Expropriation (CE) toutes deux relevant ministère des Travaux publics, Transports, Énergie et Communications (MTPTEC) du gouvernement d'Haïti.

1.1 MISE EN CONTEXTE

Le tronçon de route à l'étude débute à l'intersection de la RN-1 avec la route d'accès à la municipalité d'Ennery (Pk 0+000) et se termine à la sortie nord de la Municipalité de Plaisance pour un linéaire total de 23,6 kilomètres. Cette section de route fait partie de l'important lien routier qui relie les localités du nord du pays et la capitale nationale, soit les villes de Cap Haïtien et de Port-au-Prince. La route est localisée dans le département de l'Artibonite pour le tronçon entre Ennery et Carrefour Marmelade et dans le département du Nord pour le tronçon débutant à Carrefour Marmelade jusqu'à Plaisance.

Le tronçon Ennery / Plaisance possède une dénivellation importante avec un tracé composé de multiples courbes à faible rayon et une plate-forme routière dangereusement étroite. Dès le Pk 0+000, le tracé entreprend l'ascension du versant sud du morne de Puilboreau sur 9,4 kilomètres pour un dénivelé total de plus de 600 mètres et pour rejoindre le carrefour Marmelade situé au PK 9.5 à plus de 930 mètres d'altitude. Le carrefour Marmelade est à l'intersection de la route qui mène vers la ville de Marmelade, chef-lieu du même nom localisé à environ 12 km de la RN-1. Un important marché public se retrouve à la hauteur du carrefour Marmelade.

¹ Évaluation environnementale et sociale – Projet de catégorie B. Étude de la route nationale RN-1 entre Ennery et Plaisance. MTPTEC – UCE, Groupement SNC-Lavalin inc. / LGL S.A., Septembre 2013.

Par la suite, le tracé entame la descente du versant nord du morne de Puilboreau sur une distance de 9 kilomètres, caractérisée par un dénivelé total de 525 mètres. Cette portion de route est aussi composée de multiples courbes à faible rayon. Entre les Pk 10 et 12, la route effectue deux (2) virages à 180 degrés. Ces lacets permettent d'adoucir la pente longitudinale de la route et s'adaptent bien au relief de cette section. Par contre, ces lacets augmentent le linéaire total de la route et les courbes aux extrémités sont très serrées. La route descend ensuite progressivement dans la vallée où elle longe en partie la Grande-Rivière et certains de ses effluents jusqu'à la ville de Plaisance. Cette portion de route est relativement plane, mais on y trouve plusieurs courbes avec une section en bordure de rivière où des ouvrages de protection seront à prévoir. Deux ponts, l'un situé à proximité de la petite communauté de Bois d'Ormes² au Pk 18+350 et l'autre à proximité de la Grande-Rivière au Pk 22+050 se retrouvent sur le tracé.

En plus du dénivelé important, le tracé est composé d'un nombre élevé de courbes successives à faibles rayons. Étant donné les nombreuses courbes, la vision des conducteurs est parfois bloquée, ce qui rend la conduite particulièrement dangereuse, d'autant plus que la route est étroite. Certaines courbes trop prononcées ne respectent pas les critères de conception pour les routes nationales. La route, d'une voie dans chaque direction, ne dispose d'aucune voie de dépassement ni de voie d'accotement. L'étroitesse de la route ne permet pas d'arrêt sécuritaire pour les véhicules en panne ou les véhicules de transport en commun. La fluidité de la circulation sur la route n'est pas assurée et la circulation sur la RN-1 soulève une sérieuse problématique de sécurité pour les piétons et les usagers.

L'important dénivelé de la route représente un danger réel en cas de bris mécanique de véhicule. Plusieurs véhicules qui circulent sur la route sont d'ailleurs en mauvais état ce qui accentue les risques de bris mécaniques et d'accidents. Aussi, les glissières de sécurité en bordure de falaise et dans les courbes les plus critiques sont parfois absentes et, si elles sont présentes, n'ont pas les caractéristiques physiques requises pour la protection des usagers en cas de sorties de route.

La plate-forme de la route a été construite en flanc de montagne et les pentes transversales au tracé sont relativement abruptes. Dans certains secteurs, des éboulements de pierres provenant des mornes en amont et des affaissements en aval rendent la plate-forme de la route vulnérable.

² Certains documents, tels que les cartes topographiques officielles du pays désignent plutôt cette localité comme Bois d'Homme. Les informations collectées sur le terrain nous révèlent que les deux appellations, Bois d'Homme et Bois d'Ormes, sont utilisées pour cette localité. Pour les besoins de cette étude, Bois d'Ormes a été retenu pour la désigner.

La route est la seule voie d'accès pour les piétons entre Ennery et Plaisance. Mis à part quelques sentiers permettant d'éviter de longues montées, les piétons doivent marcher directement sur les voies de circulations. De plus, la plupart des sections de la route sont enclavées entre deux pentes fortes ou des parois rocheuses.

Pour ces diverses raisons, la réhabilitation de la RN-1 s'avère essentielle afin d'assurer la sécurité des usagers, la pérennité de l'infrastructure routière et le maintien du lien routier entre les localités du nord du pays et la capitale nationale.

Dans le but de connaître et d'évaluer les impacts du projet de réhabilitation de la RN-1, le Groupement SNC-Lavalin/LGL S.A. a élaboré en septembre 2013 une Évaluation Environnementale et Sociale (ÉIES) incluant le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) à appliquer dans le cadre de ce projet. Ce document de référence contient les informations complètes quant aux différentes composantes du projet et notamment en ce qui concerne les impacts et les mesures d'atténuation à mettre en place afin d'assurer la protection de l'environnement et de la population affectée par le projet tout au long du cycle de vie du projet (construction et exploitation). Le présent PAR constitue l'une des principales mesures à appliquer dans le cadre du PGES.

La responsabilité effective de mise en œuvre du PAR incombe à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux publics, Transports, Énergie et Communications (MTPTEC). Compte tenu des réinstallations involontaires à prévoir dans le cadre de ce projet, l'UCE devra mettre en œuvre le présent PAR en étroite collaboration avec la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC qui est l'entité gouvernementale responsable de la gestion de ce type d'impacts lors de travaux de construction de cette nature.

L'UCE reconnaît le présent PAR et ses modalités d'application et s'engage à le mettre en œuvre suivant les principes directeurs qui le définissent.

1.2 OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION ET DE COMPENSATION

Le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) a été élaboré en tenant compte des directives de la BID en matière de compensation et de réinstallation involontaire des populations (OP-710) et des pratiques nationales. Le principal objectif du PAR vise à éliminer si possible, ou sinon minimiser, les effets négatifs du projet sur les communautés locales et leurs activités économiques. Le PAR prévoit un dédommagement équitable des personnes et des ménages affectés par la réalisation du projet.

L'élaboration de ce PAR se base sur une connaissance du milieu couvrant les secteurs de réhabilitation de la RN-1 acquise lors de l'élaboration de l'Évaluation Environnementale et Sociale (ÉIES) incluant le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

De plus, cette étape de reconnaissance du milieu a été rendue possible grâce à une campagne de consultation pour l'élaboration de l'ÉIES dans les secteurs potentiellement affectés et auprès de diverses parties prenantes de la zone d'intervention afin de maximiser les connaissances du milieu d'intervention.

En ce qui concerne le recensement-inventaire détaillé des personnes et des biens affectés par le projet couvert par ce PAR, il a été réalisé entre le 30 septembre et le 15 octobre 2013 en visitant un à un les terrains affectés à l'intérieur de l'emprise du projet et en réalisant des enquêtes personnalisées avec leurs utilisateurs.

Néanmoins, la connaissance du projet et de la zone d'intervention préalable au recensement-inventaire des PAP avait permis d'identifier de façon préliminaire les secteurs, le profil socio-économique de la population et les types de biens qui seraient potentiellement affectés par les travaux et dont le processus de compensation-réinstallation du présent PAR fait partie intégrante.

1.3 PRINCIPES DIRECTEURS DU PAR

L'UCE, chargée de l'exécution de ce PAR, réalise ses activités conformément au cadre légal et réglementaire de l'État haïtien. L'UCE s'engage également à mettre en œuvre les principes directeurs du PAR en tenant compte des politiques de la BID.

Le PAR se base sur les principes directeurs suivants :

- **Participation et consultation des parties prenantes** : La participation et la consultation des parties prenantes permettent de recueillir les préoccupations des parties prenantes envers le projet et de préciser les impacts susceptibles de survenir lors du projet de réhabilitation. Les consultations, qui favorisent une participation libre et active de la population, contribuent à identifier et à préciser les types de compensation qui seraient privilégiés par les PAP. Les informations obtenues lors des consultations doivent être prises en compte lors de l'élaboration du PAR.
- **Évaluation juste, équitable et actualisée des pertes** : Une matrice d'éligibilité, basée sur des critères précis, a été établie pour bien identifier les PAP éligibles à la compensation. La détermination de la valeur des compensations est basée sur un inventaire des biens potentiellement affectés par le projet et par une évaluation économique actualisée des pertes encourues. La valeur des compensations est établie sur la base des prix actuels de remplacement, sans réduction aucune pour une quelconque détérioration. La prise en compte des directives de la BID ainsi que des lois haïtiennes font partie intégrante de ce PAR.
- **Résolution cordiale et ouverte des réclamations** : Les PAP sont directement impliquées dans la planification de ce PAR et ils participeront à sa mise en œuvre. Une Procédure de Gestion des Plaintes (PGP) sera mise en place et un Comité de Compensation apte à représenter de manière juste les intérêts des parties en présence sera formé.



- **Paiement à temps et de façon transparente** : Le règlement des indemnités sera destiné aux propriétaires et occupants des biens affectés selon les modalités choisies par chaque PAP : un seul ou plusieurs versements, directement ou par l'entremise d'une autre personne identifiée par la PAP. Les paiements s'effectueront par l'entremise de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC lors d'une réunion organisée par l'UCE à laquelle assisteront également les membres du Comité de Compensation du PAR.

1.4 CONTENU DU PAR

Le PAR est présenté en sept (7) chapitres distincts :

Le **premier et présent chapitre** définit les objectifs et principes directeurs du PAR.

Le **chapitre 2** présente une description sommaire du projet, de l'option retenue, des travaux de réhabilitation du tronçon Ennery/Plaisance de la RN-1 à réaliser (incluant l'échéancier, la main-d'œuvre et le coût) ainsi que la description de la zone d'intervention du projet et du PAR.

Le **chapitre 3** résume le cadre juridique et institutionnel haïtien applicable en décrivant plus précisément les pratiques nationales relatives à l'indemnisation, la compensation et l'expropriation. Les procédures de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) sont aussi décrites et comparées à celles du gouvernement haïtien afin d'identifier les points de convergence et de divergence existants.

Le **chapitre 4** dresse le portrait du milieu socio-économique.

Le **chapitre 5** présente sommairement les impacts du projet sur les PAP et qui nécessitent d'appliquer la politique opérationnelle OP-710 de la BID.

Le **chapitre 6** présente la stratégie de compensation-réinstallation pour ce projet. Ce chapitre définit l'éligibilité des PAP à la compensation, décrit la méthodologie de calcul des compensations et les procédures d'application. L'Entente de Compensation avec les PAP, l'assistance aux groupes vulnérables et la Procédure de Gestion des Plaintes (PGP) y sont aussi décrites.

Le **chapitre 7** présente les procédures d'implantation, de gestion et de suivi du PAR. Les rôles des parties prenantes au sein du Comité de Compensation sont définis. Les processus de compensation qui seront appliqués sont décrits, incluant les mesures de suivi et d'évaluation applicables. Finalement, un budget et un calendrier d'implantation sont proposés pour la mise en œuvre du présent PAR.

2. DESCRIPTION DU PROJET

Localisée dans les départements de l'Artibonite et du Nord, la route nationale 1 (RN-1) relie la municipalité d'Ennery à la ville de Plaisance sur une distance d'environ 23 kilomètres. La figure 2-1 présente la zone d'intervention du projet ainsi que les principales composantes du projet.

La description détaillée du projet a été incorporée dans le rapport d'évaluation environnementale et sociale du projet (septembre 2013). Les prochaines sections de ce chapitre consistent donc en un rappel des principaux éléments à considérer dans le cadre du présent PAR.

2.1 ANALYSE DES VARIANTES DE TRACE ET OPTION RETENUE

Dans le cadre du mandat et tel que spécifié aux termes de référence, les spécialistes du Groupement SNC-Lavalin / LGL S.A. ont identifié une variante au tracé actuel qui permettrait de réduire de façon considérable la longueur, le nombre de courbes et le dénivelé de la portion de la RN-1 à l'étude. Cette variante a fait l'objet d'une étude de description et d'une évaluation préliminaire dans le cadre de ce mandat. Par contre, vu l'importance et la complexité des travaux à réaliser pour valider la faisabilité de cette variante, des études plus spécifiques seront requises. Celles-ci permettront de faire des recommandations pertinentes sur cette option du tracé. Il faut cependant considérer que peu importe la variante, le tracé actuel doit être obligatoirement réhabilité et reconstruit afin de conserver l'accès vers le centre du pays à partir de l'intersection de Marmelade. Cette route relie la côte ouest au centre du pays et permet aux petits producteurs de cette région d'atteindre facilement des villes importantes pour vendre leurs produits.

Le tracé de la route actuelle correspond au tracé retenu pour la présente étude. Il a été optimisé de manière à améliorer la conduite et la sécurité. Le tracé à l'étude débute à l'intersection de la Route Nationale No.1 avec la route d'accès à la municipalité d'Ennery, et se termine à la sortie nord de la petite ville de Plaisance pour un linéaire total de 23,6 km.

Afin de réduire de façon considérable les impacts négatifs de la construction d'un nouveau lien routier sur le milieu naturel et dans le but de limiter de façon significative les coûts de construction, d'acquisition des emprises et d'expropriations, la route existante a été fortement priorisée tout en améliorant certaines courbes et pentes existantes. Ainsi, un pourcentage important du linéaire du tracé recommandé dans cette étude exploite l'emprise de la route existante.

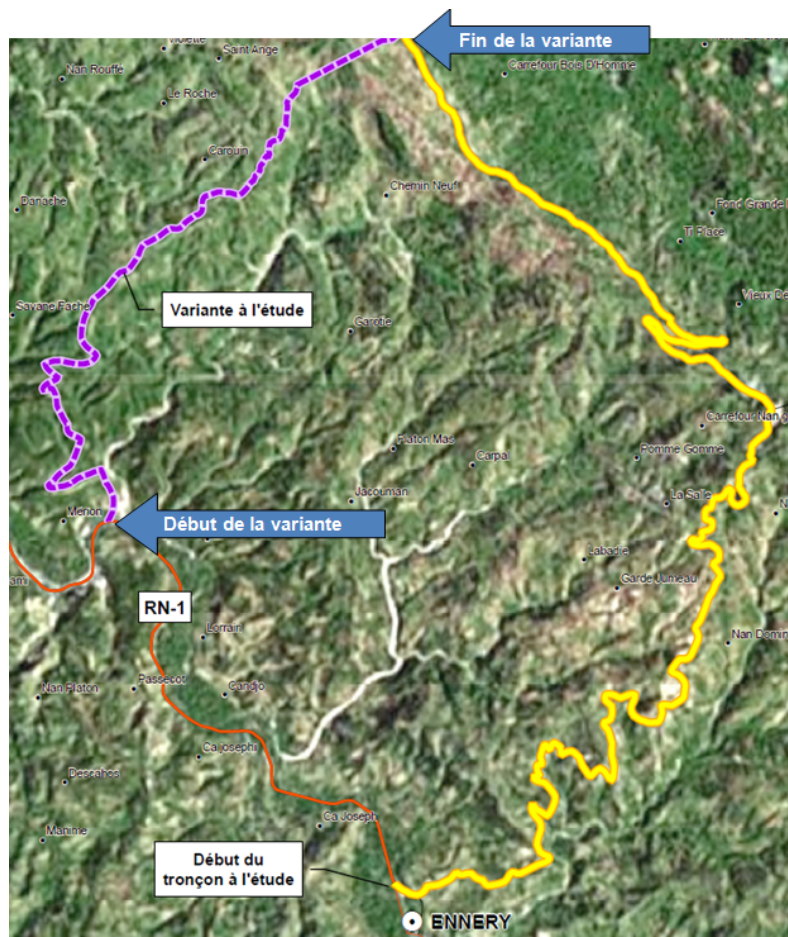
Les principaux critères de conception de la route qui ont été considérés sont les suivants :

- Une voie de circulation par direction ;

- Chaussée de 7 mètres de large avec des accotements de chaque côté de 2,5 mètres avec des sections types adaptées à la zone rurale et aux secteurs en montagne (voir figures 2-3, 2-4 et 2-5) ;
- Vitesse de conception de (60 km/h) en milieu urbain (Plaisance) (vitesse affichée de 50 km/h) ;
- Vitesse de conception de (60 km/h) en milieu rural (vitesse affichée de 50 km/h) ;
- Vitesse de conception de (30 km/h) en milieu rural avec présence de restrictions (vitesse affichée de 20 km/h) ;
- Pente minimale souhaitable : 0,5 %, pente minimale : 0,1 %, pente maximale souhaitable : 4 % et pente maximale : 7 %.

La figure 2.2 présente la localisation de l'option retenue. Les figures suivantes présentent les trois sections types du projet. L'annexe A (atlas cartographique au 1 :5 000) donne un aperçu détaillé du tracé de la route à réhabiliter ainsi que son emprise.

Figure 2-2 Localisation de la variante 1 et de l'option retenue



En jaune : option retenue pour l'étude

Figure 2-3 Section type standard

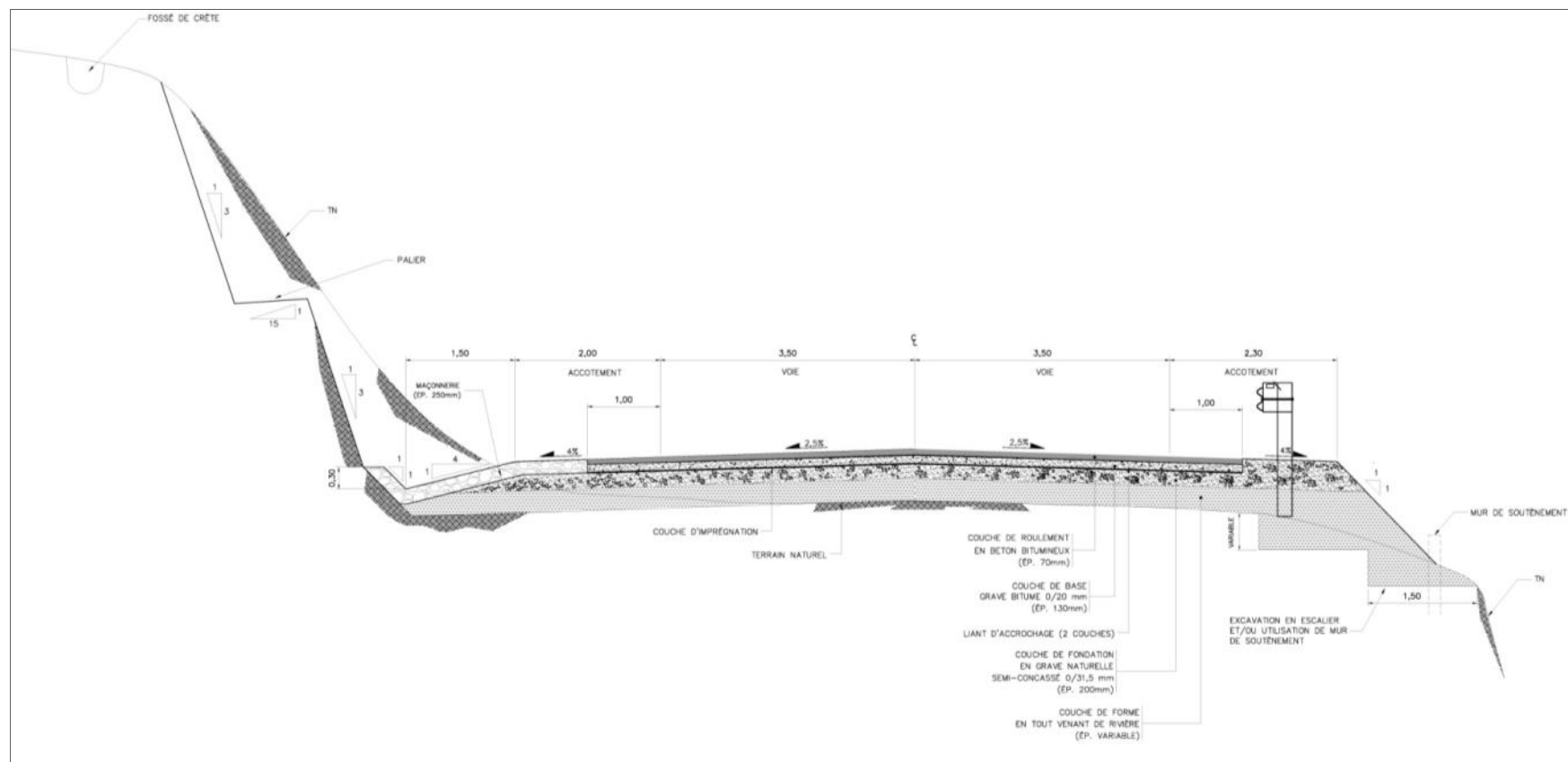


Figure 2-4 Section type adaptée aux secteurs de montagne

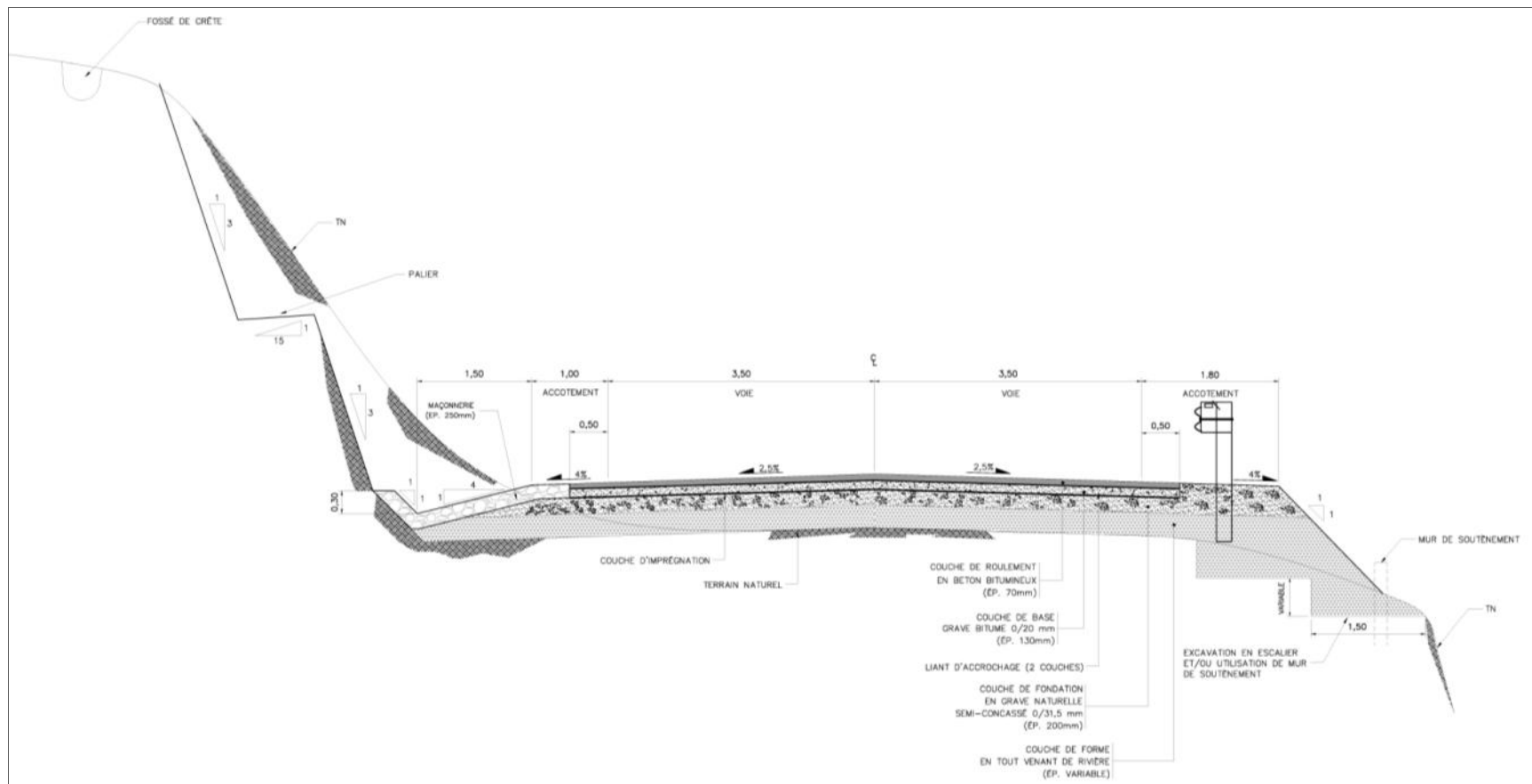
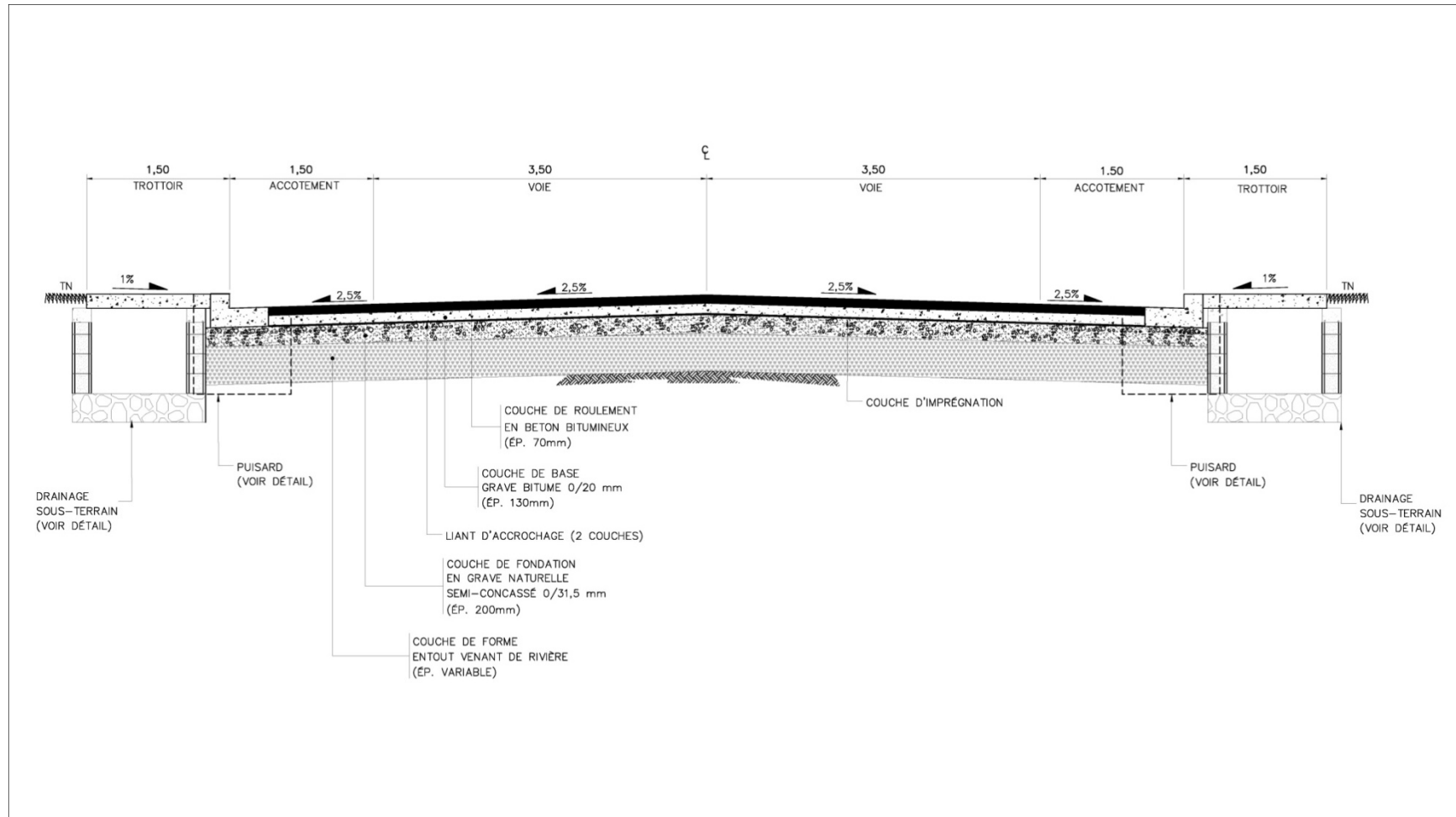


Figure 2-5 Section type – secteur urbain



2.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.2.1 Composantes du projet

Le projet de réhabilitation de la RN-1 comprend les principales activités et composantes suivantes :

- L'élargissement de l'emprise qui nécessitera l'acquisition d'une superficie additionnelle de 18 ha sur la longueur du tracé ;
- La réfection du corps de chaussée existant et de la surface de roulement ;
- Le rehaussement de la chaussée par endroits ;
- La redéfinition de certaines courbes ;
- La réfection et le remplacement des ouvrages de drainage de la route (7 dalots et buses à réhabiliter et 108 à remplacer) ;
- La stabilisation de ravines traversées par la route ;
- La coupe et profilage du talus amont ;
- La construction de murs de soutènement en aval de la route ;
- La mise en place d'ouvrages de protection dans les sections problématiques où la route circule en bordure du cours d'eau (sur une longueur cumulée de 350 m). Ces mesures permettront de diminuer significativement les risques de détérioration de l'infrastructure routière en présence de fortes crues ;
- La reconstruction du pont de Bois d'Ormes ;
- La réhabilitation de deux ponts sur la Grande-Rivière incluant un pont désaffecté qui sera remplacé par un pont piétonnier ;
- Le réaménagement de certaines intersections critiques (intersection de la RN-1 avec la route de Marmelade et de la RN-1 avec la Route 116 à Plaisance) ;
- L'exploitation de bancs d'emprunts et de zone de déblais avec possibilité de dynamitage (6 sources d'emprunts possibles) ;
- La mise en place de mesures de signalisation sur l'ensemble du tracé ;
- Un plan d'entretien afin d'assurer la viabilité des investissements.

La figure 2-1 présente les principales composantes du projet.

Les travaux proposés comprennent l'élargissement de l'emprise, la correction des courbes et la réfection du drainage. L'emprise moyenne est de 7 mètres sur la route actuelle et pourrait nécessiter un élargissement jusqu'à 20 mètres, selon les besoins techniques. Certaines courbes seront rectifiées ce qui occasionnera un empiètement sur le milieu.



Étant donné que le tracé emprunte, sur presque la totalité de la route, le linéaire de la route existante, les acquisitions de terrains nécessaires à la construction de la route à l'étude vont se limiter aux activités suivantes :

- élargissement par endroits de l'emprise existante ;
- aménagement des approches de certains ouvrages de drainage ;
- normalisation de certaines courbes ;
- construction de certains exutoires afin d'évacuer l'eau vers des ravines et fossés existants.

Quelques courbes pourront être corrigées en ratissant complètement la section de montagne, ce qui engendrera une grande quantité de déblais. Les déblais issus des formations rocheuses qui feront l'objet d'excavations importantes le long du nouveau tracé pourront être utilisés pour d'autres sections de la route, mais un surplus est prévu, pour lequel il faudra trouver un ou plusieurs sites de dépôt. En raison de leur spécificité, certains types de matériaux devront être obtenus à partir de bancs d'emprunt existants ailleurs sur le territoire.

Afin d'assurer la durabilité des investissements proposés, le projet financera aussi les coûts d'entretien de la route réhabilitée. L'entretien de la route serait effectué sur la base de techniques de travail à haute intensité de main-d'œuvre.

Diverses mesures seront prises afin de protéger l'infrastructure routière face aux impacts de l'environnement sur cette dernière et qui sont associés plus particulièrement aux fortes pluies, aux crues et à l'érosion :

- Fosses à sédiment et bermes filtrantes : placées en amont des ouvrages (dalots, buses), dans les ravines, afin de favoriser la sédimentation et réduire l'érosion en diminuant la vitesse d'écoulement.
- Ouvrages de protection en rive : protection des talus de la route. Composition : béton armé à certains endroits, béton armé combiné à de la maçonnerie (hybride) à d'autres endroits.
- Gabions : pour assurer la protection des talus de la route.

Les critères de conception de la route prennent de plus en considération les risques sismiques propres à la région à l'étude. Les infrastructures prévues (route, dalots, ponts, buses, etc.) sont donc conçues pour être parasismiques.

Les principales activités en période de construction sont décrites dans les sections suivantes.

2.2.2 Mobilisation et installation de chantier

Cette première activité aura comme objectif l'installation générale de chantier et des services généraux de l'entrepreneur et l'installation du bureau de l'équipe de supervision du projet (ou mission de contrôle).

La localisation des installations de chantier de l'entrepreneur devra être préalablement approuvée par la supervision du projet.

Les aires de bureau et de logement seront pourvues des installations suffisantes pour les besoins du projet et seront fonction du nombre d'employés. Des aires sanitaires sont prévues incluant latrines, fosses septiques, lavabo et douches.

La mobilisation du chantier sera réalisée en évitant les zones sensibles soit les terres de culture, les puits, les boisés, les cours d'eau, les forêts, les zones habitées, les écosystèmes sensibles et les versants de forte pente. Les sites aménagés et les installations seront localisés à plus de 100 m des habitations et des cours d'eau et seront choisis afin de réduire au maximum l'abattage d'arbres et de limiter le débroussaillage. Le drainage de ces sites devra se faire de façon efficace afin de ne pas gêner l'écoulement naturel des eaux, d'éviter la création de zones d'eau stagnante et de ne pas générer un apport supplémentaire en sédiments dans les cours d'eau en aval.

2.2.3 Aménagement et exploitation de bancs d'emprunt

La réhabilitation de la RN-1 entre Ennery et Plaisance requerra des quantités de matériaux pour aménager la plate-forme de la route et pour mettre en place les mesures de protection en berge.

Les sources d'emprunt potentielles qui ont été identifiées sont les suivantes :

- Exploitation commerciale de la rivière La Branle (usine de Gonaïves) ;
- Exploitation commerciale de la rivière Limbé ;
- Dépôts alluvionnaires de la rivière Ennery ;
- Carrière artisanale au sud du village d'Ennery ;
- Zones de déblai dans les formations de calcaire marneux lités, jaunâtre-blanchâtre et relativement peu altérées (PK 0+000 à PK 8+800) ;
- Zones de déblai dans les formations de calcaire karstique oxydé, brunâtre-grisâtre (PK 8+800 à PK 16+000).

Les zones de déblais, et notamment les zones de déblai dans les formations de calcaire marneux lité, jaunâtre-blanchâtre et relativement peu altéré (PK 0+000 à PK 8+800) et les zones de déblai dans les formations de calcaire karstique et de calcaire avec une texture à blocs, brunâtre-grisâtre (PK 8+800 à PK 16+000), seront d'abord privilégiées pour répondre aux différents besoins en matériaux d'emprunt.

En second lieu, les carrières et les bancs d'emprunt commerciaux existants, et autorisés par les autorités haïtiennes seront privilégiés. Les sites d'emprunt existants pourront toutefois être utilisés uniquement s'ils satisfont aux critères d'aménagement et de gestion reconnus, s'ils sont en conformité avec les lois et règlements en vigueur et les politiques de la BID et seulement si un permis d'exploitation a été émis par les autorités locales et le Bureau des Mines.

Tout nouveau banc d'emprunt ou carrière devra être ouvert en conformité avec les lois et règlements en vigueur et les politiques de la BID. Un permis devra être obtenu auprès des autorités locales et du Bureau des Mines tel que l'exige la réglementation en vigueur.

2.2.4 Production de béton et bétonnage des ouvrages

Des quantités significatives de béton seront produites dans le cadre du projet principalement en raison de la construction des murs de soutènement en béton armé et aux ouvrages de drainage avec murs de têtes.

Compte tenu des quantités de béton à produire pour le projet, les meilleures pratiques de gestion des rejets issus de l'utilisation du béton seront mises en application.

2.2.5 Mise en place des ouvrages de protection

Lors de la reconstruction du tronçon en bordure de la Grande-Rivière des ouvrages de protection seront mis en place aux endroits où les crues de la rivière seraient susceptibles d'éroder les talus de la route. À noter que l'effondrement d'un mur de soutènement récemment construit le long de la route RN1 près de la municipalité de Plaisance et adjacent à la Grande-Rivière a été observé et devra être remplacé (entre les chaînages 18+500 et 18+620). La mise en place d'ouvrages de protection en rive sera requise sur une distance cumulée de 350 m.

Suite à la démolition des ouvrages existants, les nouveaux ouvrages de protection seront prolongés partiellement à l'intérieur des terres. La mise en place de murs de gabions dans la portion rectiligne de la rivière sera effectuée au besoin.

Si l'espace disponible entre la limite de la route et la rivière est limité, on pourra retenir comme protection de talus un mur de maçonnerie de pierres sur toute la hauteur de la dénivellation ou encore jusqu'à une hauteur à définir au-dessus du niveau des hautes eaux.

Au contraire, si l'espace disponible est suffisant, on pourra construire un remblai en emprunt granulaire compacté profilé avec une pente maximale de 2 horizontal sur 1 vertical. Le talus ainsi profilé devra être protégé avec un parement mince en maçonnerie de pierres. Le parement devra être prolongé jusqu'au caniveau aval pour éviter toute infiltration d'eau de ruissellement derrière le parement mince.

Lors de la reconstruction du tronçon en bordure de la Grande-Rivière dans le secteur de la vallée de Plaisance, une attention particulière devra être portée aux éléments suivants :

- le niveau des hautes eaux ;
- le dimensionnement des caniveaux pour éviter tout débordement des cours d'eau tributaires de la Grande-Rivière sur la RN-1, ce qui pourrait affecter les murs ;
- un encastrement suffisant de la base des murs comme protection contre l'affouillement ;
- une protection des talus par la construction de murs de soutènement subverticaux (maçonnerie en pierre ou gabion) ou d'un parement mince en maçonnerie de pierre sur un talus en emprunt compacté, profilé à 2H : 1V ;
- un bon système de drainage entre la bordure de la route et le sommet du mur pour éviter l'érosion derrière le mur à cause des eaux de ruissellement.

2.2.6 Reconstruction et réhabilitation de ponts

Les travaux de reconstruction et de réhabilitation des ponts incluront les activités suivantes :

Réhabilitation du pont de la Grande-Rivière

- Démolition de la main courante sur les deux côtés et démolition du béton recouvrant les services d'eau ;
- Protection des services et ajout de collet métallique ;
- Scarification de la chaussée par planage ;
- Resurfaçage bitumineux ;
- Installation de nouvelle main courante sur les deux côtés avec boulons ancrés ;
- Ajout de regards pluviaux en bas de profil ;
- Nettoyage à pression du béton et réparation des fissures par époxy ou mortier selon le cas ;
- Signalisation et marquage.

Réhabilitation du pont désaffecté de la Grande-Rivière (il s'agit d'un pont désaffecté qui sera remplacé par un pont piétonnier)

- Démolition du tablier corrodé en tôle et des profilés métalliques ;

- Nettoyage à pression du béton et réparation des fissures par époxy ou mortier selon le cas ;
- Installation d'un tablier métallique sur 2m de largeur avec mains courantes boulonnées et ancrées ;
- Aménagement des accès piétonniers en gravier.

Le pont piétonnier adjacent au pont de la Grande-Rivière sera réhabilité de manière à assurer un déplacement sécuritaire des piétons dans ce secteur.

Reconstruction du pont de Bois d'Ormes

- Démolition de la structure en conservant les murs d'ailes ;
- Reconstruction du pont avec dalots incluant extension pour trottoir et main courante ;
- Installation de mains courantes métalliques encastrées au béton ;
- Installation de regards au bas du profil pour drainage pluvial ;
- Signalisation et marquage.

2.2.7 Travaux de préparation de la chaussée

Les travaux de préparation de la chaussée comprennent les activités suivantes :

- Débroussaillage et décapage du terrain naturel entre les limites de l'emprise ;
- Décapage sous l'assiette des remblais pour purge des sols de mauvaise tenue ;
- Réutilisation en place du pavage existant ;
- Démolition de construction en maçonnerie ou en béton non armé ;
- Démolition de construction en béton armé (si applicable) ;
- Démolition de mur de gabion ;
- Enlèvement et disposition de buses existantes en béton (diamètres variables).

Aux endroits requis, un débroussaillage devra être réalisé avant de procéder au terrassement de la nouvelle route et des talus. Le débroussaillage se fera manuellement et consistera à éliminer l'ensemble de la végétation. Les zones à débroussailler auront été identifiées et autorisées par la mission de contrôle. Les travaux devront s'assurer de conserver et protéger les arbres existants de part et d'autre de la route. Dans la mesure où les travaux le justifiaient, l'élargissement de l'emprise pourrait nécessiter la coupe d'arbres à certains endroits. La coupe d'arbres sera compensée par la plantation d'arbres dans les secteurs affectés et ailleurs le long du tracé.

Avant le débroussaillage ou la coupe, les résidents de la collectivité seront invités à récupérer l'ensemble du bois ou autre matériau ou produits. Les résidus ligneux produits lors du débroussaillage seront évacués vers un site agréé en vue d'être compostés ou brûlés.

La chaussée ne sera pas démantelée, mais sera plutôt conservée en place, scarifiée et compactée *in situ* ce qui permettra de réutiliser les matériaux de chaussée et de maximiser la gestion des remblais et déblais sur place.

2.2.8 Travaux de terrassement

Les travaux de terrassement comprennent les activités suivantes :

- Mise au rebut des déblais ordinaires ;
- Préparation de la couche d'amélioration de la plate-forme en grave naturel 0/25 mm ;
- Réglage des pentes de talus ;
- Engazonnement des talus et végétalisation ;
- Plantation de vétiver stérile ou autres espèces indigènes stabilisatrices ;
- Plantation d'arbres d'une hauteur minimale de 1,5 m ;

Lorsque les travaux de terrassement seront terminés, les aires non requises seront engazonnées et végétalisées à l'aide de plantules et d'arbres (plant de 1,5 m de hauteur). Préalablement à l'ensemencement, une couche de 15 cm de terre végétale sera mise en place sur les zones à végétaliser.

Compte tenu de la profondeur des ravins du côté aval, des murs de soutènement devront être conçus et aménagés pour assurer la retenue des remblais de la chaussée élargie.

2.2.9 Travaux de chaussée

Les travaux de chaussées comprennent les activités suivantes :

- Mise en place d'une couche de fondation en matériau sélectionné – grave naturel 0/40 mm (épaisseur de 200 mm) ;
- Mise en place d'une couche de base en grave bitume 0/31,5 mm (épaisseur de 130 mm) ;
- Mise en place du liant bitumineux en deux couches ;
- Mise en place de la couche de roulement en béton bitumineux (épaisseur de 70 mm).

La mise en place des couches de fondation de la future chaussée débutera par la mise en place d'une couche de fondation de 200 mm d'épaisseur constituée de matériaux sélectionnés. Ensuite, une couche de grave bitume de 120 mm sera mise en place à l'aide d'un finisseur et compactée à l'aide du rouleau à pneu et d'un rouleau vibrant lourd.

Précédée par l'application de deux couches de liant bitumineux, la couche de roulement constituée de béton bitumineux sera finalement mise en place.

2.2.10 Travaux de drainage et assainissement

Les travaux de chaussée comprennent la construction de :

- Fossés non revêtus en bordure de route ;
- Buses en béton armé préfabriquées de diamètres variés ;
- Caniveaux de béton de ciment ;
- Bordure de béton de ciment ;
- Trottoir en béton de ciment d'une largeur de 1,5 m ;
- Dalle de béton de ciment d'une épaisseur de 150 mm avec treillis ;
- Canal en bloc de béton d'une dimension de 1,5 x 1,5 m ;
- Regard-Puisard d'une dimension de 1,5 m x 1,5 m ;
- Dalot existant en béton armé à prolonger ;
- Dalot en béton armé de dimensions variées ;
- Ouvrages divers en béton armé (mur de protection) et
- Pose de gabions.

Les dalots et les buses existantes seront réutilisés le plus possible.

2.2.11 Mesures de signalisation et sécurité

Divers travaux seront réalisés afin de mettre en place des mesures de signalisation. Celles-ci comprendront la pose de panneaux de signalisation et l'application de peinture pour la signalisation horizontale et verticale (ligne centre et de rive, traverse de piéton et hachurage).

Des glissières semi-rigides en acier seront installées dans les secteurs appropriés afin de sécuriser les usagers de la route.

En plus des mesures de base intégrées au projet (signalisation, dégagement de l'emprise, etc.), des mesures additionnelles seront prévues pour assurer la sécurité des usagers de la route et des passants (installation de dos d'âne, passage piétonnier ou autres mesures de ralentissement de la circulation près des secteurs densément peuplés et plus sensibles (écoles, églises, marchés, etc.)).

2.2.12 Démobilisation et remise en état des lieux

L'ensemble des aires temporaires requises pour le projet, incluant les aires d'entreposage et de remisage, les bancs d'emprunt et les carrières, les installations de chantier ainsi que les voies d'accès temporaire et de circulation seront démantelées et remises en état. Tout lieu perturbé directement ou indirectement par les travaux sera remis en état. Tous les matériaux, résidus et déchets seront récupérés et disposés conformément. Le sol sera remis dans un état similaire à la situation qui prévalait avant le début des travaux.

Dans les sections où des interventions seront requises dans le lit du cours d'eau, soit par le profilage du lit de la rivière ou par l'exploitation des matériaux d'emprunt en rivière, le lit du cours d'eau sera remis en état de manière à reproduire le profil d'écoulement initial et afin de retrouver les conditions naturelles avant-projet. Les matériaux utilisés pour remettre en état le lit du cours d'eau devront être de même nature que ceux d'origine en incluant des matériaux de différents diamètres.

2.2.13 Échéancier, main d'œuvre et coût

Le coût global de réhabilitation de la RN-1 entre Ennery et Plaisance (23,6 km) est estimé de manière provisoire à plus de 45 millions de \$ US.

Le tableau 2-1 présente les besoins en main-d'œuvre pour la période de construction selon le niveau de qualification requis.

Tableau 2-1 Main-d'œuvre requise pour le projet en période de construction

Niveau de qualification	Nombre	Nombre de mois-personnes
Personnel expatrié		
Gestion et administration	2	32
Professionnel / ingénieur	4	64
Techniciens spécialisés	4	64
Personnel local		
Gestion et administration	4	64
Professionnel / ingénieur	4	64
Techniciens spécialisés	8	128
Personnel non technique	+20	320
Manœuvre	+ 100	1 600

On estime que les travaux pourraient débuter en janvier 2014 et s'échelonner sur une durée de 12 à 16 mois (tableau 2-2).

Tableau 2-2 Durée approximative des différentes étapes de réalisation du projet

Principales étapes du projet	Durée
Acquisition de terrain et expropriations	20 semaines
Mobilisation, installation du chantier	4 semaines
Terrassements	40 semaines
Drainages	25 semaines
Mur en béton et ouvrages de protections	12 semaines
Structures de chaussée	30 semaines
Pavage	10 semaines
Signalisation Marquage	4 semaines
Ouvrage de mitigation et protection de l'environnement	25 semaines
Démobilisation	4 semaines

2.3 ZONE D'INTERVENTION DU PROJET ET DU PAR

La description détaillée de la zone d'intervention du projet a été incorporée à l'ÉIES du projet (septembre 2013). Les prochaines sections de ce chapitre consistent donc en un rappel des principales informations à considérer dans le cadre du présent PAR.

2.3.1 Description de la zone d'intervention

La RN-1 est composée d'une voie par direction avec des accotements d'une largeur non définie et surtout absents. Le tronçon à l'étude est pavé sur tout son tracé.

Le tracé à l'étude a été subdivisé en trois tronçons qui présentent les principales caractéristiques suivantes :

- **Pk 0+000 au Pk 9+450** (intersection de Puilboreau) : Ce tronçon sinueux en montagne possède en moyenne une courbe tous les 75 mètres, ce qui en fait un tronçon très inconfortable et hasardeux.
- **Pk 9+450 et du Pk 18+355** : Ce tronçon sinueux en montagne présente une situation similaire au tronçon précédent. Cette portion de la RN-1 est aussi inconfortable et hasardeuse que la première, avec par contre quelques portions de route en alignement droit.
- **Pk 18+355 au Pk 23+735** : Ce tronçon sinueux en vallée présente aussi plusieurs courbes, mais la conduite y est moins hasardeuse et inconfortable que les deux tronçons précédents.

Sur l'ensemble de la portion de la RN-1 à l'étude, le nombre total de courbes s'élève à 296 dont 112 d'entre elles sont considérées étroites pour une route dite Nationale. Les courbes tout le long du tracé sont très hétérogènes en terme de rayons. Dans plusieurs cas, la largeur des accotements est aussi critique. Il est donc impératif d'éliminer ou d'agrandir les rayons de certaines courbes, améliorant ainsi la sécurité pour tous les usagers de la route en plus de réduire les temps de transport de façon importante.

La chaussée de la route est en bon état pour la plupart du trajet puisque la route a été repavée en partie en février 2013. Cependant, aucune correction n'a été apportée aux courbes, à la largeur de la route et à sa fondation. Les travaux de pavage ont amélioré le temps de transit, mais n'ont pas permis de diminuer l'état dangereux de la route. Certaines sections de la route en bordure de la rivière (et certains de ses affluents) ont subi et pourraient de nouveau subir les effets de l'érosion en cas de fortes pluies.

Deux structures (ponts) se retrouvent sur cette portion de la RN-1, soit le pont à proximité de la petite communauté de Bois d'Ormes au Pk 18+350 et le pont de la Grande-Rivière situé au Pk 22+050. Le premier est dans un état de dégradation avancée. Aussi, étant localisé dans une courbe serrée suite à une longue descente, le tracé projeté sera déplacé par rapport à l'existant et un nouveau passage doit être envisagé. Des dalots faisant office de pont sont prévus. Le second pont, quant à lui, est en bon état et peut être conservé et réhabilité.

À la fin septembre, des travaux étaient en cours sur une section d'environ 200 mètres longeant la Grande-Rivière au niveau du Pk 19+600, afin de protéger la route de l'érosion lors des fortes pluies. Les travaux visaient à installer des murs en gabions pour stabiliser la bordure de la route.

La population dans la zone d'intervention du projet est relativement regroupée et se concentre principalement en zone urbaine (ville de Plaisance) et dans les localités qui se trouvent en bordure de la RN-1.

2.3.2 Divisions administratives de la zone d'intervention

La zone d'intervention du projet à l'étude traverse 36 localités réparties dans les communes d'Ennery et de Plaisance ainsi que dans deux sections communales tel que l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 2-3 Communes, sections communales et localités de la zone d'intervention

Section communale	Localité	PK
Commune d'Ennery		
4 ^e Section Puilboreau	Ennery	0+000
	Casseus	0+500
	Jubilé	0+600
	Gola	0+700
	Engoma	1+700
	Kontou Zaboka	2+000
	Bois don	2+200
	Tè Grennen	2+800
	Nan Meli	4+000
	Nan Domingue	5+800
	Bois neuf	6+500
	Jumeau	7+000
	Zoranjsi	7+400
	La Salle	7+500
	Nabou	8+500
	Perotte	9+000
	Pomme Gomme	9+300
	Carrefour Marmelade	9+500
<i>Sous-total</i>		18
Commune de Plaisance		
8 ^e Section Grande-Rivière	Courbe Bambou	11+500
	Dumond	12+500
	Labadi	13+500
	Nan pedi	14+600
	Ti Place	15+200
	Potier	16+000
	Raymond	16+300
	Nan cheri	16+700
	Nan Boulé	17+100
	Polite	17+400
	Benjamin	17+900
	Bois d'Ormes	18+800
	Marie-Louise	19+600
	Peltan	20+000
	Chatard	20+900
	Bélizaire	21+500
	Calbassier	22+000
Pas de section communale, relève de la mairie de Plaisance	Plaisance	23+300
<i>Sous-total</i>		18
GRAND TOTAL		36

* Inventaire terrain, SNC-Lavalin inc. – LGL / Erice AZ 2013.

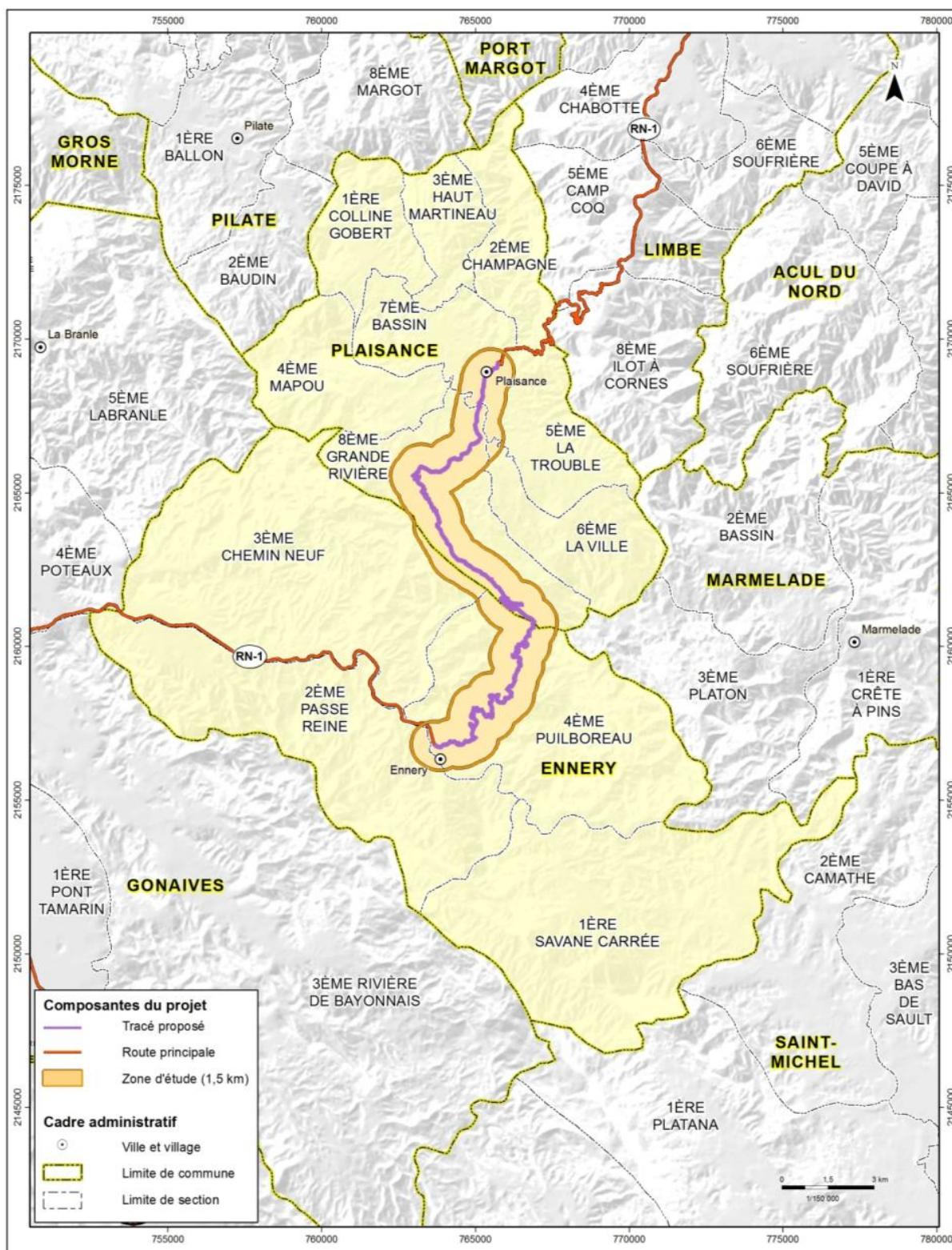
Les communes, financièrement autonomes, sont administrées par un conseil municipal élu et présidé par un Maire. Il est à noter que la localité de Plaisance est directement administrée par la Mairie de Plaisance pour son caractère de ville et non par une section communale³.

La section communale est la plus petite entité territoriale et elle est représentée par un Conseil d'Administration de Section Communale (CASEC) qui a un rôle exécutif.

La figure ci-dessous présente les divisions administratives (sections communales et communes) de la zone d'intervention du projet.

³ La ville de Plaisance se trouve à cheval entre les sections communales de La Trouble (5^e) et Bassin (7^e).

Figure 2-6 Divisions administratives dans la zone d'intervention



3. CADRE INSTITUTIONNEL ET LÉGAL

Cette section présente le cadre institutionnel et légal applicable. Les textes nationaux, les pratiques et barèmes couramment appliqués en Haïti, la politique et les procédures de la Banque Interaméricaine de Développement qui encadrent la réinstallation involontaire y sont décrits.

3.1 POLITIQUE DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION

La Politique Opérationnelle 710 (OP-710) portant sur la réinstallation involontaire s'applique si un projet financé par la BID est susceptible d'entraîner la réinstallation de populations, des impacts sur leurs moyens d'existence, l'acquisition de terres ou des restrictions d'accès à des ressources naturelles constituant la source principale de subsistance de ces populations.

Selon OP-710, une acquisition involontaire de terre est le processus par lequel l'État peut déclarer une terre d'utilité publique que le propriétaire ou occupant doit nécessairement quitter contre une indemnisation. En règle générale, la politique de réinstallation est déclenchée parce que l'activité envisagée nécessite une acquisition par l'État à travers une déclaration d'utilité publique (DUP) de terres occupées ou exploitées par des personnes pour divers besoins ou activités. L'acquisition de terre par l'État est planifiée dans le cadre du projet de réhabilitation du tronçon de la RN-1 entre Ennery et Plaisance. Dans ce cas, l'OP-710 se veut l'outil opérationnel à mettre en œuvre pour assurer que les indemnisations et les compensations offertes aux PAP se fassent en respect des principes établis par la BID et en respect des lois applicables.

À travers l'application de cette politique, la BID cherche à s'assurer que le projet n'aura aucun impact socio-économique négatif sur la population. Un principe fondamental de la politique de la BID sur la réinstallation est que les personnes affectées par le projet doivent avoir, une fois le projet complété, avoir récupéré leur situation économique initiale et si possible, l'avoir améliorée. Donc, si des personnes subissent des impacts négatifs sous forme de perte de revenus agricoles, de biens ou autres, celles-ci doivent recevoir une assistance et obtenir une compensation afin que leur condition socio-économique future soit au moins équivalente à celle existante avant projet.

Les principaux aspects introduits par l'OP-710 relativement à la réinstallation involontaire sont :

- La nécessité d'explorer toutes alternatives pour minimiser ou éviter la réinstallation involontaire de population ;
- La définition claire de Personne Affectée par le Projet (PAP) et d'éligibilité ;
- L'établissement d'une date limite d'éligibilité (*cut-off date*) ;
- La mise en place de mesures pour éviter l'appauvrissement de la population affectée ;

- La mise en place de mesures pour assurer que les PAP participent à la préparation du PAR en fonction de leurs nécessités et capacités ;
- La nécessité de prendre en compte les aspects spécifiques reliés aux groupes et personnes vulnérables en effectuant une analyse de vulnérabilité des populations affectées par le projet ;
- La nécessité de prendre en compte les aspects spécifiques reliés aux communautés autochtones et aux femmes ;
- La nécessité de préparer un ensemble de mesures d'indemnisation et de réhabilitation en accord avec la législation nationale et qui assure le rétablissement du niveau de vie des personnes affectées par le projet tout en évitant les impacts négatifs sur l'environnement.

Selon OP-710, les biens affectés doivent être compensés selon leur valeur de remplacement. OP-710 accepte une combinaison de compensations autorisées sous le régime légal du pays emprunteur avec d'autres allocations éventuelles, afin que le total soit équivalent à la valeur de remplacement des biens affectés.

Les objectifs et principes définis par la politique OP-710 s'appliquent, en cas de réinstallation physique et également en cas de réinstallation économique, notamment en cas de :

- perte de commerce ;
- perte d'emploi ;
- perte de source de revenus ;
- toute autre perte affectant la capacité des personnes affectées de maintenir leurs moyens d'existence.

La politique de réinstallation s'applique dans tous les cas « où il existe un risque d'appauvrissement dû à la réinstallation involontaire », que celle-ci soit physique ou économique.

3.2 CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL HAÏTIEN

Le cadre légal et institutionnel de la République d'Haïti est encadré par une série de textes de loi, parfois très anciens, qui touchent de près ou de loin le droit de propriété, l'expropriation et la compensation. La Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC est chargée de procéder à l'indemnisation des biens meubles et immeubles en cas d'expropriation dans le cadre d'un projet public.

La CE basée au MTPTEC est opérationnelle depuis 1994 et possède donc une expérience de longue date dans les mécanismes d'indemnisation en cas d'expropriation. Par contre, la CE n'intervient généralement pas dans des cas de dommages aux biens immeubles, terrains, terres de cultures ou autres qui peuvent survenir en dehors d'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans ces cas, lorsque des dommages sont causés lors des travaux

de construction par exemple, la commission n'est pas impliquée. Dans les pratiques actuelles, c'est l'entrepreneur qui réalise les travaux qui doit payer les compensations sans devoir respecter une procédure préétablie ou des barèmes fixés par le gouvernement haïtien.

Dans le cas de ce projet, l'expropriation ou réinstallation de population sera requise dans le cadre d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP), situation qui implique la participation de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC.

La responsabilité de la gestion du présent PAR incombe à l'UCE comme agence gouvernementale chargée de la direction du projet. Cependant, il est utile de prendre en considération les procédures déjà mises en place par la CE pour le dédommagement des biens afin de la comparer aux principes directeurs de l'OP-710 et dans l'objectif de trouver un équilibre entre les pratiques usuelles en Haïti et les procédures de la BID.

3.2.1 Législation en vigueur en matière d'expropriation

Le droit haïtien, à travers la Constitution de la République d'Haïti de 1987, reconnaît aux particuliers (personnes physiques et/ou morales) le droit de propriété sur certains biens qui s'acquièrent, d'une façon générale, selon les modalités prévues. Plus précisément, les articles 36 et 36.1 de la Constitution de la République d'Haïti de 1987 (en vigueur) précisent que :

- « **Article 36 :** La propriété privée est reconnue et garantie. La loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissances ainsi que les limites. »
- « **Article 36.1 :** L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu, moyennant le paiement ou la consignation, ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert. Si le projet initial est abandonné, l'expropriation est annulée et l'immeuble ne pouvant être l'objet d'aucune autre spéculation, doit être restitué à son propriétaire originaire, sans remboursement pour le petit propriétaire. La mesure d'expropriation est effective à partir de la mise en œuvre du projet. »

Par ailleurs, la loi régissant les expropriations en Haïti est celle du 18 septembre 1979, abrogeant celle du 22 août 1951, qui n'a jamais été amendée ni abrogée entre temps. Les Articles 1 et 3 de ladite loi précisent que :

- « **Article 1 :** L'expropriation pour cause d'utilité n'est autorisée qu'à des fins d'exécution des travaux d'intérêt général et constitue une cause essentielle, nécessaire et suffisante en matière d'expropriation forcée, la mission de service public affectant l'immeuble déclaré d'Utilité Publique pour l'exécution desdits travaux. »

- « **Article 3 :** L'exécution de ces travaux divers devra obligatoirement être supervisée par le Département des Travaux publics, Transports et Communications (DTPTC) en concertation avec tout organisme et institution intéressés et ne pourra être entreprise, comme pour tout établissement de Servitudes d'Utilité Publique, qu'en vertu de l'Arrêté ou du Décret du Chef de l'État qui, en confirmant la nécessité, désignera le nom de la Commune ou celui du quartier ou la zone où sont situés les terrains, ou les immeubles à exproprier. L'Arrêté, suivant le cas, en indiquera la délimitation. »

Les textes législatifs suivants sont aussi concernés :

- La loi du 3 septembre 1979 sur la Déclaration d'Utilité Publique et les servitudes ;
- La loi du 5 septembre 1979 accordant à l'État le droit de pénétrer provisoirement sur les propriétés en vue de faciliter l'exécution de certains travaux urgents d'intérêt général ;
- La loi du 12 janvier 1934, P 622 Code de Lois usuelles, Tome I sur le droit à l'acquisition des terres rurales.

Du point de vue juridique, la législation en vigueur en matière d'expropriation est celle du 18 septembre 1979.

En réalité, il n'existe aucune réglementation formelle quant à la façon de procéder aux déplacements de populations pour cause de Déclaration d'Utilité Publique. Le même constat s'applique pour l'indemnisation de pertes agricoles temporaires ou permanentes en raison de dommages causés par les travaux autorisés par l'État. Dans ce domaine, la seule référence reste les pratiques courantes de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC. À travers ces pratiques, des barèmes de compensation sont fixés par le gouvernement haïtien et servent à déterminer les indemnités à octroyer. Les barèmes sont établis par la CE et actualisés périodiquement.

Au cours des vingt dernières années les expropriations ont été exclusivement conduites conjointement par :

- La Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC ;
- La Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- Le Ministère de l'Économie et des Finances.

3.2.2 Législation en vigueur en matière d'environnement

Les expropriations et la réinstallation involontaire de population étant susceptibles d'engendrer des impacts négatifs sur l'environnement, la loi en vigueur en matière d'environnement doit être considérée.

Le ministère de l'Environnement, créé en 1995, est l'acteur principal chargé de la gestion et de la protection de l'environnement. Plusieurs autres institutions du pays sont impliquées de près ou de loin dans la protection de l'environnement. C'est le cas des institutions gouvernementales ayant dans leurs attributions l'agriculture, les ressources naturelles, les carrières, la santé, les travaux publics, les transports, les communications et la planification.

Le gouvernement haïtien a adopté le 12 octobre 2005, le Décret portant sur la gestion de l'environnement et la régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour un développement durable (paru le 26 janvier 2006 dans le Moniteur, journal officiel de la République d'Haïti). Ce décret est le principal document légal existant ayant comme objet la protection de l'environnement. Ce décret fixe le cadre général de la gestion de l'environnement en Haïti. Il établit 11 principes de base pour la gestion du milieu naturel, dont l'intégration de l'environnement dans tout projet de développement, la séparation des responsabilités dans ce secteur et le droit de la communauté à l'information sur les activités effectuées dans sa collectivité.

La Constitution d'Haïti de 1987 a également sept (7) articles consacrés à l'environnement, à l'exploitation rationnelle des sols et terrains en pente, aux sites naturels, à la couverture végétale, aux déchets toxiques ainsi qu'à la mise au point de formes d'énergie propres.

L'article 253 stipule que « l'environnement étant le cadre de vie de la population, les pratiques susceptibles de perturber l'équilibre écologique sont formellement interdites ».

3.3 CADRE INSTITUTIONNEL HAÏTIEN

La Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC et la seule compétence gouvernementale en matière de compensation pour la perte de biens résultant de travaux gérés par le gouvernement.

Les acteurs institutionnels responsables de la mise en œuvre de la procédure d'expropriation dans le contexte du présent projet sont :

1. Le Ministère des Travaux publics Transports, Énergie et Communications (MTPTEC)

En général, c'est à la diligence du MTPTEC que doit être initiée la démarche de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), discutée en Conseil des Ministres et proclamée par arrêté Présidentiel.

Subséquent, la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC prend le relais pour ce qui concerne les visites de reconnaissance, les contacts avec les populations des zones ciblées, les opérations topographiques, l'examen des titres de propriété, etc.

2. La Direction Générale des Impôts (DGI)

Gérant en vertu de la loi du domaine privé de l'État, la DGI délègue un cadre auprès du Service d'Expropriation pour toute la durée de chaque opération d'expropriation.

3. Le Ministère de l'Économie et des Finances

Une fois que le rapport d'évaluation est complété, le MTPTEC l'achemine au Ministère de l'Économie et des Finances pour suites à donner.

Dans la plupart des situations, la Commission d'Expropriation s'occupe directement du paiement aux bénéficiaires. Pour certains cas, le Ministère de l'Économie et des Finances émet et remet lui-même les chèques aux bénéficiaires.

3.3.1 Pratiques courantes d'expropriation

Lorsqu'il est question d'expropriations en Haïti, la procédure est restée invariable au cours des dernières années.

L'étape initiale est la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) concernant un certain périmètre, identifié, localisé (département géographique, arrondissement, commune, section communale), et délimité avec précision au moyen de coordonnées géodésiques et cartographiques. Dans les jours qui suivent la DUP, le ministre du MTPTEC instruit la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC de prendre toutes dispositions en vue de matérialiser les droits de l'État dans les limites du périmètre tracé.

Le personnel de la CE, auquel est adjoint un cadre de la DGI, se rend d'office sur les lieux pour une visite de reconnaissance.

Les contacts sont ensuite établis sur le terrain avec les personnes dont les propriétés sont concernées. Jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu de mécanisme particulier de consultation, ce qui n'exclut pas que l'équipe de travail rencontre les autorités locales ou les élus locaux pour s'assurer de leur soutien dans la campagne de sensibilisation. En l'absence de toute réglementation formelle en la matière, la pratique courante consiste à rencontrer sur place toutes les personnes dont les biens sont affectés par le projet, et à les inviter à faire valoir leurs droits à la compensation.

Les trois principales tâches réalisées lors de cette étape sont :

1. La détermination du nombre et des superficies des parcelles individuelles ;
2. L'examen des titres de propriétés ;
3. L'évaluation financière des biens meubles et immeubles.

1. La détermination du nombre et des superficies des parcelles individuelles

L'objet de cette opération est de déterminer les superficies et, accessoirement, de noter l'occupation et l'utilisation des parcelles affectées. Il est nécessaire que soient présents sur les lieux les propriétaires ou occupants des terrains et bâtisses concernés. Il est préférable, quoique non contraignant, que cette opération se termine par un procès verbal signé par les responsables de l'État (représentant de la CE et de la DGI) et contresigné par la personne concernée.

2. L'examen des titres de propriété

Profitant de leur présence sur les lieux, lors des opérations d'arpentage, l'équipe chargée de l'expropriation, ou bien collecte les titres de propriété, ou bien requiert que lesdits titres soient soumis avant le règlement des compensations correspondantes. L'examen des titres de propriété est la responsabilité de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC qui coordonne cette activité avec les institutions participantes.

L'examen des titres de propriété permet d'identifier :

- Les propriétaires légaux en possession de titres valides.
- Les fonds et bâtisses appartenant au domaine privé ou au domaine public de l'État, occupés ou non, de manière illégale ou non.
- Les fonds et bâtisses dont la propriété est contestée ou qui sont objets de litiges.
- Les terres en friche dont les propriétaires ou héritiers sont absents ou inconnus.

3. L'évaluation financière des biens meubles et immeubles

La CE du MTPTEC utilise un cadre de prix intégrés s'appliquant aux fonds et bâtisses, en fonction de leur localisation (zone urbaine ou non), de leur utilisation (agricole ou non) et de leur nature (maison en murs de blocs avec toiture en béton ou non). Les barèmes de compensation sont actualisés périodiquement. Voir en annexe C les barèmes de compensation de la CE-MTPTEC actualisés en janvier 2011 et qui sont actuellement en vigueur (à valider).

3.4 ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LA POLITIQUE OPÉRATIONNELLE DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT ET LES PRATIQUES COURANTES DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN

Le tableau ci-dessous présente les éléments de comparaison entre le cadre juridique haïtien et la politique opérationnelle OP-710 de la BID.

**Tableau 3-1 Comparaison de la législation et des pratiques courantes
du gouvernement d'Haïti et l'OP-710 de la BID**

Thème	Cadre juridique et pratiques courantes en Haïti	OP-710 de la BID	Observations
Date limite d'éligibilité	Date de l'ouverture de l'enquête publique	Le recensement permet d'identifier les personnes éligibles à l'assistance pour décourager l'arrivée massive de personnes non éligibles. Vise à exclure du droit à la compensation les populations qui s'installent dans la zone après la date limite d'éligibilité. La date limite d'éligibilité est généralement fixée à la fin (ou pendant) le recensement définitif des populations éligibles à la réinstallation et autres compensations.	L'OP-710 et la législation haïtienne se rejoignent en ce qui concerne les personnes qui peuvent être déplacées. Le droit haïtien est toutefois plus restrictif dans la mesure où il met l'accent sur les détenteurs de droits formels, alors que l'OP-710 prend en considération toute personne affectée par le projet peu importe s'il dispose ou non de droits formels.
Compensation des terrains privés	Compensation monétaire selon un barème de compensation prédéterminé par la CE	Rétablir les moyens de subsistance et régulariser l'occupation des personnes affectées en offrant différentes options et en prenant en considération la vulnérabilité des personnes affectées. Les options généralement envisageables sont le remplacement en nature ou une compensation monétaire établir selon la valeur de remplacement de la terre.	En accord sur le principe, mais la compensation en nature est pratiquement inexistante dans les pratiques Haïtiennes.
Compensation de structures et bâtiments	Compensation monétaire selon un barème de compensation prédéterminé par la CE	Remplacer ou payer la valeur de remplacement du bien affecté.	En accord sur le principe, mais la compensation en nature est pratiquement inexistante dans les pratiques Haïtiennes.



Thème	Cadre juridique et pratiques courantes en Haïti	OP-710 de la BID	Observations
Occupants irréguliers	Le droit d'expropriation ne prévoit pas d'indemnisation ou d'aide quelconque en cas de retrait des occupants irréguliers des terres du domaine public de l'État.	De manière générale, la réinstallation involontaire affecte négativement les groupes les plus pauvres et vulnérables comme les occupants spontanés en zone urbaine ou les petits agriculteurs qui ne possèdent pas de titres de propriété. Ces groupes méritent une attention centrale des programmes de réinstallation en raison des limitations des lois et normes qui régissent l'expropriation et l'indemnisation et qui rendent difficile la substitution des actifs et opportunités perdues.	Une forte divergence existe. Aucune aide ou indemnisation n'est prévue en cas de retrait des terres du domaine. En revanche, les procédures de l'OP-710 prévoient une indemnisation ou l'octroi d'une aide.
Participation	Enquête en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique	Les populations déplacées doivent être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à l'ensemble du processus de réinstallation.	La législation et pratique courante Haïti prévoit une enquête en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Toutefois, la pratique courante ne permet généralement pas aux personnes affectées de participer activement à l'ensemble du processus de réinstallation comme l'exige l'OP-710.
Litiges et plaintes	Aucune procédure de gestion de plaintes de formalisée.	Une procédure de gestion des plaintes au niveau local doit être mise en place pour résoudre tout conflit. Le recours à la voie juridictionnelle demeure possible en cas de désaccord.	Différence d'approches entre la pratique haïtienne et les mécanismes de résolution de conflit de l'OP-710.
Type de paiement	Normalement en argent et si nécessaire en nature	Population à faibles moyens d'existence : préférence des compensations en nature ; paiement en espèce pouvant être combiné à d'autres formes d'assistance.	Différence en ce qui concerne la compensation en nature qui est pratiquement inexistante des pratiques haïtiennes.
Réhabilitation économique	Non mentionné	Des mesures de compensation doivent être prévues afin d'assurer la réhabilitation économique.	Une forte divergence existe.

Le tableau de comparaison montre que sur certains points, il y a une convergence entre la législation et les pratiques du gouvernement haïtien et l'OP-710 de la BID.

Les principaux points de convergence sont les suivants :

- a) les personnes sont éligibles à une compensation ;

4. la date limite d'éligibilité (*cut-off date*) ;
5. le type de paiement.

Plusieurs points de divergence existent :

- a) les occupants irréguliers ou locataires ne sont pas pris en charge par la législation nationale ;
- b) les procédures de suivi et d'évaluation n'existent pas en droit haïtien ou en pratiques courantes du gouvernement ;
- c) la restauration ou réhabilitation économique n'est pas prévue en Haïti ;
- d) le coût de réinstallation n'est pas pris en charge par l'État en Haïti ;
- e) l'assistance au déménagement des PAP (Personne Affectée par le Projet) n'existe pas en droit haïtien ou en pratiques courantes du gouvernement ;
- f) le règlement des litiges est plus souple et plus encadré dans la politique de la BID ;
- g) les groupes vulnérables sont inconnus en droit haïtien ;
- h) la participation est plus large dans les textes de l'OP-710 ;
- i) les alternatives de compensation ne sont pas prévues dans le droit haïtien.

Il apparaît des points de divergence entre la législation et les pratiques haïtiennes et l'OP-710 de la BID. Toutefois, des possibilités de rapprochement existent. En effet, tous les points de divergence par rapport à la législation nationale s'analysent non sous forme de contradiction, mais plutôt par une insuffisance dans la législation ou les pratiques nationales implantées par le MTPTEC. Quant au règlement des litiges, l'essentiel est que les modes alternatifs n'empêchent pas en cas d'échec de poursuivre les voies contentieuses officielles.

Concernant les groupes vulnérables, ils ne sont pas prévus expressément dans la législation, mais des discriminations positives peuvent être apportées sur cette question. Le droit positif haïtien doit prendre en charge ces questions notamment celles liées au genre. Dans le cadre de toute opération de réinstallation et de compensation, les groupes vulnérables doivent être pris en considération.

La participation est plus importante dans le processus de réinstallation de la BID, mais le droit positif ne l'interdit pas. Il se contente de préciser qu'à certaines étapes, la participation est obligatoire.

Il est vrai que sur beaucoup d'autres points, la politique de la BID est plus complète (Suivi et évaluation ; Réhabilitation économique ; Coûts de réinstallation ; Alternatives de compensation). Mais, rien n'empêche à l'UCE du MTPTEC de s'en inspirer au nom du principe de compatibilité qui signifie qu'une norme compatible avec la législation nationale peut être appliquée en raison de sa non-contrariété avec l'OP-710 de la BID.



S'il y a des discordances entre les lois et les pratiques nationales en vigueur et la politique opérationnelle de la BID (OP-710), la démarche préconisée dans ce PAR est de développer une approche d'harmonisation qui a pour objectif de tendre vers le plus haut des standards, car ainsi toutes les autres lois ou politiques seraient dès lors pleinement satisfaites.

4. CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

La description détaillée du contexte socio-économique du projet a été incorporée à l'ÉIES préparée en septembre 2013. Les prochaines sections de ce chapitre consistent à identifier les principaux éléments à considérer dans le cadre du présent PAR.

4.1 CARACTÉRISTIQUES DES CASEC

Administrativement, la République d'Haïti est découpée en 10 départements, divisés en 41 arrondissements, qui sont à leur tour divisés en 133 communes. Chaque commune est subdivisée en sections communales qui regroupent des localités représentées par un Conseil Administratif de la Section Communale (CASEC).

Le CASEC exerce dans les limites de son territoire les attributions suivantes⁴ :

- a) Créer et organiser ses services administratifs et techniques ;
- b) Préparer et exécuter le budget de la collectivité territoriale ;
- c) Animer les processus participatifs de planification stratégique du développement ;
- d) Tenir le registre de la population résidente et les registres connexes ;
- e) Procéder à l'inventaire des biens meubles et immeubles composant le patrimoine de la collectivité territoriale ;
- f) Administrer le patrimoine de la collectivité territoriale, gérer les infrastructures et les services de la compétence de la collectivité territoriale ;
- g) Passer, conformément à la loi, des actes de vente, échange, acquisition de biens de la collectivité territoriale approuvés par l'assemblée ;
- h) Enregistrer les associations et les ONG intervenant sur son territoire ;
- i) Organiser ou contrôler la perception des recettes de la collectivité territoriale ;
- j) Rechercher des sources nouvelles de revenus pour la collectivité territoriale ;
- k) Contracter des emprunts avec l'approbation de l'assemblée ;
- l) Réaliser tous travaux et activités correspondant à ses compétences.

Suivant ces attributions, les CASEC doivent jouer un rôle clé dans chacune des étapes de mise en œuvre du présent PAR.

Tel que décrit à la section 2.4.2 du présent document, la zone d'intervention du projet traverse 36 localités réparties dans les communes d'Ennery et de Plaisance ainsi que dans deux sections communales où se trouvent leurs CASEC respectifs.

⁴ Avant-projet de Décret définissant le cadre général de la Décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des Collectivités territoriales haïtiennes, Art. 45.

4.2 DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

La population haïtienne est estimée à 9,8 millions d'habitants en 2008 dont plus de la moitié vit en milieu rural. C'est une population très jeune avec 50 % de moins de 20 ans dont 37 % n'ont pas encore atteint l'âge de 15 ans.

Tableau 4-1 Populations des communes et sections communales de la zone d'influence du projet (2009)

Commune/section communale	Population totale	Femmes %	Nombre de ménages	18 ans et plus	Superficie	Densité	Section communale traversée
1-Commune d'Ennery	46 581	49	11 010	25 994	217	215	
1re Section Savane Carrée	16 302	49	3 887	8 889	64	256	Non
2e Section Passe Reine ou Bas d'Ennery	14 818	49	3 498	8 529	51	288	Non
3e Section Chemin neuf	4 587	49	1 261	2 774	58	79	Non
4e Section Puilboreau	10 874	50	2 364	5 802	44	248	Oui
2-Commune de Plaisance	63 278	51	12 026	33 321	122	521	
1er Section Colline Gobert	8 156	50	1 569	4 270	13	620	Non
2e Section Champagne	3 644	52	716	1 923	14	266	Non
3e Section Haut Martineau	2 797	50	554	1 469	5	509	Non
4e Section Mapou	6 142	51	1 152	3 209	17	362	Non
5e Section La Trouble	6 232	49	1 229	3 274	16	386	Non*
6e Section La Ville	6 036	49	1 117	3 081	16	367	Non
7e Section Bassin	18 721	51	3 608	10 161	14	1305	Non*
8e Grande-Rivière	11 550	50	2 081	5 934	25	457	Oui
Grand total	109 859	50	23 036	59 315	338	325	
Total sections communales traversées par le projet (incluant la ville de Plaisance)	37 101	51	7 322	19 766	71	520	2 sections communales

Source : IHSI, 2009 (données estimées par l'IHSI à partir du recensement de 2003).

* La ville de Plaisance se trouve à cheval entre les sections communales de La Trouble (5^e) et de Bassin (7^e). Cela dit, selon les données de l'IHSI, la population de la ville de Plaisance est comptabilisée dans les données de Bassin.

Le projet à l'étude traverse les communes d'Ennery et de Plaisance, localisées dans les départements de l'Artibonite et du Nord. L'Artibonite et le Nord se trouvent parmi les départements les plus peuplés du pays, avec 1,5 million et 970 000 habitants respectivement (IHSI, 2009).

La commune d'Ennery totalise 46 581 habitants dont près de 10 % (4 507 habitants) résident dans la ville d'Ennery. Elle comprend quatre sections communales dont une seule est traversée par le projet, soit Puilboreau.

La commune de Plaisance a quant à elle une population de 63 278 habitants, dont environ 23 % (14 677 habitants) se trouvent dans la ville de Plaisance. Elle comprend huit sections communales dont une seule est concernée par le projet, soit Grande-Rivière⁵.

Incluant les zones urbaines d'Ennery et de Plaisance, la population des sections communales parcourues par le tracé de la route à l'étude est estimée à 37 101 habitants (IHSI, 2009). La commune de Plaisance regroupe à elle seule 71% de ces habitants.

La répartition de la population selon le genre pour la zone d'influence du projet et les communes directement concernées par les travaux montre un relatif équilibre entre hommes et femmes. Cela dit, lors des enquêtes et consultations réalisées sur le terrain, les intervenants ont mentionné qu'en général il y a plus de femmes que d'hommes. Cela pourrait s'expliquer entre autres aspects par la forte migration masculine qu'il y a dans la zone d'étude depuis quelques années, notamment vers la République Dominicaine et le Brésil. À noter également les mouvements de population entre les sections communales et les centres urbains des communes, dans ce cas-ci Ennery et Plaisance.

4.3 OCCUPATION DU SOL

À l'exception des villes d'Ennery et de Plaisance, la zone d'étude est à vocation essentiellement rurale et la principale activité qui y est pratiquée est l'agriculture ou le commerce de produits agricoles.

La répartition des différents types d'occupation du territoire dans la zone du projet (corridor de 1,5 km le long du tronçon de route à l'étude) est présentée au tableau ci-dessous.

⁵ La ville de Plaisance, qui est traversée par le tracé de la route, se trouve à cheval entre les sections communales de La Trouble et de Bassin. Cela dit, la seule section communale de la commune de Plaisance qui est véritablement traversée par la route est Grande-Rivière.

Tableau 4-2 Répartition de l'occupation du sol dans la zone d'étude

Type d'occupation du sol	Superficie	
	Hectare	%
Milieu bâti	193,6	6,7
Culture agricole éparse	1 138,5	39,4
Culture agricole moyennement dense	587,9	20,3
Système agroforestier dense	210,6	7,3
Système agroforestier moyennement dense	606,1	21,0
Végétation arborée	103,5	3,6
Alluvions récentes dans le lit fluvial	38,8	1,3
Affleurement de roches ou sols nus	10,9	0,4
Total	2 890 ha	100 %

Note : Ces statistiques d'occupation du sol ont été calculées sur un corridor de 1,5 km le long du tracé (750 m de part et d'autre de la route).

De manière générale, la grande majorité des terres disponibles aux abords de la route est destinée à l'agriculture. Les plus petites parcelles sont consacrées à des cultures céréalières telles que le petit mil et le maïs du côté de la commune d'Ennery et aux plantations de bananes et de maïs du côté de la commune de Plaisance.

Le milieu bâti (6,7 %) occupe une part importante et se concentre à proximité de la RN-1 et dans les principales localités (Ennery, Nan Domingue, Bois d'Ormes, Chatard et Plaisance). En dehors de l'axe routier et des principales localités, le milieu bâti est dispersé sur le territoire agricole. L'occupation du sol de type agricole représente près de 90 % du territoire parcouru par le projet.

4.4 CONSULTATION ET COLLECTE D'INFORMATION

Les activités ayant permis une meilleure compréhension du contexte socio-économique de la zone d'intervention du projet et l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des Personnes Affectées par le Projet (PAP) ont été réalisées entre juillet et octobre 2013.

Diverses activités de consultation ont été effectuées et ont permis de donner un minimum d'information sur le projet aux groupes rencontrés, de recueillir les données et études disponibles ainsi que les préoccupations des résident/e/s envers le projet.

Les préoccupations soulevées lors de ces diverses rencontres ont été prises en compte dans l'évaluation des impacts sociaux du projet et des mesures d'atténuation et de bonification ont été élaborées à cet effet dont fait partie la nécessité de réaliser le présent PAR.

Tel que stipulé dans l'ÉIES, le processus de consultation publique est un processus continu qui devra être assuré par le promoteur, l'UCE du MPTPEC, depuis la définition du projet jusqu'à la mise en exploitation de l'infrastructure.

Dans le cadre de l'ÉIES, différents types d'enquêtes ont déjà été menées auprès des communautés locales, des autorités des communes et de commerçant/e/s. Ces enquêtes visaient à mieux connaître les activités et les communautés riveraines à la RN-1, à identifier les éléments sensibles du milieu, à identifier les différentes préoccupations liées au projet de réhabilitation de la route ainsi qu'à identifier les problématiques potentielles du projet.

Pour les enquêtes auprès des communautés, des entretiens avec des habitants des communautés ont été menés sur place sous forme de focus group.

La rencontre avec les responsables des communes d'Ennery et de Plaisance a également permis de recueillir des informations sur les divers projets en cours dans la région.

Quant aux marchand/e/s du marché Carrefour Marmelade, ils ont été rencontrés un jour de marché. Les enquêtes de commerçant/e/s ont été menées par entrevue individuelle en fonction de la disponibilité du commerçant tout en recherchant une bonne représentativité de commerces. À noter que d'autres commerçant/e/s ont également été enquêtés au début du tronçon à Ennery et dans la ville de Plaisance.

Le tableau ci-dessous présente les activités de collecte d'information menées dans le cadre du projet de réhabilitation de la RN-1.

Tableau 4-3 Activités de collecte d'information (SNC-Lavalin)

DATE	LIEU	ORGANISME/GROUPE	TYPE DE COLLECTE
13/06/13	Gonaïves	MARNDR (Direction départementale Artibonite) <i>Jean-Louis Socrates – Resp. logistique</i> MDE (Direction départementale Artibonite) <i>Sival Witchenko – Vice-directeur</i>	Rencontre informative
14/06/13	Nan Domingue	CASEC Puiloreau (4^e section) <i>Louis Dieudonné – Coordonateur</i> <i>Augustin Micanor – Coordonateur ASEC</i>	Enquête Autorités locales
		Communauté de Nan domingue <i>Échantillon de personnes</i>	Enquête Communauté
	Ennery	Commune d'Ennery (mairie) <i>Brizard Janvier – Directeur technique</i>	Enquête Autorités locales
	Nabou	Communauté de Nabou <i>Échantillon de personnes</i>	Enquête Communauté
15/06/13	Plaisance	Marchands <i>Échantillon de commerçants</i>	Enquête Commerce
		Commune de Plaisance (mairie) <i>Anthony Josaphat – Maire</i> <i>Joseph Lucien – Conseil communal</i>	Enquête Autorités locales
		Communauté de Plaisance <i>Échantillon de personnes</i>	Enquête Communauté
	Chatard	CASEC Grande-Rivière (8^e section) <i>Alexandre Pierre – Coordonateur</i>	Enquête Autorités locales
16/06/13	Tracé Ennery-Plaisance	N.A.	Recensement d'infrastructures
17/06/13	Nan Georges	Marché Carrefour Marmelade <i>Échantillon de commerçants</i>	Enquête Commerce
	Bois d'Homme	Communauté Bois d'Homme <i>Échantillon de personnes</i>	Enquête Communauté
18/06/13	Plaisance	Pêcheurs <i>Échantillon de pêcheurs</i>	Enquête Pêche
		BAC Plaisance <i>Ernest Desiles – Coordonateur</i>	Rencontre informative
	Chatard	Communauté Chatard <i>Échantillon de personnes</i>	Enquête Communauté
	Ennery	Marchands <i>Échantillon de marchands</i>	Enquête Commerce

DATE	LIEU	ORGANISME/GROUPE	TYPE DE COLLECTE
19/06/13	Plaisance	AFP <i>Verlande Fabien</i>	Rencontre informative
		CASEC <i>Antoine St-Far</i> <i>St-Fimin St-Charles</i> <i>Petit-Frere Fredelin</i>	Rencontre informative
	Bassin	CASEC Bassin <i>Jaco Michel</i> <i>Richeline Louisme</i> <i>Pierre Jodane</i>	Enquête Autorités locales
	Ennery	SOFEDI <i>Serapine Marie Michel</i> <i>Alexandra Melta</i>	Rencontre informative
20/06/13	Ennery	BAC Ennery <i>Jean-Claude Alexis – Coordonateur</i>	Rencontre informative
21/06/13	Port-au-Prince	CASEC La Trouble <i>Chilère Chéri - Coordonateur</i>	Enquête Autorités locales
08/08/13	Plaisance*	Commune de Plaisance (mairie) <i>Jonas Bolton – Vice-Délégué de Plaisance Anthony</i> <i>Josaphat – Maire</i> <i>Edève ARISTILE – Maire adjoint</i>	Réunion d'information
18/08/13	Plaisance*	Communauté de Plaisance Maires de Plaisance, Responsable de l'Association des Mototaxis, Représentants des églises, Membres de l'Association de la Jeunesse de Plaisance (AJP)	Réunion d'information
21/08/13	Chatard*	CASEC Grande-Rivière Frantz Henry Revanche – Coordonateur Riverains	Réunion d'information
24/08/13	Carrefour Marmelade*	Responsable du Marché <u>CASEC de Puilboreau et de Grande-Rivière, et commerçants</u>	Réunion d'information
30/09/13 au 15/10/13	Zone d'étude**	Personnes Affectées par le Projet (PAP)	Recensement-inventaire

* Activité réalisée par Erice AZ.

** Activité réalisée conjointement par SNC-Lavalin/LGL et Erice AZ.

On remarquera dans le tableau ci-dessus que, en plus d'avoir consulté diverses parties prenantes non directement affectées par le projet, une place importante a été faite à la consultation des Personnes Affectées par le Projet (PAP) lors du recensement-inventaire afin qu'elles puissent exprimer leurs points de vue et préoccupations vis-à-vis du projet. De façon générale, la réhabilitation de la RN-1 est un projet très bien reçu par la population locale.

Tous les intervenants rencontrés jugent nécessaire la reconstruction de la route actuelle pour faciliter et sécuriser le transport dans la région. Comme le mentionnaient certaines personnes, le projet de réhabilitation de la route est synonyme de développement.

À noter que deux consultations ont été organisées par l'UCE le 21 octobre 2013 à Plaisance et le 22 octobre 2013 à Ennery. Un compte-rendu de ces rencontres se trouve à l'annexe F. Ces rencontres avaient pour objectifs :

- d'informer les autorités et les autres parties prenantes locales des résultats provisoires du recensement-inventaire ;
- de transmettre les listes de PAP aux autorités locales (Mairies et CASEC) afin de permettre aux PAP et à toute autre personne éventuellement affectée par le projet de faire une réclamation ;
- d'informer les autorités locales sur la méthodologie du processus d'expropriation qui sera mis en œuvre par la Commission nationale d'Expropriation ;
- solliciter l'appui des autorités locales pour sensibiliser les citoyens à ne plus construire sur l'emprise de la RN1 ;
- répondre aux éventuelles questions des autorités locales.

4.5 ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

4.5.1 Importance socio-économique de la RN-1

Au niveau régional, la RN-1 permet de connecter le nord-ouest et le nord du pays avec le cœur économique d'Haïti, soit sa capitale. La RN-1 permet de relier les départements de l'Artibonite, du nord et de l'ouest, où se trouve la capitale Port-au-Prince. Les départements du l'Artibonite, du nord contribue à alimenter les zones urbaines et le département de l'Ouest en produits agricoles via la RN-1. Pour sa part, la région de la capitale fournit le nord du pays en produits industrialisés et manufacturés. La RN-1 permet à plusieurs agriculteurs de faire transiter leurs produits vers des marchés importants tels que les Gonaïves, Cap-Haïtien et Port-au-Prince.

Le maintien de cet axe routier est donc d'une grande importance pour les départements traversés et les populations qui l'utilisent à des fins économiques ou pour le transport de produits de première nécessité. La RN-1 joue un rôle économique majeur pour les régions du nord du pays, surtout si on considère que les alternatives routières sont rares pour desservir ces régions.

Plus localement, sur la portion de route à l'étude, la présence de la route a un effet bénéfique sur les activités des communautés locales en réduisant les temps de déplacement et en favorisant un meilleur accès aux services existants tel que les marchés locaux, les centres de santé, les lieux de culte ou les institutions scolaires.

4.5.2 Activités agricoles

L'agriculture est la principale activité économique de la zone à l'étude. Les systèmes de production présents sur le territoire répondent avant tout à une logique de subsistance. Les systèmes de culture mis en place par les agriculteurs varient en fonction des caractéristiques du milieu biophysique et leurs rendements sont très variables et difficilement quantifiables d'une année à l'autre. Qui plus est, les rendements des principales cultures sont faibles et se situent souvent en deçà des potentiels en particulier compte tenu de l'altitude, des caractéristiques pédomorphologiques, de la disponibilité en eau et des contraintes associées aux pratiques agronomiques existantes. Certaines personnes utilisent des intrants chimiques (engrais), notamment pour certaines cultures spécifiques comme le chou.

On observe deux types de milieux agricoles sur le parcours de la RN-1 à l'étude : un secteur **d'agriculture de montagne** en zone sèche et/ou humide pratiquée sur les versants en pente forte (20 à 50 %) et un secteur de plaines (vallée de la Grande-Rivière) où l'on pratique une forme **d'agriculture plus intensive**. La commune de Plaisance est réputée pour disposer de terres riches permettant de diversifier la production entre cultures et arbres fruitiers, alors que la commune d'Ennery dispose d'un climat plus sec où seulement les cultures annuelles sont privilégiées.

Les plaines offrent un potentiel de diversité de type de culture plus élevé que la pratique de l'agriculture en montagne. De plus, tel que mentionné par des personnes rencontrées, pour une même culture les rendements en plaine sont supérieurs. Les rendements des cultures vivrières sont beaucoup plus faibles en montagne à cause du bas niveau de fertilité des sols.

Le secteur **d'agriculture de montagne** se compose de cultures agricoles relativement denses établies sur des pentes fortes. Ce type d'agriculture est notamment pratiqué sur les versants escarpés d'Ennery et de Plaisance, entre les PK 0 et 18,3. Les cultures rencontrées sont entre autres le haricot, le maïs, le sorgho, le manioc, le pois congo, le persil et dans une moindre mesure le manguier, l'oranger, le bananier, le corossolier et l'avocatier. Le couvert arboré demeure très faible dans ce type de milieu, à l'exception de la commune de Plaisance où les arbres fruitiers sont abondants et où l'on retrouve beaucoup de bananiers et de manguiers.

Partout sur le territoire, l'agriculture pratiquée dans la zone est d'un niveau technologique relativement faible. L'itinéraire technique est assez simple et comprend des opérations telles que la taille de la jachère avec la machette, le labour de la terre avec la houe et le semis, suivies par des opérations de sarclage/désherbage (MARNDR, 2007).

4.5.3 Marchés locaux

Le commerce est une activité essentiellement réalisée par les femmes dans des marchés locaux et régionaux, mais également aux abords de la RN-1. Cette activité concerne une diversité de produits dont la vente conditionne le niveau de revenus et la qualité de vie de nombreux ménages. Dans le cadre du présent projet, un marché d'importance régionale a été identifié, au niveau du carrefour Marmelade.

Le marché de carrefour Marmelade se trouve au PK 9+300, à la frontière entre les communes d'Ennery et de Plaisance. Les principales journées du marché sont les lundis et les jeudis, même si les activités commerciales se déroulent également les autres journées de la semaine en moindre importance.

Les jours de marché, quelques 400 marchands se réunissent pour y vendre une grande diversité de produits, locaux et régionaux. On y observe la vente de fruits (ananas, chadèque, mangues, citrons, bananes, figues, etc.), de légumes (choux, pois congo, aubergines, carottes, tomates, patate douce, etc.), de divers produits alimentaires (riz, sorgho, nourriture préparée, etc.) ainsi que d'autres articles (casseroles, vêtements, etc.). Un abattoir de chèvres improvisé se trouve à l'entrée du marché (PK9+150). Le marché semble offrir davantage de produits frais que d'articles manufacturés.

Principalement deux catégories de marchands se retrouvent à carrefour Marmelade, soit des kiosquiers et des vendeurs ambulants. Une trentaine de kiosques rudimentaires (en tôle) ont été aménagés de chaque côté de la route. Le marché est établi sur environ 200 mètres de part et d'autre de la RN-1 gênant ainsi fortement le trafic dans ce secteur les jours de marché. Le secteur sert aussi de point d'arrêt pour le transport en commun (« tap-tap », motos et autobus) ce qui occasionne de fréquents embouteillages lorsque le marché est ouvert. Les marchandes ne bénéficient d'aucun service public. Un commissariat abandonné est occupé par des vendeurs et un point d'eau dysfonctionnel sont les seules infrastructures publiques que l'on y trouve.

Malgré le caractère informel de ce marché, une certaine organisation des marchands s'observe. Les vendeurs se regroupent en général par type de produits et respectent entre eux leur emplacement de la journée. De plus, le transport en commun se trouve à des endroits différents, selon que les véhicules ou motos se dirigent vers Gonaïves (côté sud) ou vers Cap-Haïtien (côté nord). Lors des jours de marché, le carrefour est utilisé comme lieu d'arrêt de motos taxis, mais aussi comme lieu de vente de choux et d'autres légumes à destination de grandes villes comme Port-au-Prince et Cap-Haïtien.

D'autres marchands se retrouvent également dans certaines zones spécifiques de la RN-1. Des vendeuses de nourriture se trouvent ainsi à Ennery, au début du tronçon étudié, mais aussi à Chatard et dans la zone urbaine de Plaisance. Dans ce dernier cas, les vendeuses de nourriture et de fruits sont plus nombreuses et visent les passagers d'autobus, de tap-tap et de motos.

4.5.4 Autres activités économiques

La zone à l'étude se caractérise par l'absence d'industries. Au niveau de la localité de Chatard se trouve une ancienne usine de transformation de café, qui aujourd'hui est squattée par quelques familles.

La fabrication de charbon de bois et la coupe de bois visant à satisfaire aux besoins des marchés importants, et notamment les besoins des villes d'Ennery et de Plaisance, représentent une activité commerciale intéressante pour les populations rurales.

Les rivières, notamment la Grande-Rivière, constituent une importante source de matériaux et font l'objet d'une exploitation de sable et de gravier pour la construction.

Enfin, la pêche est une activité occasionnelle pratiquée par certains enfants riverains de la rivière d'Ennery. Les poissons sont autoconsommés par les ménages. La vente des poissons d'eau douce n'est pas courante, voire inexistante, dans les divers marchés locaux où l'on retrouve essentiellement des poissons séchés pêchés en mer.

4.6 PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES PAP

Les principales données concernant les caractéristiques des ménages PAP du tronçon Ennery/Plaisance de la RN-1 ont été obtenues par le biais des enquêtes réalisées lors du recensement-inventaire des PAP de septembre-octobre 2013 et sont présentées dans le tableau 4.4.

On peut observer que la moyenne d'âge des chefs de ménages est de 52 ans et que la taille moyenne des ménages est de neuf (9) personnes. Il est à noter que 37 % des ménages enquêtés ont une femme comme chef de ménage.

En ce qui concerne le régime d'occupation, les enquêtes réalisées permettent de préciser les différentes formes d'occupation dans le cadre du présent PAR. Il est important de faire ressortir que la durée d'occupation de la parcelle affectée par le projet est relativement longue avec une moyenne de 24 ans.

On peut observer que la majorité des ménages PAP (71 %) sont propriétaires de la parcelle affectée tandis que 7 % sont locataires. On note également que 5 % et 4 % des ménages PAP sont respectivement métayers et usufruitiers.

Dans la mise en œuvre du présent PAR, toutes les formes d'occupation sont considérées dans l'identification des PAP et pour le calcul des compensations correspondantes comme le prescrit la politique OP-710 de la Banque Interaméricaine de Développement.

Lors de la mise en œuvre du PAR, il faudra également tenir compte de la population analphabète (36 % de PAP chef de ménage le sont). Des mesures doivent être prises pour que les différentes étapes du processus de compensation-réinstallation du présent PAR

soient également accessibles à toutes les catégories de PAP indépendamment de son degré d'alphabétisme.

En ce qui concerne la situation de l'emploi, notons que la majorité des chefs de ménages enquêtés ont déclaré être occupés à temps plein (55 %) ou à temps partiel (18 %) tandis que 21 % des chefs de ménages sont sans occupation. En ce qui concerne l'activité principale, 54 % des chefs de ménages sont agriculteurs et 23 % sont commerçants. Le revenu moyen déclaré des ménages est quant à lui de près de 9 824 HTG par mois.

Les impressions du projet exprimées par les ménages furent très positives dans la majorité des cas. Tous ont relaté un besoin urgent pour la reconstruction de la RN-1, mais certains ont exprimé un certain niveau de crainte pour les possibles affectations que cela produirait dans la zone directe d'intervention et pour lesquelles ils ont très largement exprimé leurs préférences pour des compensations monétaires.

Tableau 4-4 PAR RN-1 Ennery/Plaisance : Principales caractéristiques socio-économiques des Ménages PAP

1	Nombre de Personnes Affectées par le Projet (PAP) :	752										
2	Nombre moyen de personnes par Ménage :	9										
3	Sexe du/de la Chef de Ménage :	Masculin :	63%	Féminin :	37%							
4	Âge moyen du/de la Chef de Ménage (ans) :	52										
5	Régime d'occupation du terrain affecté :	Propriétaire :	71%	Locataire :	7%	Métayer :	5%	Usufruitier :	4%	Autres :	13%	
6	Nombre moyen d'années d'occupation du terrain affecté :	24										
7	Degré d'alphabétisation du/de la Chef de Ménage :	Analphabète :	36%	Sait lire ET/OU écrire en créole :	32%	Sait lire ET/OU écrire en créole et en français :	32%					
8	Niveau d'étude du/de la Chef de Ménage :	Aucune étude achevée :	36%	Primaire non complété :	27%	Primaire :	12%	Secondaire non complété :	17%	Secondaire :	3%	
		Professionnel :	1%	Universitaire :	4%							
9	Situation de l'emploi du/de la Chef de Ménage :	Occupé à temps plein :	55%	Occupé à temps partiel :	18%	Sans occupation :	21%	À la recherche d'emploi :	1%	Femme au foyer :	2%	
		Retraité/e :	2%	Rentier/e :	0%	Étudiant/e :	0%	Autre :	1%			
10	Activité principale réalisée par le/la Chef de Ménage :	Agriculteur :	54%	Commerçant :	23%	Ouvrier(ère) :	4%	Salarié(e) :	4%	Autre :	15%	
11	Revenu mensuel moyen par Ménage (Gourdes) :	9 824										
12	Type de travail de la source principale de revenus du Ménage :	Cultivateur :	55%	Commerçant :	23%	Ouvrier(ère) :	5%	Enseignant(e) :	3%	Autre :	14%	
13	Principale source d'approvisionnement en eau du Ménage :	Eau courante (DINEPA) :	28%	Puits privé :	2%	Puits communautaire :	4%	Source hors parcelle :	49%	Citerne communautaire :	9%	
		Rivière :	3%	Autre :	6%							

Source : Recensement-Inventaire des PAP – SNC-Lavalin Inc. / LGL S.A. – Erice AZ, Septembre-Octobre 2013.

5. IMPACTS DU PROJET

La description détaillée des impacts du projet a été incorporée à l'évaluation environnementale et sociale du projet. Les prochaines sections de ce chapitre consistent donc en un rappel des principaux éléments à considérer dans le cadre du présent PAR. Plusieurs impacts du projet seront atténués par la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale du projet dont le présent PAR en fait partie intégrante.

Globalement, le projet aura un impact social et socio-économique positif puisqu'il permettra de protéger l'infrastructure routière, les investissements, les populations adjacentes et les utilisateurs de la route. Les travaux permettront de plus de maintenir le lien économique existant entre le nord du pays et sa capitale.

Les impacts négatifs du projet sur le milieu humain seront généralement modérés étant donné qu'il s'agit de réhabiliter une route existante et que la plupart des travaux seront réalisés à l'intérieur de l'emprise routière existante. Toutefois, des expropriations de terrains où se trouvent des structures à vocations résidentielle et commerciale seront nécessaires, ce qui constitue le principal impact du projet sur le milieu humain et l'aspect fondamental du présent PAR.

5.1 EXPROPRIATIONS ET RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE

Le projet de réhabilitation de la RN-1 implique la réinstallation involontaire de personnes, de biens et d'activités commerciales ce qui nécessitera d'octroyer des compensations aux Personnes Affectées par le Projet (PAP).

Le présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR) sera mis en application afin de compenser à leur juste valeur les pertes encourues et pour permettre aux résidents, agriculteurs et commerçants de la zone d'intervention de rétablir au minimum leurs moyens de subsistance existants avant réinstallation.

Le territoire affecté par le projet est essentiellement à vocation agricole avec une faible proportion du tracé localisée dans la zone urbaine de la ville de Plaisance. Des terres agricoles, des plantations d'arbres fruitiers, des terrains inoccupés, des terrains d'habitation, des bâtiments, des commerces et autres structures variées (clôtures, murs, etc.) sont affectés dans le cadre de ce projet.

Conformément aux directives de l'OP-710 en la matière, plusieurs optimisations ont été faites au projet afin de **minimiser l'impact du projet sur la réinstallation** :

- Réduction de la largeur des accotements de 2,5 m à 1,5 m dans certains secteurs ;
- Intégration du drainage sous-terrain sous le trottoir en zone urbaine à Plaisance ;
- Réduction de la vitesse de conception dans certains secteurs afin de réduire les rayons des courbes et le réalignement de l'axe de la route ;

- Optimisation du profil en long afin de diminuer l'élévation de la route et la largeur des talus ;
- Optimisation des ouvrages de drainage pour diminuer l'élévation de la route ;
- Optimisation du tracé pour utiliser le côté de la route qui nécessite le moins d'expropriation de bâtiments ;
- Optimisation de l'implantation physique de l'emprise préalablement au recensement-inventaire ;
- Validation par un ingénieur de l'implantation physique de l'emprise et optimisation au cas par cas du tracé pour l'ensemble des bâtiments affectés.

L'optimisation du tracé a permis de réduire significativement la réinstallation involontaire de population et plus particulièrement dans la ville de Plaisance avec une réduction de 80 % des expropriations par rapport au concept initial. Le tracé a de plus été optimisé afin d'éviter plusieurs infrastructures communautaires localisées à proximité directe de la route (écoles, églises et cimetière de Plaisance).

Le projet aura des impacts sur la réinstallation involontaire de population sur l'ensemble du tracé. Le tableau 5.1 résume les principaux impacts en ce qui concerne la réinstallation involontaire. Les Personnes Affectées par le Projet (PAP) y sont dénombrées selon le type d'impact et comprennent l'ensemble des personnes affectées par l'un ou plusieurs des impacts potentiels identifiés. L'annexe H présente plusieurs photos d'exemples de structures, bâtiments, terrains ou cultures affectés par le projet.

Certains équipements publics, tels que des poteaux de télécommunications, devront être déplacés lors des travaux de réfection. Étant donné qu'il est déjà prévu dans les coûts du projet de déplacer et de réinstaller ces divers équipements publics, ils ne sont donc pas traités dans le PAR du projet. Il en est de même pour les entrées des résidences privées localisées à l'intérieur de l'emprise routière qui seront reconstruites et intégrées au concept du projet.

5.2 AGRICULTURE

Puisque le projet s'insère dans une zone à vocation essentiellement agricole, les travaux de réhabilitation planifiés auront des impacts sur la pratique de l'agriculture. Contrairement au tronçon Gonaïves-Ennery, l'équipe de projet n'a observé aucun système d'irrigation destiné à l'agriculture. Cette absence de systèmes d'irrigation dans la zone d'étude a été validée par les BAC d'Ennery et de Plaisance ; seulement les plaines d'Ennery et des Gonaïves disposent d'infrastructures d'irrigation aux abords de la RN-1, notamment grâce aux interventions réalisées ces dernières années dans le cadre du Projet d'intensification agricole (PIA) mené dans le département de l'Artibonite.

Des superficies agricoles destinées à la culture annuelle ou pérenne seront perdues en raison de l'élargissement de l'emprise routière dans certains secteurs. Le présent PAR contient les mesures à prendre pour compenser les différentes pertes agricoles et de revenus afin que les PAP puissent retrouver leurs moyens de subsistance. Les cultures éventuelles perdues devront aussi être compensées, y compris les arbres fruitiers qui sont en plus grand nombre dans la commune de Plaisance.

Pour les superficies temporaires utilisées par le projet en période de construction, les superficies agricoles ou à fort potentiel agronomique devront être évitées. Si cela s'avère inévitable, il faudra procéder, suivant le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) du projet, à la réhabilitation des terres agricoles ou à potentiel agricole temporairement affectées en s'assurant que les usages ayant cours avant le projet puissent être récupérés.

Le projet prévoit par ailleurs suffisamment d'ouvrages de drainage pour assurer l'écoulement des eaux au pourtour de la route. Le projet permettra d'ailleurs d'améliorer significativement les conditions de drainage actuelles qui sont déficientes et aucun impact négatif significatif n'est anticipé sur les terres agricoles établies de part et d'autre de la route en raison des travaux effectués sur le drainage.

Il est ainsi très peu probable que la route une fois réhabilitée ne crée de nouvelles conditions d'exploitation des terres agricoles en bordure de la RN-1 qui soient défavorables aux agriculteurs par rapport à la situation existante. À cet effet, le PGES prévoit des mesures de suivi lors des travaux et une fois l'infrastructure complétée pour évaluer cette potentielle problématique.

5.3 ACTIVITÉS COMMERCIALES

Le projet aura un impact négatif sur certaines activités commerciales qui devront être déplacées en bordure de la RN-1. À noter que les commerçants privilégient la présence de la route pour y installer leur poste de vente, et de ce fait décideront de toujours se trouver à proximité de cet axe routier, peu importe les travaux d'amélioration qui seront réalisés. Cela dit, mis à part des bâtiments commerciaux permanents construits en dur le long de la route (peu nombreux à l'exception de la ville de Plaisance), les postes de vente correspondent à des installations sommaires (kiosques en tôle ou en bois) qui peuvent être facilement déplacés en bordure de la route et à proximité directe du lieu d'occupation actuel.

Le présent PAR comprend les mesures nécessaires pour permettre aux commerçants de rétablir leurs moyens de subsistance et possiblement les améliorer. La valeur des structures à déplacer sera compensée et une compensation est prévue pour la perte temporaire de revenu pour le propriétaire du commerce et de salaire des employés lorsqu'applicable. Les zones où l'on retrouve le plus d'activités commerciales se trouvent au niveau du village d'Ennery (début du tronçon), du marché de Carrefour Marmelade et de Plaisance.

Au début du tronçon à Ennery, une vingtaine de vendeuses de nourriture ont récemment été installées en bordure de la RN-1 par la mairie de cette commune. Actuellement, elles occupent des tentes, mais la Mairie d'Ennery finalise la construction de kiosques pour les accueillir. Les autorités devront être informées le plus tôt possible du calendrier des travaux dans ce secteur afin de mesurer l'impact potentiel sur leur projet.

Les jours de marché à Carrefour Marmelade (lundi et jeudi) rassemblent de 400 à 500 commerçants. Les autres jours de la semaine rassemblent une trentaine de commerçants. La majorité de ces vendeurs, en forte majorité des femmes, ne disposent pas d'un emplacement formel, mis à part les quelques personnes qui occupent des kiosques en tôle. Ces commerçants pourront donc être facilement déplacés pour les besoins du projet.

En période de construction, les travaux occasionneront à la fois des désagréments aux vendeurs et aux acheteurs de ce marché régional. Lorsque possibles, les travaux devront être limités lors des périodes de fort achalandage, et ce, pour minimiser les risques d'accident et les nuisances (bruit, poussières). Un *plan de gestion de la circulation* (incluant une signalisation routière adaptée) devra aussi être élaboré en collaboration avec les autorités locales et tel que prévu au PGES du projet. Pour la période d'exploitation, les commerçantes s'attendent à bénéficier d'une route plus sécuritaire pour leurs activités et éventuellement l'aménagement de haltes routières. Au final, le projet aura donc une répercussion positive pour les commerçants de ce marché.

Dans le secteur du village de Plaisance, plusieurs commerces se trouvent à proximité de la route. Certains d'entre eux devront être déplacés en fonction des travaux d'élargissement dans cette zone de forte concentration de population. À la différence des autres commerçants que l'on retrouve tout au long de la route, les personnes qui réalisent des activités commerciales le font souvent dans leur lieu de résidence, soit des bâtiments en dur (béton ou pierre avec toit de tôle). Les bâtiments qui devront être déménagés entraîneront à la fois la perte de revenus et d'un espace d'habitation, et les propriétaires et occupants devront être compensés selon les règles établies par le PAR.

La mise en place du *plan de communication et de consultation* du projet, sous la responsabilité de l'UCE, visera à s'assurer que les commerçants affectés soient régulièrement consultés lors des travaux sur les mesures appropriées à prendre afin de réduire le plus possible l'impact négatif du projet sur leurs activités.

La présence des travailleurs (plus de 150 personnes) représente enfin une occasion pour les commerçants d'augmenter leurs revenus ce qui permettra de compenser en partie les impacts négatifs. L'achat de biens et services nécessaires aux activités du chantier auprès des commerçants locaux affectés par le projet devra être favorisé.

5.4 GROUPES VULNÉRABLES

Certaines catégories de personnes sont plus vulnérables que d'autres dans la zone d'étude. Même si le projet améliorera la circulation des populations, certaines personnes seront plus négativement impactées par le projet en raison de leur situation et de l'envergure de l'impact. Pour les besoins du présent mandat, et sur la base des données disponibles, trois principaux groupes vulnérables ont été identifiés, à savoir des personnes âgées⁶ - 60 ans ou plus - (359 cas), des femmes-chefs de ménage sans titre de propriété (71 cas) et des personnes souffrant d'un handicap physique ou mental (62 cas).

Le PAR inclut des mesures spécifiques pour compenser les personnes vulnérables selon le type d'impact et son envergure (réinstallation involontaire, perte d'un bâtiment, perte de terre productive, etc.). À la différence d'autres PAP, ces personnes vulnérables pourront bénéficier de mesures d'assistance exceptionnelles. Ces personnes seront assistées par le comité de compensation dans le cadre du projet. De plus, des activités de sensibilisation des enjeux d'expropriation et de réinstallation involontaire des personnes directement et indirectement touchées seront effectuées en vue de limiter les risques de violences ou d'agressions envers des groupes vulnérables.

5.5 APPROVISIONNEMENT EN EAU

Plusieurs points d'eau se trouvent tout le long de la RN-1, dont la majorité est dysfonctionnelle depuis plusieurs années. Au total, 4 points d'eau communautaires devront être réinstallés. Quelques réservoirs privés ont été construits par des habitants de la zone d'étude, dont 4 devront être réinstallés. Finalement, 1 lavoir devra aussi être réinstallé.

En général, lorsqu'il n'y a pas de points d'eau à proximité de leur résidence, les habitants achètent de l'eau en sachet ou de camions-citernes, ou s'approvisionnent directement des rivières Angoma (secteur Ennery) et Grande-Rivière (secteur Plaisance) après avoir traité l'eau avec des pastilles de potabilisation. Lors de pluies, les ménages ont également tendance à conserver l'eau dans des bidons ou de petits récipients.

Des mesures de compensation permettant d'assurer un approvisionnement durable et continu en eau potable de qualité pour remplacer les infrastructures perdues font partie des mesures prévues au PGES et au PAR du projet. Ces mesures incluent le réaménagement de points d'eau et de lavoirs dysfonctionnels avant le début des travaux. Ainsi, le projet aura un impact positif auprès des populations dans la mesure où elles disposeront à nouveau de sources d'eau à proximité de leur lieu d'habitation.

⁶ Il y a eu mention dans le rapport d'évaluation environnementale et sociale du projet de personnes âgées solitaires, or cette catégorie de personnes ne se retrouve pas parmi les personnes affectées par le projet. Par contre, plusieurs ménages prennent en charge des personnes de 60 ans ou plus, qui ont ou pas un lien de parenté avec le chef de ménage.

5.6 EMPLOIS ET RETOMBÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Étant donné qu'il implique un investissement total de plus de 45 M\$ US (évaluation provisoire), le projet de réhabilitation de la RN-1 offre un potentiel très intéressant en termes de retombées socio-économiques pour la zone d'étude et les principales villes qui se trouvent à proximité, notamment Ennery et Plaisance.

À l'exception de la fourniture de certains équipements plus spécialisés, le projet nécessitera des matériaux et des services offerts par des entreprises locales. Une bonne part des travaux consiste en des travaux de terrassements et d'asphaltage qui sont des activités bien établies en Haïti. Plusieurs entreprises et travailleurs pourront donc se qualifier pour bénéficier des retombées du projet. Certaines activités, telles que la pose de gabions, permettront aussi d'impliquer la main-d'œuvre locale.

Le projet de reconstruction créera environ 150 emplois en période de construction. Les corps de métiers suivants seront nécessaires : gestionnaires et cadres, ingénieurs, techniciens, personnel de soutien et administratif, cimentier, manœuvres, mécanicien et autres. Le corps de métier le plus représenté est celui de manœuvre (plus de 100 emplois), ce qui offre un potentiel de retombées d'emploi local intéressant pendant la période de construction qui est estimée entre 12 et 16 mois.

Les emplois indirects créés proviendront de divers domaines tels que les services, l'industrie alimentaire, le transport, l'entretien et la sécurité. En période de mise en service, la création d'emploi sera limitée et concernera essentiellement le personnel qui sera responsable de l'entretien de l'infrastructure.

5.7 RÉSUMÉ DES IMPACTS DU PROJET RELIÉS AU PAR

Globalement, le projet aura un impact social et environnemental positif puisqu'il permettra de protéger l'infrastructure routière, les investissements, les terres, les populations adjacentes et les utilisateurs de la route.

La présence du projet doit aussi servir à maximiser les impacts positifs et les retombées économiques et socioéconomiques pour la population locale.

Le projet de réhabilitation de la RN-1 implique la réinstallation involontaire de logements et de petits commerces puisque les travaux entraîneront la perte de biens immeubles ce qui nécessitera d'octroyer les compensations correspondantes aux utilisateurs affectés.

Le présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR) sera mis en application afin de compenser à leur juste valeur les pertes encourues et pour permettre aux agriculteurs, résidents et commerçants de la zone d'intervention de rétablir au minimum leurs moyens de subsistance.

Le tableau ci-dessous présente les impacts du projet dans la zone d'intervention couverte par le présent PAR. Ce tableau exclut toutefois les impacts sociaux qui ne concernent pas

directement l'application de l'OP-710, tels que les nuisances et les questions de santé et sécurité associées aux travaux qui sont plutôt traitées dans le rapport d'évaluation environnementale et sociale du projet qui inclut aussi le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du projet.

Tableau 5-1 Impacts du projet reliés au présent PAR

Source d'impact	Impact	Observations
Acquisition de terrain	Déplacement involontaire, expropriations, perte de biens immeubles ou équipements	Des déplacements involontaires (expropriations) de population sont à prévoir.
	Perte permanente de terrain (expropriation) ou de terre à valeur agricole	Des pertes permanentes de terrains privés ou de terre à valeur agricole sont prévues puisque des travaux de réhabilitation de la RN-1 devront être réalisés à l'extérieur de l'emprise publique de la route existante.
	Perte de revenus liée à une activité économique affectée par le projet	Des activités économiques réalisées à partir de terrains qui devront être expropriés seront affectées par le projet. Des pertes de revenus sont à prévoir.
	Perte de culture annuelle ou pérenne	Des pertes de cultures sont à prévoir pour la réalisation des travaux de réhabilitation de la RN-1.
Empiètement lors des travaux	Déplacement involontaire, perte de biens immeubles ou équipements	Compte tenu des pratiques actuelles en Haïti, des biens immeubles ou équipements se trouvant dans l'emprise publique seront affectés lors de la réalisation des travaux puisque les accotements de la route sont parfois utilisés. Bien que l'expropriation ne soit pas requise dans de tels cas, les déplacements involontaires, pertes de biens immeubles ou équipements sont à prévoir.
	Perte de revenus liée à une activité économique affectée par le projet	Compte tenu des pratiques actuelles en Haïti, certaines activités économiques sont réalisées dans une structure établie dans l'emprise publique de la route. Bien que l'expropriation ne soit pas requise dans de tels cas, des pertes de revenus sont à prévoir.
	Perte de culture annuelle ou pérenne	Des cultures seront affectées lors de la réalisation des travaux puisque les accotements de la route sont utilisés par les agriculteurs dans les différents secteurs de travaux.

5.8 PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET (PAP)

Les Personnes Affectées par le Projet (PAP) comprennent l'ensemble des personnes affectées par l'un ou plusieurs des impacts potentiels identifiés à la section précédente dans la zone d'intervention des travaux de réhabilitation du tronçon Ennery/Plaisance de la RN-1.

Un total de 752 PAP est affecté par la réhabilitation de la RN-1. L'usage principal du terrain affecté est agricole dans 47 % des cas, résidentiel dans 39 % des cas et commercial dans 5 % des cas (9 % autres).

Les catégories de PAP comprennent les propriétaires, occupants ou non, de terres avec titre de propriété reconnu et pratiquant l'agriculture sur ces terres ainsi que les utilisateurs de terres privées ou publiques, occupants ou non, qui ont obtenu l'approbation ou non du propriétaire de la terre ou de l'administration locale pour son utilisation. L'ensemble des PAP est éligible à un ou plusieurs types de compensation selon les modalités décrites à la section 6 du présent document.

Les PAP particulièrement affectées sont sans contredit celles qui devront se réinstaller physiquement dans le cadre du présent PAR. Dans ce cas, il convient de prendre en compte le nombre des PAP de chaque catégorie en mettant en évidence le nombre de personnes affectées pour chacune d'elles comme l'indique le tableau 6.1 de la section suivante.

6. STRATÉGIE DE COMPENSATION-RÉINSTALLATION DU PAR

Les activités du projet nécessitent de faire intervenir la politique opérationnelle OP-710 de la BID qui porte sur la réinstallation involontaire et qui prescrit les directives à suivre pour compenser d'éventuelles pertes économiques ou de patrimoine.

Le présent PAR présente la stratégie de compensation-réinstallation des PAP en fonction des impacts potentiels. Il décrit de plus les procédures à suivre pour encadrer et mettre en œuvre le processus de compensation-réinstallation des PAP.

6.1 OBJECTIFS ET PRINCIPES DIRECTEURS DU PAR

L'élaboration de ce PAR a été guidée par la politique de la Banque Interaméricaine de Développement en matière de compensation et de réinstallation des populations (OP-710). Les objectifs et les principes que sous-tendent ce PAR, et qui sont appuyés par le gouvernement haïtien et l'UCE, consistent à minimiser les impacts négatifs et optimiser les impacts positifs du projet sur les populations locales.

Le PAR sera exécuté par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) en étroite collaboration avec la Commission d'Expropriation (CE) du MPTPEC. Le Groupement SNC-Lavalin inc. / LGL S.A. a élaboré ce PAR en coordination avec l'UCE puisque c'est cette institution qui sera responsable de son implantation. Lors de sa mise en œuvre, un Comité de Compensation sera aussi créé afin de veiller à ce que l'implantation du plan se fasse selon les principes édictés dans le présent PAR et afin d'offrir tout l'accompagnement nécessaire aux PAP.

Ce PAR a pour objectif de décrire les modalités opérationnelles qui encadrent le processus de compensation-réinstallation visant les Personnes Affectées par le Projet (PAP). Il vise à s'assurer que l'UCE aura en sa possession les instruments méthodologiques nécessaires pour mettre en œuvre les mesures adéquates afin que toutes les PAP puissent être compensées et dédommagées d'une façon équitable, juste et transparente, et ce, dans le respect des politiques de la BID et des lois haïtiennes.

L'élaboration de ce PAR se base sur une connaissance du milieu socioculturel acquise au moyen, notamment, d'une reconnaissance sur le terrain et d'une campagne de consultation auprès des parties prenantes (CASEC, Mairie de Plaisance et de Ennery, population de la zone d'intervention et autres) et d'enquêtes réalisées auprès des Personnes Affectées par le Projet (PAP) lors du recensement-inventaire d'octobre 2013.

Les principes directeurs et les objectifs que l'UCE s'engage à suivre dans le contexte de la réalisation du projet consistent en ce que le moins de personnes possible soient affectées par les travaux de réhabilitation de la RN-1, et que celles qui le seront soient éligibles à la compensation afin d'atténuer les répercussions négatives du projet sur les populations concernées.

Ainsi, l'UCE appuie le principe selon lequel la compensation doit se faire en fonction de l'envergure de l'impact occasionné et en prenant en compte les besoins particuliers éventuels des populations vulnérables.

6.2 ÉLIGIBILITÉ

Les personnes affectées temporairement ou de façon permanente par ce projet ont droit à une compensation, tel que stipulé dans l'OP-710 de la BID. La compensation est établie suivant les politiques de la BID et les lois haïtiennes applicables. La matrice d'éligibilité (tableau 6.1) présente les différentes entités éligibles et les mesures de compensations applicables.

6.2.1 Recensement-Inventaire des PAP

Les enquêtes préliminaires qui ont été réalisées pour identifier les personnes potentiellement affectées par le projet ont permis de tracer un portrait général des PAP et des conditions socioéconomiques caractéristiques des ménages de la zone d'intervention du projet.

Une fois qu'ont été définies clairement par un relevé topographique les zones affectées du projet couvertes par le présent PAR, un recensement-inventaire détaillé des personnes et des biens affectés a été réalisé du 30 septembre au 15 octobre 2012.

Conformément à la politique de la BID, ce recensement-inventaire a tenu compte des PAP qui possédaient des biens affectés par le projet même si ceux-ci se retrouvaient dans l'emprise publique de la route actuelle.

Le recensement-inventaire a été complété avec le *Questionnaire d'enquête* qui se trouve en annexe B du présent document et cette activité s'est déroulée avec la collaboration des représentants des CASEC concernés et de façon coordonnée avec l'UCE du MTPTEC.

6.2.2 Date de cessation d'éligibilité des PAP

Dans le cadre de ce projet, la cessation d'éligibilité des PAP ou *cut-off date* a été établie à la date de finalisation du recensement-inventaire des PAP et des biens affectés par le projet soit le 31 octobre 2013. Deux rencontres publiques ont été organisées à cette date. La liste des personnes affectées par le projet a été diffusée publiquement et l'ensemble des parties prenantes a été informé de la date de cessation d'éligibilité.

Toute personne qui ferait une requête de compensation sur la base d'une utilisation des secteurs affectés postérieure à la date de cessation d'éligibilité n'aurait pas droit à l'assistance fournie dans le cadre du présent PAR. Cette information a été communiquée le 31 octobre 2013 aux PAP et aux représentants des CASEC concernés lors du processus de recensement-inventaire.

6.3 MATRICE D'ÉLIGIBILITÉ ET MESURES DE COMPENSATION SELON LE TYPE D'IMPACT

Selon les critères établis, les propriétaires ou occupants des terrains et parcelles affectés ont droit d'être dédommagés dans le cadre des travaux de réhabilitation de la RN-1 entre Ennery et Plaisance pour toutes les pertes encourues (cultures annuelles et pérennes, biens immeubles et/ou équipements, pertes d'usage affectant une activité économique).

Le tableau ci-dessous présente la matrice d'éligibilité et les mesures de compensation applicables selon le type d'impact.

Tableau 6-1 Matrice d'éligibilité et mesures de compensation selon le type d'impact

No	Impact	Entité éligible / nombre PAP	Mesures de Compensation ⁷	Forme de règlement
A	Perte intégrale de bâtiment résidentiel	Propriétaire 61 bâtiments / 59 PAP-propriétaires / 355 occupants dont : 32 PAP-propriétaires / 214 occupants à réinstaller hors de la parcelle affectée	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement (barème de la CE ⁸). b. Compensation monétaire de transition pour couvrir les frais de logement sur une période de six (6) mois. c. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement. d. Compensation monétaire pour perte de revenus de location équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments affectés. e. Assistance à la création d'un compte bancaire. f. Compensation monétaire pour la prise en charge des frais légaux. g. Possibilité de récupérer les matériaux de construction du bâtiment affecté avant que l'on procède au démantèlement de la structure. h. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
			Option 2 – En nature <i>Si la reconstruction n'est pas possible sur la parcelle affectée (réinstallation requise hors de la parcelle affectée) et/ou si le propriétaire/ménage est en situation de vulnérabilité⁹, une option additionnelle en nature (option 2) est offerte.</i> a. Acquisition de terrain par le projet (incluant les frais légaux). b. Reconstruction par le projet des bâtiments affectés à la valeur de remplacement. c. Compensation monétaire de transition pour couvrir les frais de logement sur une période de 6 mois. d. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement. i. Compensation monétaire pour perte de revenus de location équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments affectés. e. Assistance à la création d'un compte bancaire. f. Possibilité de récupérer les matériaux de construction du bâtiment affecté avant que l'on procède au démantèlement de la structure. g. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Remise au PAP par le projet d'un terrain de superficie équivalente et avec titre de propriété officiellement enregistré. - Remise au PAP d'un bâtiment reconstruit à sa valeur de remplacement. - Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
		Locataire 17 PAP locataires / 82 occupants	Option 1- Monétaire a. Compensation monétaire de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les locataires qui louent un bâtiment ou une partie de bâtiment affecté. b. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement. c. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.

⁷ L'évaluation des pertes et de la valeur de remplacement pour les différentes mesures de compensation est détaillée à la section 6.4.

⁸ CE : Commission d'Expropriation du MPTPEC.

⁹ Les critères utilisés pour établir la vulnérabilité des propriétaires/ménages concernés sont décrits à la section 6.6.

No	Impact	Entité éligible / nombre PAP	Mesures de Compensation ⁷	Forme de règlement
B	Perte intégrale de bâtiment commercial	Propriétaire 10 PAP-propriétaires	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement (barème de la CE). b. Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité (voir Impact J). c. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement. j. Compensation monétaire pour perte de revenus de location équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments affectés. d. Assistance à la création d'un compte bancaire. e. Compensation monétaire pour la prise en charge des frais légaux. f. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
		Locataire 5 PAP-Locataires	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité. b. Compensation monétaire de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les locataires qui louent un bâtiment ou une partie de bâtiment affecté. c. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement. d. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
C	Affectation partielle et réduite d'un bâtiment¹⁰	Propriétaire 7 PAP-propriétaires / 35 occupants	Option 1 – Monétaire a. Compensation monétaire équivalente à la valeur des travaux pour réparer le bâtiment. b. Rapport d'évaluation structurelle du bâtiment par un ingénieur ou architecte confirmant la possibilité de le réparer sans endommager la structure existante. c. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
D	Perte directe de terre (usage non agricole)	Propriétaire 276 PAP-propriétaires (3,8 ha)	Option 1- Monétaire a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement. b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet. <i>Si la réinstallation du ménage est requise hors de la parcelle affectée et en raison de la perte de bâtiment résidentiel (impact A) une option additionnelle en nature (option 2) est offerte.</i> Option 2 – En nature a. Acquisition de terrain par le projet (incluant les frais légaux). b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
				- Remise au PAP par le projet d'un terrain de superficie équivalente et avec titre de propriété officiellement enregistré.
		Locataire et sans titre 112 PAP-locataires	Option 1- Monétaire a. Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location d'un terrain de superficie équivalente. b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.

¹⁰ Dans certains cas l'affectation du bâtiment est partielle et réduite et des réparations simples du bâtiment permettraient de maintenir le bâtiment en place. Ces cas nécessitent toutefois d'être évalués individuellement par un ingénieur et/ou architecte qui pourra déterminer s'il est possible ou non de conserver et de réparer le bâtiment affecté ou s'il sera nécessaire de le reconstruire complètement. Puisqu'il s'agit de travaux mineurs et de courte durée, les activités des PAP pourront se poursuivre en cours de réalisation des travaux.

No	Impact	Entité éligible / nombre PAP	Mesures de Compensation ⁷	Forme de règlement
E	Perte directe de terre agricole	Propriétaire	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement (la superficie affectée est faible et ne compromet pas les moyens d'existence du ménage). b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
		288 PAP-propriétaires (11,3 ha)	Option 2 – En nature <i>Si la parcelle agricole affectée représente une forte proportion (plus de 20 %) des terres agricoles du ménage et compromet significativement les moyens d'existence du ménage, une option additionnelle en nature est offerte.</i> a. Acquisition de terrain à valeur agricole par le projet (incluant les frais légaux). b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Remise au PAP par le projet d'un terrain de superficie équivalente et avec titre de propriété officiellement enregistré.
		Locataire et métayer et sans titre	Option 1- Monétaire a. Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location du terrain d'un terrain de superficie équivalente. b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
F	Perte directe de cultures annuelles	Exploitant bénéficiaire des cultures 329 PAP	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire des cultures perdues selon le barème de la CE. b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
G	Perte directe de cultures pérennes (arbres fruitiers et bois d'œuvre)	Exploitant bénéficiaire des cultures 490 PAP-propriétaires/ 4 325 arbres affectés	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement (en considérant la valeur du plant par type d'essence et la valeur de la perte de production perdue jusqu'au rétablissement de l'arbre). b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
H	Perte de structure variée	Propriétaire 211 structures/ 184 PAP-propriétaires	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement selon le barème de la CE b. Compensation monétaire pour perte de revenus de location équivalente à trois (3) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments affectés. c. Possibilité de récupérer les matériaux de construction de la structure affectée avant que l'on procède au démantèlement de la structure. d. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
I	Déplacement d'installation temporaire facilement démontable	Propriétaire 78 structures /76 PAP-propriétaires	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire pour assurer le déplacement selon type de structure. b. Possibilité de récupérer les matériaux de construction de la structure affectée avant que l'on procède au démantèlement de la structure. c. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.

No	Impact	Entité éligible / nombre PAP	Mesures de Compensation ⁷	Forme de règlement
J	Perte directe de réalisation d'une activité économique	Individu réalisant une activité économique sur la terre affectée par le projet 40 PAP / 30 PAP - employés	Option 1 - Monétaire a. Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité pour le/la propriétaire et à trois (3) mois de salaire pour le/les employé/s directs (si applicable). b. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.	- Paiement des compensations monétaires par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements.
K	Perte de bien communautaire	Communauté affectée 5 points d'eau/lavoir	Option 2 - En nature a. Acquisition de terrain par le projet. b. Reconstruction par le projet des actifs affectés à la valeur de remplacement. c. Assistance à la communauté affectée par le Comité de Compensation du projet.	- Remise à la communauté affectée par le projet d'un terrain de superficie équivalente et avec titre de propriété officiellement enregistré. - Remise à la communauté affectée de l'actif une fois reconstruit.

6.4 ÉVALUATION DES PERTES ET DE LA VALEUR DE REMPLACEMENT

L'évaluation économique des pertes encourues est établie suivant la démarche suivante :

- a) Identification et délimitation des aires affectées par le projet ;
- b) Identification des PAP ;
- c) Identification et évaluation des dommages aux biens ;
- d) Identification et évaluation des impacts sur les activités et revenus des PAP ;
- e) Évaluation de la valeur de remplacement des pertes encourues pour assurer le maintien des moyens d'existence des personnes affectées.

Il est important de mentionner que le présent PAR utilise dans le calcul des compensations aux PAP les barèmes de compensation établis par la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC (voir annexe C) en ce qui concerne les pertes de bâtiments, de certaines structures et de plantations variées (cultures non pérennes). Ces barèmes ont été mis à jour en octobre 2013 par l'UCE (les barèmes de 2011 ont alors été majorés de 25 %). Ils ont été évalués et validés par des experts du Groupement, en obtenant des prix sur le marché dans la zone d'étude, et ont été jugés suffisants pour couvrir adéquatement la valeur de remplacement des biens affectés par le projet. Cette approche nous permet aussi d'arrimer le plus possible le présent PAR aux pratiques courantes haïtiennes et vise à faciliter l'harmonisation entre les pratiques de la Commission d'expropriations et la politique de réinstallation involontaire de la BID. Les orientations définies dans le PAR préparé en 2012 par le Groupement pour le tronçon à réhabiliter entre la ville des Gonaïves et Ennery ont aussi été prises en considération de manière à s'assurer de mettre en place des approches de compensation similaires dans une même région et pour des projets de même type.

Pour les types d'impact non pris en compte par la CE dans sa pratique ou encore qui ne permettent pas de satisfaire pleinement les exigences de la BID, des barèmes de compensation spécifiques ont été développés dans le présent PAR et dans l'esprit des normes de la BID. Ceux-ci concernent plus précisément : la perte de terre (agricole et non agricole), de cultures pérennes, de certaines structures et les impacts sur les activités économiques.

Les **compensations de type monétaire** ont été privilégiées dans les situations où l'envergure de l'impact n'entraîne pas le risque de compromettre les moyens d'existence des personnes affectées. Pour la majorité des situations, l'impact est d'ailleurs de faible envergure et n'est pas susceptible de compromettre les moyens d'existences des personnes affectées. À noter que des mesures d'accompagnement, que le Comité de Compensation mettra en place, ont été prévues lors de la mise en œuvre du PAR pour s'assurer que la compensation de type monétaire, lorsqu'elle s'applique, demeure appropriée et qu'elle ne crée pas de situation pouvant compromettre négativement et irréversiblement les moyens d'existence des PAP.

En privilégiant les compensations monétaires, cela nous assure de se superposer le plus possible aux pratiques courantes de la CE. Les compensations monétaires favorisent de plus une implantation rapide des mesures de compensation et nécessitent une structure de mise en œuvre relativement simple que l'UCE a d'ailleurs pu mettre en place avec succès au cours des dernières années.

La **compensation en nature**, qui n'est pas envisageable selon les pratiques courantes de la CE, a été introduite pour certaines situations bien précises dans le cadre de ce PAR. La compensation en nature, qui peut impliquer par le projet l'acquisition de terrain et la reconstruction complète de bâtiment à sa valeur de remplacement, est une option qui peut s'avérer nécessaire dans certaines situations afin de s'assurer que les personnes et ménages affectés par le projet puissent pleinement récupérer, et dans un délai raisonnable, leurs moyens d'existence. La prise en compte de la compensation en nature implique toutefois de mettre en place une structure de mise en œuvre plus complexe que le présent PAR a prit en considération.

En résumé, et tel que l'indique le tableau 6.1, une option de compensation en nature est offerte comme option additionnelle à l'option compensation monétaire dans les 4 situations suivantes :

- Perte de bâtiment résidentiel de propriétaire et ménage non en situation de vulnérabilité, mais dont la réinstallation du bâtiment est requise hors de la parcelle affectée (la reconstruction n'est pas possible sur la parcelle affectée) ;
- Perte de bâtiment résidentiel de propriétaire et ménage en situation de vulnérabilité (peu importe si la reconstruction est possible à même la parcelle affectée ou si une réinstallation hors de la parcelle affectée est requise) ;
- Perte directe de terre agricole de propriétaire dont la parcelle agricole affectée représente une forte proportion (plus de 20 %) des terres agricoles du ménage et compromet significativement leurs moyens d'existence du ménage ;
- Perte de biens communautaires¹¹.

Si le présent PAR a opté pour une intégration des pratiques de la CE en matière de calcul de compensation, il a surtout consisté en l'élargissement des critères d'éligibilité des PAP conformément à l'OP-710. En effet, alors que la CE ne tient compte que des propriétaires de biens affectés, le présent PAR a inclus tous les ménages affectés indépendamment de leur régime d'occupation : propriétaire, locataire, prêt, métayage, sans statut et autre. Cette dimension, en plus de la prise en compte de la compensation en nature, apparaît comme l'élément fondamental de l'harmonisation des pratiques nationales aux normes de la BID.

¹¹ Pour les biens communautaires, seule l'option de compensation en nature est offerte ceci afin de refléter les besoins exprimés par les communautés d'obtenir des compensations en nature en remplacement des biens communautaires affectés.

Le tableau 6.1 présente la matrice d'éligibilité et les mesures de compensation selon le type d'impact. Le mode de calcul utilisé pour l'évaluation des pertes et de la valeur de remplacement des actifs affectés est précisé dans les sections qui suivent.

6.4.1 Impact A – Perte intégrale de bâtiment résidentiel

Des situations répondant à ce type d'impact ont été identifiées lors du recensement-inventaire d'octobre 2013. Bien que la législation en Haïti ne considère aucune compensation liée à ce type d'impact rencontré sur le domaine public, la pratique usuelle de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC est généralement d'offrir à cette catégorie de PAP le même type de compensation qu'aux PAP se trouvant sur des terrains privés, modalité qui sera respectée dans la mise en œuvre du présent PAR.

La perte intégrale de bâtiments résidentiels a été inventoriée pour 61 bâtiments résidentiels dans le cadre du présent PAR. Ces bâtiments étant des structures fixes et ne pouvant être démontés et déplacés, elles devront être détruites préalablement aux travaux. Cet impact concerne plus spécifiquement 59 PAP¹² propriétaires pour un total de 355 PAP en incluant les occupants des bâtiments résidentiels concernés. Parmi ces cas, 32 PAP propriétaires (214 PAP incluant les occupants) devront être réinstallés hors de la parcelle affectée étant donné que la reconstruction à même la parcelle affectée ne sera plus possible faute d'espace. 27 PAP-propriétaires (141 PAP incluant les occupants) pourront par ailleurs reconstruire le bâtiment résidentiel à même la parcelle affectée compte tenu que l'espace y est suffisant.

La CE dispose d'une charte de barèmes de compensation par mètres carrés de construction s'appliquant aux fonds et bâtisses en fonction de la nature de la structure affectée. Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette charte, actualisée en octobre 2013 par l'UCE, correspond au prix de remplacement établi pour les structures affectées et est utilisée dans le calcul des compensations offertes par la CE dans les cas d'expropriation.

Bien qu'il ne s'agisse pas toujours de cas d'expropriations à proprement dit puisque les structures affectées se trouvent parfois partiellement ou totalement dans l'emprise publique de la route actuelle, la méthodologie de calcul utilisée par la CE est appliquée sans égard à la légalité du statut d'occupation par les PAP des terrains affectés par le projet en application de la norme OP-710 de la BID.

Pour ce type d'impact, deux options de compensation sont offertes. L'option 1 (compensation monétaire) est offerte systématiquement à chaque PAP éligible tandis que l'option 2 (compensation en nature) est offerte uniquement aux PAP subissant un impact nécessitant la réinstallation hors de la parcelle existante et/ou présentant une situation de vulnérabilité qui requière un accompagnement particulier (voir section 6.6 pour la définition des différentes situations de vulnérabilités considérées).

¹² 59 PAP différents sont propriétaires de 61 bâtiments résidentiels affectés.

6.4.1.1 Option 1 – Compensation monétaire pour le propriétaire de bâtiment résidentiel

L'option monétaire est offerte systématiquement au propriétaire de bâtiment affecté.

Un montant qui couvrira l'ensemble de ces mesures sera remis au PAP qui choisira cette option. Le paiement des compensations monétaires sera fait par chèque en un seul versement ou en plusieurs versements au choix de la PAP¹³.

L'option de compensation monétaire comprend l'ensemble des mesures suivantes :

a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement

Le calcul des compensations est effectué en appliquant les valeurs correspondantes selon le type et la dimension du bâtiment affecté comme défini dans la charte de barèmes de compensation de la CE en annexe C du présent document et qui été mise à jour par l'UCE en octobre 2013 (les barèmes de 2011 ont été majorés de 25 % suivant les indications de l'UCE). La méthodologie de calcul des compensations pour les PAP identifiées pour cet impact s'harmonisera donc avec la pratique usuelle de la CE en la matière.

Le tableau 6.2 présente les barèmes fournis par l'UCE pour calculer les compensations selon la catégorie de bâtiment. À noter que la valeur supérieure de l'intervalle du barème de compensation a toujours été retenue pour le calcul de la compensation des bâtiments et structures affectés.

Le calcul de compensation a donc été établi selon la formule suivante :

- Superficie totale de la structure affectée (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE (en HTG) applicable à la nature de la structure.

¹³ Le paiement en un ou plusieurs versements est systématiquement offert comme option au PAP. Cette option, que le PAP peut refuser ou non, vise à éviter le paiement d'un montant important en un seul et unique versement. Certaines PAP préféreront recevoir de plus petit montant sur une plus longue période afin d'éviter que le montant compensé ne soit dépensé trop rapidement ou à d'autres fins. Il s'agit d'une forme d'assistance offerte au PAP. Un PAP qui choisit le paiement en plusieurs versements pourra, à n'importe quel moment, et s'il le souhaite, recevoir l'ensemble de la compensation due. L'expérience sur d'autres projets montre que d'étaler les paiements en plusieurs versements diminue les risques que la compensation monétaire soit dépensée trop rapidement. Le paiement en plusieurs versements permet aussi de sécuriser la compensation monétaire offerte au PAP. Cette information sera transmise au PAP en cour d'implantation du PAR.

Dans les cas qui nous intéressent ici, le calcul de la compensation offerte couvrira la valeur de remplacement de la structure affectée tout en incluant tous les frais afférents ainsi que la variation anticipée du taux d'inflation¹⁴.

Tableau 6-2 Barème de compensation pour la perte de bâtiment

NO	Type de bâtiment selon la catégorie de la CE	Valeur de remplacement (HTG/m ²)
1	Construction blocs dalle béton achevée	18 800
2	Construction blocs dalle inachevée	10 000
3	Construction blocs, toiture tôles achevée	4 400
4	Construction blocs, toiture tôles inachevée	3 800
5	Construction en maçonnerie roches	2 600
6	Petite maison clissée maçonnée tôles	1 600
7	Petite maison clissée maçonnée paille	1 000

Source : Commission d'expropriations du MTPTEC (2011). Les barèmes de 2011 ont été majorés de 25 % suite aux indications fournies par l'UCE en ce sens.

b. Compensation monétaire de transition pour couvrir les frais de logement

Une compensation monétaire de transition de 6 mois est offerte au PAP pour couvrir les frais de logement éventuels. La période de 6 mois a été établie en prenant en considération le temps maximal requis pour acquérir un nouveau terrain, la durée maximale de construction d'un bâtiment (environ 10 semaines), le temps de déménagement et le temps requis pour effectuer d'autres démarches administratives et légales. Cette période est jugée largement suffisante pour permettre au ménage affecté de se loger entre le moment où le bâtiment résidentiel doit être démantelé jusqu'au moment où un nouveau bâtiment sera reconstruit.

Il est certain que dans les situations où une réinstallation hors de la parcelle existante est requise, le déménagement des ménages affectés vers leur nouvelle résidence se fera de préférence lorsque les bâtiments de remplacement seront disponibles. De cette manière, on évite que les ménages affectés doivent occuper temporairement un lieu d'habitation entre le moment où leur bâtiment actuel est démoli et où le nouveau bâtiment est prêt à être occupé. Néanmoins, dans tous les cas les ménages concernés recevront systématiquement une compensation monétaire de transition de 6 mois pour couvrir d'éventuels frais de logement.

Pour les ménages qui pourront se reconstruire à même la parcelle affectée, ils devront, pour la majorité, quitter temporairement leur lieu d'habitation en attendant la démolition et reconstruction du nouveau bâtiment sur la même parcelle (et en dehors de la nouvelle

¹⁴ Dans la mesure où le présent PAR ne pourrait être mis en œuvre dans un délai raisonnable (prochains 6 mois) et/ou si, pour des raisons actuellement non prévisibles, le taux d'inflation était amené à varier de manière importante, les barèmes de compensation devront être ajustés en conséquence. Un montant a d'ailleurs été réservé pour couvrir ce type d'imprévus.

emprise routière). La compensation monétaire de transition de 6 mois sera essentielle pour ces PAP.

Le règlement de cette compensation se fera en espèce selon un montant forfaitaire correspondant au coût mensuel maximum de location enregistré actuellement dans la zone d'étude pour un bâtiment d'habitation soit 2 000 HTG par mois pour un montant forfaitaire de 12 000 HTG par PAP concernée.

Le coût maximal de location actuellement observé dans la zone d'étude a été retenu puisque le propriétaire (incluant ses dépendants éventuels) pourrait devoir s'établir temporairement ailleurs sur le territoire selon la disponibilité de logement, et ce incluant la zone urbaine de Plaisance où les coûts de location sont plus élevés.

Dans certaines situations exceptionnelles, où un ménage ne serait pas en mesure de réintégrer son nouveau bâtiment pour des raisons directement liées au projet, la période de 6 mois pourrait être prolongée. Le comité de compensation s'assurera de suivre cette situation particulière auprès des PAP concernés en cours de mise en œuvre du PAR. Un montant pour ce type d'imprévu a d'ailleurs été considéré.

c. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement

Bien que la législation et les pratiques usuelles en Haïti ne considèrent aucune assistance au déménagement lors de déplacement involontaire de personnes, qu'il soit rencontré sur des terrains privés ou sur le domaine public, le présent PAR a élaboré une stratégie d'assistance au déménagement qui sera offerte aux PAP en application de la norme OP-710 de la BID.

Une compensation sera prévue afin de prendre en compte le déménagement des biens vers un autre site. Le règlement de cette compensation se fera en espèce selon un montant forfaitaire correspondant à l'ampleur du déménagement à réaliser :

- Ampleur minimale : 5 000 gourdes (HTG) ;
- Ampleur intermédiaire : 7 500 gourdes (HTG) ;
- Ampleur maximale : 15 000 gourdes (HTG).

Ces montants ont été déterminés à partir de coûts obtenus dans la zone du projet. Ces sommes sont jugées largement suffisantes pour couvrir les frais des services disponibles à cette fin dans la zone d'intervention et pour effectuer de manière sécuritaire le déménagement des biens.

Il est important de mentionner que cette compensation d'assistance au déménagement couvre le transport des biens du ménage, mais qu'elle exclut le transport ou déménagement des matériaux de construction des structures affectées qui pourraient

être récupérés gracieusement par la PAP une fois que celle-ci a reçu la compensation pour la valeur totale de remplacement de ladite structure.

d. Compensation monétaire pour perte de revenus de location équivalente à six (6) mois de la valeur de location

Cette mesure vise à compenser les propriétaires qui louent des bâtiments ou parties de bâtiments affectés et qui perdront une source de revenus au cours de la période de transition entre le moment du démantèlement du bâtiment affecté jusqu'à sa reconstruction.

Le règlement de cette compensation se fera en espèce selon le montant de location mensuel tel que déclaré par la PAP lors du recensement-inventaire.

e. Assistance à la création d'un compte bancaire

Sur demande, le propriétaire du bâtiment affecté pourra solliciter une assistance à la création d'un compte bancaire. Cette mesure vise à assister la PAP et à sécuriser les montants reçus comme compensation. Le projet fournira l'assistance requise le cas échéant. Cette mesure s'applique pour l'ensemble des PAP et sera particulièrement appropriée dans les situations où les montants à compenser sont importants.

f. Compensation monétaire pour la prise en charge des frais légaux

Des frais légaux pourront être nécessaires pour les ménages affectés qui devront se réinstaller hors de la parcelle affectée par le projet. Des frais légaux sont à prévoir pour l'acquisition de terrain et l'obtention de titre de propriété officiel. L'obtention de titre de propriété permettra de plus de sécuriser le terrain nouvellement acquis par la PAP le cas échéant.

Pour les ménages à réinstaller hors de la parcelle existante (soit 32 PAP propriétaires), et qui nécessite l'obtention de titre de propriété, le projet couvrira les frais légaux nécessaires. Ces frais sont estimés à 3 jours de travail pour un expert en titre foncier par PAP bénéficiaire, soit un montant forfaitaire de 20 000 HTG à remettre au PAP sous forme de compensation monétaire s'il opte pour la compensation monétaire.

g. Possibilité de récupérer les matériaux de construction du bâtiment affecté

Il est aussi entendu que les PAP pourront également procéder à la récupération des matériaux de construction du bâtiment affecté avant que l'on procède à son démantèlement. Cette modalité supplémentaire vise à favoriser la PAP même si la valeur totale de la compensation couvre tous les matériaux de construction incluant ceux qui pourraient être récupérés par la PAP.

h. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet

Une assistance par le Comité de Compensation sera systématique offerte aux PAP. Cette assistance est décrite à la section 7.1.

6.4.1.2 Option 2 – Compensation en nature pour le propriétaire de bâtiment résidentiel

Une compensation additionnelle en nature est offerte au propriétaire de bâtiment affecté (perte intégrale) qui se retrouve dans l'une ou l'autre des deux situations suivantes :

1. La réinstallation du bâtiment est requise hors de la parcelle affectée (la reconstruction n'est plus possible sur la parcelle affectée) – cette situation concerne 32 PAP propriétaires (214 PAP incluant les occupants).
2. Le propriétaire/ménage est en situation de vulnérabilité¹⁵ (peu importe si la reconstruction est possible à même la parcelle affectée ou si une réinstallation hors de la parcelle affectée est requise) – cette situation concerne 36 PAP (212 PAP incluant les occupants) dont 15 PAP qui devront de toute façon être réinstallés et seront déjà éligibles à la compensation en nature.

Pour le présent PAR, un total de 32 PAP (214 PAP incluant les occupants) subiront la perte intégrale de leur bâtiment résidentiel peuvent se prévaloir de l'option compensation en nature en plus de l'option compensation monétaire. 36 PAP jugés plus vulnérables perdront leur bâtiment résidentiel et seront éligibles à la compensation en nature (option 2). Si l'on considère que 15 PAP vulnérables se verront déjà offrir l'option de compensation en nature en raison de la réinstallation de leur bâtiment résidentiel, un total de 53 PAP sera éligible à l'option de compensation en nature.

L'option compensation en nature présente un ordre de grandeur de coûts similaire à l'option compensation monétaire présentée à la section 6.4.1.1. Cette option implique par contre de mettre en place une structure de mise en œuvre du PAR un peu plus complexe, nécessite de prévoir des interventions sur une plus longue période et d'assurer la supervision de la construction des bâtiments ce qui impliquent nécessairement des coûts supplémentaires comparativement à l'option monétaire.

L'option de compensation en nature comprend l'ensemble des mesures suivantes :

- a) Acquisition de terrain par le projet (incluant les frais légaux) ;
- b) Reconstruction par le projet des bâtiments affectés à la valeur de remplacement ;
- c) Compensation monétaire de transition pour couvrir les frais de logement sur une période de 6 mois ;
- d) Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement ;

¹⁵ Voir la section 6.6.

- e) Compensation monétaire pour perte de revenus de location équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments affectés ;
- f) Assistance à la création d'un compte bancaire ;
- g) Possibilité de récupérer les matériaux de construction du bâtiment affecté avant que l'on procède au démantèlement de la structure ;
- h) Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.

Pour les points c à h se référer à la section précédente (compensation monétaire) qui décrit les mesures de compensation et les méthodes de calcul applicables.

Acquisition de terrain

Pour les propriétaires qui pourront opter pour l'option en nature, l'acquisition de terrain sera requise uniquement lorsqu'un propriétaire devra se réinstaller hors de la parcelle affectée. Le cas échéant, le projet s'assurera d'acquérir les terrains nécessaires pour permettre la reconstruction d'un bâtiment à sa valeur de remplacement. L'accord préalable du bénéficiaire sera requis avant que le projet ne procède à toute acquisition de terrain et des titres de propriété officiels enregistrés au nom du bénéficiaire devront être obtenus.

La superficie à acquérir pour permettre la reconstruction d'un nouveau bâtiment résidentiel sera de superficie comparable à la superficie affectée. La superficie de la nouvelle parcelle devra être suffisante pour assurer la reconstruction d'un bâtiment, couvrir la perte du terrain résidentiel et permettre au ménage de réaliser leurs activités quotidiennes.

Le barème de compensation pour couvrir le coût de remplacement de la terre a été établi à 150 HTG/m² de terrain. Ce coût correspond à la valeur inférieure du barème de compensation de la CE de 2011 majoré de 25 %. Les enquêtes sur le prix des terrains menés dans la zone du projet dans le cadre du présent PAR¹⁶ nous révèlent que les prix des terrains dans la zone du projet sont inférieurs aux barèmes de la CE. Pour cette raison, mais aussi dans l'objectif d'arrimer la présente stratégie de compensation avec les pratiques courantes haïtiennes en matière d'expropriations, la valeur inférieure du barème de compensation de la CE a été retenue.

Ce barème, mis à jour par l'UCE en octobre 2013, correspond au barème de 2011 majoré de 25 % soit une valeur de 150 HTG par m² de terrain.

Le coût d'acquisition d'un nouveau terrain a été établi selon la formule suivante :

- Superficie du terrain (en m²) X Barème de la CE (en HTG) applicable pour la perte de terre.

¹⁶ Enquêtes menées par Erice Az.

À ce montant s'ajouteront les frais légaux pour l'obtention des titres de propriété. Tel que mentionné à la section précédente, des frais légaux sont à prévoir pour l'acquisition de terrain et l'obtention de titre de propriété officiel. Pour des fins budgétaires, ces frais sont estimés à 3 jours de travail pour un expert en titre foncier par PAP bénéficiaire, soit un montant de 20 000 HTG à prendre en charge par le projet. Les PAP pouvant se reconstruire sur la parcelle affectée dont ils sont déjà propriétaires ne seront pas éligibles à cette compensation.

Reconstruction par le projet des bâtiments résidentiels affectés

Le projet assurera la reconstruction des bâtiments résidentiels à valeur à neuf et en respect du code de construction en vigueur. Les modèles de bâtiments offerts pour la reconstruction seront établis suivant les catégories de bâtiment de la CE. La superficie du bâtiment de remplacement sera déterminée en prenant en considération la superficie du bâtiment affecté. Toutefois, pour éviter la multiplication du nombre de modèle de bâtiment et afin de faciliter la construction, un nombre réduit, mais suffisant de bâtiments types suivant les catégories de la CE sera proposé.

Les bâtiments seront reconstruits pour offrir les mêmes (ou de meilleures) conditions d'occupation que la situation existante. Une attention particulière sera apportée aux personnes qui occupent un bâtiment avec l'accord d'un propriétaire, mais qui ne payent pas de loyer (par exemple un frère ou sœur ou ami), et au risque que ces derniers perdent leur lieu d'habitation en cas de réinstallation d'un bâtiment. Le bâtiment de remplacement offrira des possibilités de logement pour toutes les personnes et groupes affectés.

Le calcul des compensations est effectué selon le type de bâtiment et la dimension de la structure affectée en prenant les barèmes établis pour ce PAR pour les bâtiments (tableau 6.2). Un montant additionnel de (25 %) est prévu afin de couvrir les coûts de mise en oeuvre, de supervision et de contrôle de qualité de la construction et de suivi postconstruction.

Pour la compensation en nature, le calcul de compensation a donc été établi selon la formule suivante :

- [Superficie de la structure affectée (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE (en HTG) applicable à la nature de la structure] X 1,25.

Ce calcul couvre la valeur de remplacement de la structure affectée incluant tous les frais afférents ainsi que la variation du taux d'inflation.

6.4.1.3 Compensation monétaire pour le locataire de bâtiment résidentiel

Bien que cela ne soit pas considéré dans les pratiques de la CE, une compensation monétaire de transition sera offerte aux locataires de bâtiment résidentiel dans le respect de politique OP 710 de la BID. Cette compensation vise à s'assurer que les locataires puissent se trouver un nouveau lieu de résidence sans compromettre leurs moyens d'existence. Dans

les situations où des locataires s'entendraient avec leur propriétaire actuel pour réintégrer le bâtiment de remplacement du propriétaire, la période de 6 mois laissera suffisamment de temps au locataire pour s'installer temporairement dans un autre lieu en attendant de pouvoir s'installer dans le nouveau bâtiment.

17 PAP locataires de bâtiment résidentiel (82 PAP en incluant les occupants) ont été identifiés dans le cadre du recensement-inventaire.

Le locataire d'un bâtiment résidentiel affecté par le projet recevra une compensation monétaire qui sera composée de l'ensemble des mesures suivantes :

- a. Compensation monétaire de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les locataires qui louent un bâtiment ou une partie de bâtiment affecté ;
- b. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement ;
- c. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.

Le règlement de cette compensation se fera en espèce selon un montant forfaitaire correspondant au coût mensuel maximum de location enregistré actuellement dans la zone d'étude pour un bâtiment d'habitation soit 2 000 HTG par mois pour un montant forfaitaire de 12 000 HTG par PAP locataire concernée.

Le coût maximal de location actuellement observé dans la zone d'étude a été retenu puisque le propriétaire (incluant ses dépendants éventuels) pourrait devoir s'établir temporairement ailleurs sur le territoire selon la disponibilité de logement, et ce incluant la zone urbaine de Plaisance où les coûts de location sont plus élevés.

Au même titre que pour tout PAP devant être réinstallé, une compensation pour couvrir les frais de déménagement est de plus prévue (se référer à la section 6.4.1 (point c) pour les détails de cette mesure).

6.4.2 Impact B – Perte intégrale de bâtiment commercial

Sur la base des résultats obtenus lors du recensement-inventaire, 10 PAP-propriétaires et 5 locataires de bâtiment commercial seront affectés par le projet. Parmi ceux-ci, 7 PAP-propriétaires devront se réinstaller hors de la parcelle affectée en raison d'un espace insuffisant pour y reconstruire leur bâtiment commercial tandis que 3 d'entre eux pourront se reconstruire au même emplacement.

Il s'agit dans cette situation de structures fixes ne pouvant être démontées et déplacées et qui devront être détruites préalablement aux travaux. Les PAP concernées sont éligibles à recevoir une compensation monétaire par le projet. Dans ce cas, la compensation en nature a été exclue puisqu'il a été évalué que les propriétaires et locataires de commerces concernés pourront rétablir leurs activités économiques dans un délai acceptable et sans

compromettre leurs moyens d'existence. Une compensation pour la perte de réalisation d'une activité économique est de plus prévue (impact J) et est détaillée à la section 6.4.10.

6.4.2.1 Compensation monétaire pour le propriétaire de bâtiment commercial

La compensation monétaire offerte au propriétaire de bâtiment commercial sera composée de l'ensemble des mesures suivantes :

- a. Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement (barème de la CE) ;
- b. Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité (voir Impact J) ;
- c. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement ;
- d. Compensation monétaire pour perte de revenus de location équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments affectés ;
- e. Assistance à la création d'un compte bancaire ;
- f. Compensation monétaire pour la prise en charge des frais légaux ;
- g. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.

Le calcul de la valeur de remplacement du bâtiment commercial est effectué en appliquant les valeurs correspondantes selon le type et la dimension du bâtiment affecté comme défini dans la charte de barèmes de compensation de la CE en annexe C du présent document et qui a été mise à jour par l'UCE en octobre 2013 (les barèmes de 2011 ont été majorés de 25 % suivant les indications de l'UCE). La méthodologie de calcul des compensations pour les PAP identifiée pour cet impact s'harmonisera donc avec la pratique usuelle de la CE en la matière.

Le tableau 6.2 présente les barèmes fournis par l'UCE pour calculer les compensations selon la catégorie de bâtiment.

Des frais légaux pourront être nécessaires pour les propriétaires de commerces qui devront se réinstaller hors de la parcelle affectée par le projet (soit 7 PAP propriétaires concernés). Des frais légaux sont à prévoir pour l'acquisition de terrain et l'obtention de titre de propriété officiel. L'obtention de titre de propriété permettra de plus de sécuriser le terrain nouvellement acquis par la PAP le cas échéant.

Ces frais sont estimés à 3 jours de travail pour un expert en titre foncier par PAP bénéficiaire, soit un montant forfaitaire de 20 000 HTG à remettre au PAP-propriétaire sous forme de compensation monétaire.

6.4.2.2 Compensation monétaire pour le locataire de bâtiment commercial

Un nombre de 5 PAP-locataires de bâtiment commercial ont été identifiés lors du recensement-inventaire. Le locataire d'un bâtiment commercial affecté par le projet recevra une compensation monétaire qui sera composée de l'ensemble des mesures suivantes :

- h. Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité ;
- i. Compensation monétaire de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les locataires qui louent un bâtiment ou une partie de bâtiment affecté ;
- j. Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement ;
- k. Assistance au PAP par le Comité de Compensation du projet.

6.4.3 Impact C – Affectation partielle et réduite d'un bâtiment

Dans les cas où l'affectation du bâtiment est partielle et réduite et que des réparations simples du bâtiment permettent de le maintenir en place, l'option de réparer le bâtiment a été retenue au lieu de considérer la destruction complète du bâtiment. Ces cas nécessitent toutefois d'être évalués individuellement par un ingénieur et/ou architecte qui peut déterminer s'il est possible ou non de conserver et de réparer le bâtiment affecté ou s'il est nécessaire de le remplacer.

Dans le cadre de la préparation de ce PAR, un ingénieur expert en bâtiment a procédé à une identification préliminaire des bâtiments affectés et pouvant être réparés. Un nombre de 7 bâtiments affectés se retrouve dans cette catégorie. 7 PAP propriétaires et 35 occupants seront affectés

Pour ce type d'impact qui implique la démolition partielle d'un bâtiment affecté et les travaux de réparation, l'ensemble des mesures de compensation suivantes est proposé :

- a. Compensation monétaire équivalente à la valeur des travaux pour réparer le bâtiment ;
- b. Rapport d'évaluation structurelle du bâtiment par un ingénieur ou architecte confirmant la possibilité de le réparer sans endommager la structure existante.

La compensation monétaire est calculée en prenant une superficie équivalente à 20 % du bâtiment affecté et utilisant les barèmes de compensation de la CE selon les catégories de bâtiments (tableau 6.2) suivant la formule suivante :

- Superficie correspondant à 20 %¹⁷ de la superficie totale du bâtiment affecté (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE (en HTG) applicable au type de bâtiment.

Afin de garantir à la PAP qu'il est possible de procéder aux réparations sans endommager la structure existante un rapport d'évaluation structurelle du bâtiment par un ingénieur ou architecte sera préparé. Le coût de cette mesure a été évalué à 20 000 HTG par bâtiment, le coût comprend le salaire de l'expert et les dépenses afférentes.

6.4.4 Impact D – Perte directe de terre (usage non agricole)

La perte de terre a été inventoriée dans le cadre du présent PAR sur 276 parcelles (276 PAP-proprétaires) représentant une superficie affectée totale de 3,8 ha soit une moyenne de 138 m² de terre affectée à usage autre qu'agricole par PAP concernée.

Pour l'ensemble de la zone du projet, la superficie affectée de terre à usage non agricole représente seulement 4,5 % de la superficie totale des parcelles à usage non agricole touchées.

Deux options de compensation sont offertes. La compensation monétaire et la compensation en nature qui est une option additionnelle qui s'applique uniquement lorsque le bâtiment résidentiel d'un ménage occupant la parcelle affectée doit être réinstallé hors de la parcelle concernée.

Pour ces deux options, une assistance au PAP sera de plus offerte par le Comité de Compensation du projet.

6.4.4.1 Option 1 - Compensation monétaire pour le propriétaire de terrain

Le barème de compensation pour couvrir le coût de remplacement de la terre a été établi à 150 HTG/m² de terrain. Ce coût correspond à la valeur inférieure du barème de compensation de la CE de 2011 et majoré de 25 %. Les enquêtes sur le prix des terrains menés dans la zone du projet dans le cadre du présent PAR¹⁸ nous révèlent que les prix des terrains dans la zone du projet sont inférieurs aux barèmes de la CE. Pour cette raison, mais aussi dans l'objectif d'arrimer la présente stratégie de compensation avec les pratiques courantes haïtiennes en matière d'expropriations, la valeur inférieure du barème de compensation de la CE a été retenue.

¹⁷ Les bâtiments partiellement affectés qui peuvent être réparés sont généralement touchés sur une très faible superficie. Toutefois, puisqu'il est possible dans certaines situations que les travaux nécessitent de détruire une partie plus importante du bâtiment que la seule partie affectée, une compensation couvrant une superficie représentant 20 % de la superficie totale du bâtiment partiellement affecté a donc été prévue. Ceci laissera au propriétaire une marge de manœuvre suffisante lors de la réalisation des travaux de réparation.

¹⁸ Enquêtes menées par Erice Az.

Le coût de remplacement de la terre proposé est donc légèrement supérieur aux prix de vente de terre observés dans la zone du projet. En utilisant ce barème, ceci permet à la PAP concernée d'obtenir des moyens suffisants et la flexibilité nécessaire, pour faire par lui-même l'acquisition éventuelle de terrain, incluant les terrains les plus dispendieux.

Le calcul de compensation a donc été établi selon la formule suivante :

- Superficie du terrain affecté (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE (en HTG) applicable pour perte de terre.

Le calcul des compensations se fera en appliquant les valeurs correspondantes selon le type et la dimension du terrain affecté. La méthodologie de calcul des compensations pour les PAP identifiée pour cet impact s'harmonisera donc avec la pratique usuelle de la CE en la matière.

6.4.4.2 Option 2 - Compensation en nature pour le propriétaire de terrain

Si la réinstallation du ménage est requise hors de la parcelle affectée (suite à la perte intégrale de bâtiment résidentiel), une option additionnelle en nature (option 2) est offerte. Cette option s'applique uniquement dans le cas de perte intégrale de bâtiment résidentiel (Impact A). Dans toutes les autres situations, seule la compensation monétaire est offerte au propriétaire de terrain non agricole.

L'acquisition de terrain sera ainsi requise uniquement lorsqu'un propriétaire devra se réinstaller hors de la parcelle affectée. Le cas échéant, le projet s'assurera d'acquérir le terrain nécessaire pour permettre la reconstruction d'un bâtiment à sa valeur de remplacement. L'accord préalable du bénéficiaire sera requis avant que le projet ne procède à toute acquisition de terrain.

Les mesures prévues pour la compensation en nature des terrains affectés sont décrites à la section 6.4.1.2.

6.4.4.3 Compensation monétaire pour le locataire de terrain

Le locataire d'un terrain non agricole recevra une compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location du terrain.

Le règlement de cette compensation se fera en espèce selon un montant forfaitaire correspondant au coût mensuel maximum de location enregistré actuellement dans la zone d'étude pour un terrain. Le taux de location mensuel offert en compensation pour les terrains non agricole est de 700 HTG/ha/mois (ou 0,07 HTG/m²/mois). Ce barème a été fixé à partir des résultats des enquêtes réalisées auprès des personnes affectées par le projet dans la zone d'étude.

Une assistance au PAP sera assurée par le Comité de Compensation du projet.

6.4.5 Impact E - Perte directe de terre agricole

La perte de terre agricole a été inventoriée dans le cadre du présent PAR sur 288 parcelles (288 PAP-propriétaires) représentant une superficie agricole affectée totale de 11,3 ha soit une moyenne de 392 m² de terre agricole affectée par PAP concernée.

Pour l'ensemble de la zone du projet, la proportion de terre agricole affectée représente seulement 2,2 % de la superficie totale des parcelles agricoles touchées par le projet. La caractéristique propre à ce projet, de type linéaire, explique que plusieurs PAP-propriétaires sont affectés, mais généralement pour des superficies très réduites.

Dans la majorité des cas l'usage agricole sur la portion non affectée de la parcelle peut d'ailleurs se poursuivre. De plus, pour près de 95 % des parcelles agricoles concernées, la portion affectée représente une proportion inférieure à 20 % de l'ensemble des terres agricoles du ménage et ne compromet pas significativement les moyens d'existence du ménage affecté. Pour ces situations, où l'impact sur les terres agricoles est moins significatif, une option de compensation monétaire (option 1) est offerte.

Pour certaines PAP par contre, la proportion touchée est plus importante. Dans les situations où la parcelle agricole affectée représente une proportion de plus de 20 % de l'ensemble des terres agricoles du ménage, il est a été estimé que cette situation était susceptible de compromettre plus significativement les moyens d'existence du ménage. Une option additionnelle en nature est donc offerte pour ces cas.

Cette option vise à offrir une alternative permettant de sécuriser la terre agricole et les moyens de subsistance du ménage en s'assurant, à travers le projet, de procurer aux PAP concernées une terre agricole de compensation officiellement enregistrée.

Pour les PAP non-proprétaire (locataire, métayer, sans filtre, etc.) une compensation monétaire de transition est offerte pour leur permettre de retrouver, si nécessaire, et s'il le souhaite, des terres de culture ailleurs dans leur communauté auprès d'autres propriétaires ou encore auprès des mêmes propriétaires.

Pour l'ensemble des PAP (propriétaire ou non de la terre) qui sont reconnus comme exploitant bénéficiaire des cultures se retrouvant sur un terrain affecté, la valeur des cultures perdues (annuelles et pérennes) sera par ailleurs compensée tel que précisé aux sections 6.4.6 et 6.4.7.

6.4.5.1 Option 1 - Compensation monétaire pour le propriétaire de terre agricole

Pour le calcul des compensations liées à la perte de terre agricole, le barème de la Commission d'Expropriation (CE) par mètres carrés de terrain affecté est appliqué. Ce barème, mise à jour par l'UCE en octobre 2013, correspond au barème de 2011 majoré de 25 %. Il correspond à 150 HTG par m² de terre affecté. Il s'agit du même barème utilisé pour la compensation de la terre non agricole (voir section 6.4.4.1). Ainsi, peu importe l'usage qui est fait de la terre, sa valeur est considérée équivalente dans le cadre de ce PAR.

Le calcul de compensation a donc été établi selon la formule suivante :

- Superficie du terrain (en m²) X Barème de la CE (en HTG) applicable pour la perte de terre.

Il faut rappeler aussi que pour compenser pour la perte de cultures sur ces mêmes terrains, des mesures de compensation additionnelles sont prévues pour couvrir la perte de cultures annuelles (Impact F - Perte directe de cultures annuelles) et la perte de culture pérenne (Impact G - Perte directe de cultures pérennes).

6.4.5.2 Option 2 - Compensation en nature pour le propriétaire de terre agricole

Dans la situation où la superficie agricole affectée représente une forte proportion (plus de 20 %) des terres agricoles du ménage et compromet significativement les moyens d'existence du ménage, une option additionnelle en nature est offerte à la PAP.

L'analyse des résultats du recensement-inventaire nous démontre que 19 PAP-propriétaires perdront plus de 20 % de l'ensemble de leurs terres agricoles. Ce seuil a été fixé dans l'objectif de s'assurer que les PAP propriétaires de terres agricoles qui perdront une superficie significative de leur agricole puissent profiter de toute l'assistance nécessaire, au besoin, pour garantir que leurs moyens de subsistance seront préservés suite à la réalisation du projet. Au total cette superficie affectée et qui pourrait être compensé en nature représente 0,7 ha. Il s'agit donc d'une superficie relativement faible dont le projet devrait faire l'acquisition (en 19 parcelles distinctes) si jamais les PAP-propriétaires éligibles optaient pour cette option de compensation.

Certains propriétaires sont potentiellement plus vulnérables en raison de la proportion importante de terre agricole qu'ils perdront (5 PAP-propriétaires perdront 50 % de l'ensemble de leurs terres agricoles).

Pour certains cas, des PAP propriétaires perdront une proportion de plus de 20 % de leur terre agricole, mais l'agriculture étant une activité secondaire pour le ménage et les superficies concernées parfois réduites (moins de 100 m²), l'impact sera moindre et n'est pas susceptible de compromettre la situation socioéconomique du ménage. L'option de compensation en nature sera néanmoins systématiquement offerte à tout PAP-propriétaire

dont la superficie agricole perdue représente plus de 20 % des terres agricoles qu'il exploite et ce peu importe sa situation.

Si cette option est retenue par la PAP concernée, le projet lui remettra un terrain à vocation agricole de superficie équivalente et avec titre de propriété officiellement enregistré. L'accord préalable du bénéficiaire sera requis avant que le projet ne procède à toute acquisition de terrain.

Le mode de calcul pour déterminer la valeur de remplacement de la terre de l'option compensation en nature est le même que celui utilisé pour l'option compensation monétaire (section 6.4.5.1).

Cette option implique par contre de mettre en place une structure de mise en œuvre du PAR un peu plus complexe et nécessite de prévoir des interventions sur une plus longue période. Les coûts associés à la gestion et la coordination de l'implantation ont été prévus afin de prévoir ces activités additionnelles.

6.4.5.3 Compensation monétaire pour le locataire de terre agricole

Le locataire, le squatter (sans filtre) et le métayer d'un terrain agricole recevra une compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location du terrain.

Le règlement de cette compensation se fera en espèce selon un montant forfaitaire correspondant au coût mensuel maximum de location enregistré actuellement dans la zone d'étude pour un terrain. Le taux de location mensuel offert en compensation pour les terrains non agricole est de 200 HTG/ha/mois (ou 0,02 HTG/m²/mois). Ce barème a été fixé à partir des résultats des enquêtes réalisées auprès des personnes affectées par le projet dans la zone d'étude.

Le coût maximal de location actuellement observé dans la zone d'étude a été retenu puisque le locataire pourrait devoir s'établir temporairement ailleurs sur le territoire selon la disponibilité de terrain, et s'incluant les secteurs où les coûts de location sont plus élevés.

Une assistance au PAP sera assurée par le Comité de Compensation du projet.

6.4.6 Impact F - Perte directe de cultures annuelles

Lors du recensement-inventaire des PAP de la RN-1, des affectations de ce type ont été constatées dans le cadre du présent PAR. Elles ont fait l'objet d'une attention particulière lors du recensement-inventaire alors que les superficies affectées en plantations variées (cultures annuelles) ont été considérées dans chacun des cas.

Des affectations pour plantations variées (cultures annuelles) ont été inventoriées dans le cadre du présent PAR pour 329 PAP (incluant 254 PAP propriétaires et 75 PAP locataires, métayer, usufruitier ou squatter).

Dans ces cas, la valeur de compensation des cultures annuelles est calculée selon le barème établi par la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC (majorée de 25 % par l'UCE) tel que mentionné précédemment. Ce barème correspond à 125 HTG/m² de superficie affectée.

Le calcul de compensation a donc été établi selon la formule suivante :

- Superficie affectée (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE (en HTG) applicable pour perte de plantations variées.

Il est important de préciser que les compensations de ce type s'appliqueront autant pour les cultures affectées en terrain privé que celles qui se trouvent dans l'emprise publique de la route.

Dans le cas de métayage, situation qui a été observée lors du recensement-inventaire, la compensation sera versée au propriétaire PAP de la terre et à l'occupant PAP au prorata correspondant de l'entente de métayage qui est souvent de *moitié-moitié* dans le cadre du présent PAR. Il faut aussi rappeler que le propriétaire du terrain recevra en plus une compensation pour la perte de terre telle que précisée à la section 6.5.4.1 du présent rapport.

6.4.7 Impact G - Perte directe de cultures pérennes

Lors du recensement-inventaire des PAP de la RN-1, des affectations de ce type ont été constatées. Elles ont fait l'objet d'une attention particulière lors du recensement-inventaire alors que les arbres affectés (cultures pérennes) ont été dénombrés dans chacun des cas.

Des pertes de cultures pérennes ont donc été inventoriées dans le cadre du présent PAR pour 490 PAP représentant un total de 4 325 arbres soit une moyenne de près de 9 arbres affectés par PAP concernée. Les principales essences inventoriées en ordre d'importance sont les manguiers, les chênes, les bananiers, les cocotiers, les orangers et les avocatsiers.

Le stade de croissance des essences a aussi été pris en considération lors du recensement-inventaire et dans le calcul de la compensation.

Bien que la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC ne tient pas spécifiquement compte de ce type d'affectation dans des situations d'expropriation pour utilité publique, et étant donné que ce type d'affection peut induire des pertes importantes pour les PAP concernées selon l'OP-710 de la Banque Interaméricaine de Développement, le présent PAR

a fait appel à un expert en la matière pour développer une grille de compensation en fonction des espèces rencontrées lors du recensement-inventaire des PAP¹⁹.

Le calcul de compensation pour perte d'arbres a été établi selon la formule suivante :

- Nombre d'arbres d'une même espèce selon recensement-inventaire X Barème établis (en HTG) applicable pour perte d'arbre selon l'espèce et le stade de croissance.

Le barème de compensation développé dans le cadre du présent PAR pour perte d'arbres qui est présenté au tableau ci-dessous a été élaboré en tenant compte de la valeur de remplacement de chaque espèce représentée et en prenant en considération le stade de croissance de l'arbre ainsi que des revenus qui sont directement associés (vente du bois et/ou des fruits).

Pour les quatre stades de croissance des espèces recensées, les éléments suivants ont été considérés pour calculer les valeurs de remplacement : la valeur du bois à la vente et la valeur de vente des fruits. Cette manière de procéder nous permet de compenser à la fois la valeur de l'arbre et la perte de revenus associée à la vente de fruits.

Le tableau 6.3 présente les barèmes retenus pour le calcul des cultures pérennes.

¹⁹ Enquêtes menées et barèmes élaborés par un expert de Erice AZ.

Tableau 6-3 Barème de compensation pour pertes d'arbres selon le stade croissance

Espèces pérennes	Période de croissance avant production (Années)	Arbre jeune non productif			Arbre jeune productif			Arbre adulte productif			Arbre adulte non productif		
		Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)
Acacia		500	0	500	3 500	0	3 500	3 800	0	3 800	4 000	0	4 000
Acajou	9 ans	750	0	750	2 000	0	2 000	7 500		7 500	7 500		7 500
Amandier		300	0	300	1 000	200	1 200	1 500	300	1 800	1 700	300	2 000
Arbre à pain	5 ans	500		500	1 500	4 037	5 537	4 001	6 907	10 908	5 000		5 000
Avocatier	5 ans	500		500	1 500	4 037	5 537	4 001	6 907	10 908	5 000		5 000
Bambou		100	0	100	200	0	200	700		700	900		900
Bananier	1 an	300		300	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0		0
Benzolive		50	0	50	75	250	325	100	300	400	50	0	50
Bois blanc	5 ans	500		500	700		700	2 000		2 000	2 500		2 500
Bois capable		500	0	500	1 800	0	1 800	2 500	0	2 500	3 000	0	3 000
Bois de fer	5 ans	500		500	2 000		2 000	3 000		3 000	4 500		4 500
Bois jaune		300	0	300	800	0	800	1 200	0	1 200	1 300	0	1 300
Bois pele		500	0	500	1 500	0	1 500	2 000	0	2 000	3 000	0	3 000
Bois rouge		300	0	300	800		800			0			0
Bwa leta		500	0	500			0			0			0
Cachimientier	6 ans	300		300	1 000	2 272	3 272	1 000	3 500	4 500	1 000	500	1 500
Caïmite		500	0	500	1 500		1 500			0			0
Cajou / Noix	5 ans	700		700	1 500	6 056	7 556	3 000	6 907	9 907	3 000	2 500	5 500
Calbassier		500	0	500	800	400	1 200	1 000	800	1 800	1 000	500	1 500
Campéchier	8 ans	500		500	1 000		1 000	3 500		3 500	5 000		5 000
Canne de bouche	1 an			0			0			0			0
Carambolier	6 ans	500		500	1 000	2 272	3 272	1 000	3 500	4 500	1 000	500	1 500
Casuarina		200		200	700		700	850		850	1 000	0	1 000
Cèdre	9 ans	500		500	1 500		1 500	5 000		5 000	7 500		7 500
Cerisier		250	0	250	600	1 100	1 700,58	600	250	850			0
Chadéquier	6 ans	500		500	2 500	3 408	5 908	3 500	6 816	10 316	3 700	2 500	6 200

Espèces pérennes	Période de croissance avant production (Années)	Arbre jeune non productif			Arbre jeune productif			Arbre adulte productif			Arbre adulte non productif		
		Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)
Chêne	9 ans	500		500	1 500		1 500	5 000		5 000	6 000		6 000
Chrispin		300		300	1 000		1 000	1 800	0	1 800	2 000		2 000
Citronnier	6 ans	500		500	2 500	3 408	5 908	3 500	6 816	10 316	2 500	1 000	3 500
Cocotier	5 ans	750		750	1 500	3 180	4 680	1 000	4 000	5 000	500		500
Corossolier	6 ans	500		500	1 000	2 272	3 272	1 000	3 500	4 500	1 000	500	1 500
Cotonnier		50		50	100	350	450	100	350	450	50		50
Eucalyptus	5 ans	500		500	1 400		1 400	3 000		3 000	3 000		3 000
Figuier		350	0	350	800	0	800	1 500	0	1 500	1 800	0	1 800
Flamboyant		300	0	300	1 500	0	1 500	2 000	0	2 000	2 000		2 000
Frêne	8 ans	500		500	1 500		1 500	3 000		3 000	3 000		3 000
Fruit à Pain (véritable)	5 ans	700		700	2 500	10 093	12 593	3 500	12 432	15 932	3 500	6 500	10 000
Glyricidia		500	0	500	1 000	0	1 000	1 200	0	1 200		1 300	0
Gommier		250	0	250	500	0	500	700	0	700	800		800
Laurier		100	0	100	125	0	125	150	0	150	150	0	150
Laurier Maron		100	0	100	125	0	125	150	0	150	150	0	150
Leucena	5 ans	500		500	1 500		1 500	3 000		3 000	3 500		3 500
Manguier	5 ans	500		500	1 700	8 521	10 221	5 000	23 024	28 024	7 000	15 000	22 000
Mombin		250	0	250	500	0	500	700	0	700	800		800
Neem	5 ans	500		500	1 000		1 000	2 000		2 000	2 800		2 800
Oranger	6 ans	500		500	2 500	3 408	5 908	3 500	6 816	10 316	3 700	3 000	6 700
Palmier	8 ans	500		500	1 000	2 272	3 272	1 700	3 000	4 700	2 500		2 500
Pamplemoussier		500		500	2 500	3 408	5 908	3 500	6 816	10 316	3 700	2 500	6 200
Pin		300		300	1 000		1 000	1 800	0	1 800	2 000		2 000
Poids doux		300		300	1 500		1 500	2 000	0	2 000	2 200		2 200
Pomme canelle		150	0	150	200	500	700	350	700	1 050	350	300	650
Quenepier		500	0	500	1 700	1 381	3 081	2 000	1 500	3 500	2 800	700	3 500
Sablier	8 ans	500		500	1 500		1 500	3 500		3 500	4 500		4 500

Espèces pérennes	Période de croissance avant production (Années)	Arbre jeune non productif			Arbre jeune productif			Arbre adulte productif			Arbre adulte non productif		
		Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)	Valeur de vente du bois (HTG)	Valeur des fruits/an (HTG)	Valeur de la compensation / arbre TOTAL (HTG)
Saman	8 ans	500		500	1 500		1 500	3 500		3 500	4 500		4 500
Sapin		500	0	500	3 700	0	3 700	4 000	0	4 000	4 000	0	4 000
Sirouellier	6 ans	500		500	2 500	3 408	5 908	3 000	4 544	7 544	2 000	1 500	3 500
Sucrin	8 ans	500		500	1 500		1 500	3 500		3 500	4 500		4 500
Taverneau	9 ans	500		500	2 500		2 500	4 700		4 700	6 000		6 000
Trompette		200	0	200	750		750	1 200		1 200	1 300		1 300
Vapab				0			0			0			0

Source : Erice A2, octobre 2013.

6.4.8 Impact H - Perte de structure variée

Des situations répondant à ce type d'impact ont été identifiées lors des enquêtes réalisées en juin 2012 et lors du recensement-inventaire de juillet-octobre 2012. Bien que la législation en Haïti ne considère aucune compensation liée à ce type d'impact rencontré sur le domaine public, la pratique usuelle de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC est généralement d'offrir à cette catégorie de PAP le même type de compensation qu'aux PAP se trouvant sur des terrains privés, modalité qui sera respectée dans la mise en œuvre du présent PAR.

Des affectations de structures variées (annexes, cuisines, murs, clôtures, haies vives) ont été inventoriées sur 211 structures dans le cadre du présent PAR pour 184 PAP propriétaires de structures différents. Ces structures étant des structures fixes et ne pouvant être déplacées, elles devront être détruites préalablement aux travaux.

La CE dispose d'une charte de barèmes de compensation par mètres carrés de construction s'appliquant aux différentes structures en fonction de la nature de la structure affectée. Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette charte, actualisée en octobre 2013 par l'UCE, correspond au prix de remplacement établi pour les structures affectées et est utilisée dans le calcul des compensations offertes par la CE dans les cas d'expropriation.

Bien qu'il ne s'agisse pas toujours de cas d'expropriations à proprement dit puisque les structures affectées se trouvent parfois partiellement ou totalement dans l'emprise publique de la route actuelle, la méthodologie de calcul utilisée par la CE sera appliquée sans égard à la légalité du statut d'occupation par les PAP des terrains affectés par le projet en application de la norme OP-710 de la BID.

La méthodologie de calcul des compensations pour les PAP identifiée pour cet impact s'harmonisera donc avec la pratique usuelle de la CE en la matière (les barèmes de 2011 ont été majorés de 25 % suivant les indications de l'UCE). Le tableau 6.2 présente les barèmes applicables pour les différentes catégories de bâtiments (annexes, cuisines). Le tableau 6.4 présente les barèmes visant à calculer les compensations selon le type de structure autre que les bâtiments. À noter que la valeur supérieure de l'intervalle du barème de compensation a toujours été retenue pour le calcul de la compensation.

Pour certaine structure absente des barèmes de la CE, des barèmes ont été établis par des experts en bâtiment et en structure tout en se basant sur les méthodes de calculs de la CE.

Le calcul de compensation a donc été établi selon la formule suivante :

- Superficie de la structure affectée (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE (en HTG) applicable à la nature de la structure pour perte de structures et/ou équipements.

Dans les cas qui nous intéressent ici, le calcul de la compensation offerte couvrira la valeur de remplacement de la structure affectée, mais il est entendu que la PAP pourrait également procéder à la récupération des matériaux de construction de la structure affectée avant que l'on procède au démantèlement de la structure. Cette modalité supplémentaire vise à favoriser la PAP même si la valeur totale de la compensation couvre tous les matériaux de construction incluant ceux qui pourraient être récupérés par la PAP.

Tableau 6-4 Barème de compensation pour la perte de structures variées

NO	Type de structure	Valeur de remplacement (HTG/m ²)
1	Clôture de composition variée ⁽¹⁾	2 600
2	Mur de composition variée	2 600
3	Haie vive	650
4	Autres structures diverses (escalier, terrasse)	2 600

Source : (1) Commission d'expropriations du MTPTEC (2011). Les barèmes de 2011 ont été majorés de 25 % suite aux indications fournies par l'UCE en ce sens.

6.4.9 Impact I - Déplacement d'installation temporaire facilement démontable

Bien que la législation et les pratiques usuelles en Haïti ne considèrent aucune assistance au déplacement de structure démontable sur la parcelle existante, le présent PAR a élaboré les stratégies d'assistance au déplacement qui seront offertes aux PAP en application de la norme OP-710 de la BID.

Dans le contexte de la mise en œuvre du présent PAR, 78 structures, qui sont la propriété de 76 PAP-proprétaires différents, sont concernées par cette modalité et devront déplacer une structure afin de procéder aux travaux de réhabilitation de la RN-1. Puisque ces structures peuvent être facilement démontées et déménagées aucune compensation pour la perte de bien n'est applicable. Ces structures comprennent en particulier les guérites, ateliers, kiosques, cuisines, latrines, soit des structures facilement démontables composées d'un amalgame de différents matériaux tel que le bois, la tôle, les tissus, le carton et le plastique. Il s'agit pour la majorité de structure le plus souvent rudimentaire et installée en bordure de route, dans l'emprise publique ou non, par les petits commerçants.

Quoi qu'il en soit, une compensation sera prévue dans chacun des cas afin de prendre en compte le démantèlement et le déplacement d'une structure.

Le règlement de cette compensation se fera en espèce selon un montant forfaitaire correspondant au type de structure à déplacer :

1. Petite structure démontable : 5 000 gourdes (HTG).
2. Structure démontable de plus grande envergure : 7 500 (HTG).

Dans les cas qui nous intéressent, ces sommes sont jugées largement suffisantes pour couvrir les frais des services disponibles à cette fin dans la zone d'intervention et pour effectuer de manière sécuritaire le déplacement de la structure.

Il faut aussi rappeler qu'en présence d'activité commerciale, des mesures de compensation transitoires sont prévues pour les propriétaires et les employés. Cette mesure complémentaire est traitée à la section 6.4.10 (Impact J - Perte directe de réalisation d'une activité économique). De plus, les propriétaires de terrains éventuels sur lesquels ces structures temporaires sont installées recevront une compensation pour la perte de terrain selon les modalités précisées à la section 6.4.4 (Impact D).

6.4.10 Impact J - Perte directe de réalisation d'une activité économique

Bien que la législation et les pratiques usuelles en Haïti ne considèrent aucune compensation liée à ce type d'impact, qu'il soit rencontré sur des terrains privés ou sur le domaine public, le présent PAR a élaboré les stratégies de compensation qui rendent compte de ce type d'impact en application de la norme OP-710 de la Banque Interaméricaine de Développement.

Lors du recensement-inventaire d'octobre 2013, il a été observé que 81 bâtiments et structures étaient utilisés dans un objectif commercial. 68 de ces structures (84 %) sont représentées par des structures temporaires facilement démontables et déménageables. Aucune perte directe de réalisation d'une activité économique pour les propriétaires et/ou locataires éventuels de ces structures n'est donc anticipée.

La perte de revenus issus d'une activité économique concerne plutôt les commerces établis dans des structures permanentes (d'usage commercial ou résidentiel) qui devront être détruites et reconstruites sur la même parcelle affectée ou à un autre emplacement. Cette situation concerne 25 PAP dont 15 propriétaires et 10 locataires de commerces qui sont susceptibles de subir une interruption prolongée de leurs activités économiques. À cela s'ajoute 30 PAP employés des différents commerces qui sont susceptibles de perdre une source de revenus salariale lors de la réalisation du projet.

Le principe de base de la compensation vise à offrir aux PAP (propriétaires, locataires et employé/e/s si applicable) les conditions leur assurant des revenus suffisants durant une période adéquate de transition qui permettrait la réinstallation complète de l'activité dans un autre lieu de leur choix. Selon les différents types d'activités commerciales inventoriées dans le cadre du présent PAR, une période de trois (3) mois est jugée suffisante pour permettre le redémarrage et la consolidation de l'activité vers un autre lieu.

Afin de déterminer les revenus affectés directement par le déplacement involontaire de l'activité économique, il convient de connaître les revenus mensuels du propriétaire et de ses employé/e/s (si applicable) au moment du recensement-inventaire des PAP qui fait office de date limite d'éligibilité ou *cut-off date* dans le cadre de la mise en œuvre du PAR. Comme il

s'agit généralement d'activités réalisées dans le secteur informel de l'économie, caractérisé par l'absence de documentation vérifiable, les déclarations des PAP quant aux revenus liés à l'activité affectée devront, au besoin, faire l'objet de vérifications en relation avec le type d'activité réalisée.

L'établissement du revenu mensuel servira de référence pour le calcul de la compensation. Afin de prendre en compte toutes autres dépenses directes ou indirectes qui pourraient être liées à la réinstallation et à la consolidation de l'activité, un ajout de 5 % sera considéré suffisant pour couvrir l'ensemble des situations.

Pour la PAP Propriétaire, le calcul de compensation est donc établi de la façon suivante :

- [Revenu mensuel de l'activité affectée + 5 % du revenu mensuel de l'activité affectée (dépenses liées à la réinstallation)] X 3 (mois).

Pour la PAP Employé/e, le calcul de compensation est donc établi de la façon suivante :

[Salaire mensuel affecté + 5 % du salaire mensuel affecté (dépenses liées à la réinstallation)] X 3 (mois).

6.4.11 Impact K - Perte de bien communautaire

Des biens communautaires seront affectés par le projet. Il s'agit ici des biens ou structures qui devront être détruits en raison de la réalisation du projet. Tel que souhaité par les communautés affectées par la perte de ces structures et biens communautaires, une forme de compensation en nature sera appliquée. Les biens communautaires affectés seront reconstruits à la charge du projet en dehors de la zone affectée et après que les autorités locales et les bénéficiaires de ces biens aient défini le lieu de reconstruction du bien affecté et les différentes modalités de reconstruction en accord avec les principes établis dans le présent PAR.

L'UCE mettra en œuvre, à travers le présent PAR, les activités nécessaires pour assurer la reconstruction et le remplacement des biens communautaires affectés.

Les barèmes actualisés de la CE (barème actualisé en octobre 2013 par l'UCE) seront utilisés pour calculer la valeur de remplacement des bâtiments communautaires affectés qui se retrouvent dans les catégories de la CE (tableau 6.2). Certains biens communautaires (points d'eau, etc.) n'ayant pas de barèmes de compensation d'établis par la CE, des barèmes ont été fixés par des experts du Groupement en la matière.

Les mesures de compensation pour assurer le remplacement des biens communautaires affectés comprendront :

- a. Acquisition de terrain par le projet ;
- b. Reconstruction par le projet des actifs affectés à la valeur de remplacement ;



- c. Assistance à la communauté affectée par le Comité de Compensation du projet.

Une fois reconstruit, le bien communautaire sera remis à la communauté affectée sur un terrain de superficie équivalente et avec titre de propriété officiellement enregistré.

L'UCE assurera le suivi de la mise en place de ces mesures de compensation afin de garantir que les communautés concernées pourront à nouveau profiter des biens communautaires affectés et sans interruption.

6.5 PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

6.5.1 Critères pour déterminer la situation de vulnérabilité

Tel que mentionné aux sections 6.3 et 6.4, des mesures de compensation additionnelles ont été élaborées afin de permettre aux personnes potentiellement en situation de vulnérabilité face au processus de réinstallation d'avoir suffisamment d'options pour garantir le rétablissement de leurs moyens d'existence de manière durable et dans un délai raisonnable.

Toute personne jugée vulnérable en raison du processus de compensation-réinstallation, que ce soit lié à l'envergure des impacts anticipés ou à la situation propre et potentiellement précaire de la personne concernée, se voit offrir différentes options de compensation afin de réduire les risques que le projet affecte négativement et de façon significative les moyens d'existence de ces personnes vulnérables.

Les principaux critères retenus pour identifier les personnes en situation de vulnérabilité sont les suivants :

- ♦ **Vulnérabilité associée à l'envergure de l'impact**
 - Les chefs de ménage et les personnes à sa charge devant être réinstallés hors de la parcelle affectée
 - Les propriétaires de parcelles perdant de façon permanente une portion significative de terres agricoles
- ♦ Vulnérabilité associée à la situation propre au PAP affecté
 - Personnes âgées solitaires :
 - Chefs de ménage âgés de 60 ans ou plus (homme ou femme)
 - Ne possèdent pas d'enfants ou de conjoints

Note : Il sera également important d'identifier les ménages qui prennent en charge une personne âgée n'ayant pas de lien de parenté avec le chef de ménage. Un suivi particulier de ces ménages devra être assuré par le Comité de Compensation.



- Femmes-chefs de ménage sans titre de propriété :
 - o Femmes-chefs de ménage
 - o Non-propriétaires du bâtiment ou de la structure affectés
 - o Non-propriétaires de la parcelle agricole affectée

Note : Il sera également important d'identifier les chefs de ménages (homme et femme) en concubinage, car un suivi particulier devra être assuré par le Comité de Compensation, notamment pour le partage équitable de la compensation entre hommes et femmes ainsi que pour éviter des risques d'abandon de femmes en concubinage.

- Agriculteurs sans terre :
 - o Chefs de ménage dont l'activité principale est l'agriculture
 - o Ne disposent pas d'autres terres agricoles que la parcelle affectée exploitée
 - o Non-propriétaires de la parcelle agricole affectée
- Personnes souffrant d'un handicap :
 - o Chefs de ménage souffrant d'un handicap

Note : Il sera également important d'identifier les ménages qui prennent en charge une personne souffrant d'un handicap et qui n'a pas de lien de parenté avec le chef de ménage. Un suivi particulier devra être assuré par le Comité de Compensation.

6.5.2 Assistance additionnelle aux groupes vulnérables

Dans l'élaboration de ses modalités d'intervention et de communication, le présent PAR a tenu compte de ces principales vulnérabilités appréhendées afin d'adapter les modalités et instruments opérationnels en fonction de chacune d'elles.

En plus des mesures de compensation qui ont été proposées aux PAP en situation de vulnérabilité tel que décrit à la section précédente, des mesures additionnelles d'accompagnement seront mises en place assister les PAP présentant une certaine vulnérabilité tout au long du processus de compensation.

Les enquêtes réalisées lors du recensement-inventaire des PAP ont permis d'identifier des situations de vulnérabilité sur lesquelles il serait important de porter une attention spéciale durant l'implantation du présent PAR. Ces situations et les mesures d'accompagnements proposées sont décrites ci-après.

Faible niveau d'alphabétisation fonctionnelle

La prise en compte de cette réalité nationale est un élément fondamental dans la mise en place d'un système de communication efficace à toutes les étapes du processus de compensation auprès des PAP.

Bien que les principaux instruments liés à ce processus seront produits également en créole, chacune des étapes du processus fera également l'objet d'une présentation-explication orale auprès de chaque PAP. L'importance de la date d'éligibilité, la méthodologie de calcul des compensations, la *Procédure de Gestion des Plaintes* (PGP), la présentation des *Ententes de Compensation*, seront autant d'éléments qui feront objet de la présentation-explication en groupe lors de l'assemblée publique initiale, et sur lesquels il sera possible de revenir à tous moments au besoin avec des clarifications en privé ou lors des séances individuelles de présentation des *Ententes de Compensation*.

Lors de la signature des *Ententes de Compensation*, il sera évidemment possible pour chaque PAP de signer les documents prévus de la manière qu'elle peut le faire sans préjudice eu égard à son faible niveau d'alphabétisation fonctionnelle. La présence de plusieurs témoins cosignataires lors de cette activité a été prévue pour assurer la transparence du processus de compensation, mais également pour servir de garantie de l'adhésion volontaire de la PAP lors de cette étape cruciale.

Absence de document d'identification

L'absence de document personnel d'identification est une caractéristique qui touche un nombre significatif de personnes en Haïti et dont il faut tenir compte à différents moments de la mise en œuvre du PAR.

La participation des représentant/e/s de CASEC ou de la Mairie de Plaisance au sein du processus est d'une grande utilité puisqu'il s'agit de personnes élues dans la collectivité locale de proximité capables de reconnaître ou qui possèdent le réseau nécessaire pour permettre la reconnaissance des PAP en absence de tout document d'identification.

Certaines personnes possèdent des documents d'identification (périmés ou non) qui permettent tout de même de les identifier aux fins du processus de compensation, mais ces documents ne sont pas acceptés par les institutions bancaires nationales au moment de changer les chèques qui, pour ce qui concerne les règlements en espèce, ont été favorisés pour des raisons de sécurité.

Afin de prendre en compte ces deux types de situation (sans document ou bien document non valide pour la banque), une assistance sera offerte au PAP afin qu'il puisse obtenir les documents officiels requis. De plus, les ententes de compensations permettront d'identifier une personne au choix du PAP qui possède un document d'identification formel qui recevra en son nom le montant de la compensation qui lui est attribué. En incorporant cette modalité

au document d'*Entente de Compensation*, on offre ainsi un choix de remplacement lié au manque de document, mais on évite également tout autre document similaire qui pourrait être réalisé sous la pression à l'extérieur du cadre prévu.

Problèmes de mobilité liés aux conditions physiques ou de santé

Toutes sortes de raisons peuvent limiter la mobilité de certaines PAP lors de l'implantation du PAR : femmes enceintes, mobilité réduite en raison de l'âge, etc. Cette situation peut empêcher la PAP de participer directement à certaines étapes ce qui risquerait de compromettre la réception de la compensation qui lui est attribuée.

Dans le but de prévoir ce genre de situation et de garantir les droits de la PAP tout au long du processus, il sera permis que la PAP soit représentée par un tiers possédant les qualités requises (notamment possession d'un document d'identification valide et que celle-ci soit reconnue par le/la représentant/e du CASEC concerné ou de la Mairie de Plaisance).

Autres vulnérabilités

Hormis les principales vulnérabilités observées antérieurement, le présent PAR s'est engagé dans une dynamique d'interrelation entre différents acteurs (les PAP, les membres du *Comité de Compensation*, les représentant/e/s de l'UCE et du CE, du CASEC concerné, de la Mairie de Plaisance, et du Groupement SNC-Lavalin inc. / LGL S.A.) qui rend possible la prise en compte d'autres vulnérabilités qui pourraient apparaître à différentes étapes du processus.

6.6 DISPONIBILITÉ DE TERRAINS DE REMPLACEMENT

Tel que présenté aux sections précédentes, 32 PAP propriétaires de bâtiment résidentiel devront se réinstaller hors de la parcelle affectée faute d'espace suffisant pour reconstruire le bâtiment sur la parcelle affectée par le projet. Compte tenu de l'envergure de l'impact qu'implique une réinstallation complète du bâtiment résidentiel sur le ménage, une option de compensation en nature est proposée pour ces PAP. Dans la mesure où l'ensemble des PAP éligibles opte pour cette option, le projet devra procéder à l'acquisition de nouveaux terrains pour assurer la reconstruction des bâtiments.

Le projet entraînera de plus la perte de 3,8 ha de terre d'usage non agricole et de 11,3 ha de terre d'usage agricole. Pour la perte de terre agricole, et tel que précisé à la section 6.4.5, le projet offrira une compensation en nature pour les PAP se retrouvant dans une situation potentiellement précaire suite à la perte d'une proportion importante de leurs terres agricoles (soit 19 PAP). Dans la mesure où tous les PAP éligibles opteraient pour cette forme de compensation, 0,7 ha devront être acquis par le projet pour compenser les PAP.

Dans le but de vérifier la disponibilité de terres de remplacement dans la zone du projet, le Consultant Erice AZ a réalisé des consultations au niveau de Ennery et de Plaisance, afin de vérifier la disponibilité de terrains dans la zone du projet.

Suite à ces consultations menées auprès des autorités locales et de notaires établis dans la zone du projet il a été confirmé que des terrains étaient disponibles pour la reconstruction de logements en zone urbaine. Les zones de disponibilité de terrain sont les suivantes : Cité Leclerc et Tessier zone bas Cimetière ; Rue de la Poudrière prolongée, après le Tribunal de Paix ; Rue St Jean Prolongée, proche du Centre Ville ; la Trouble (5e Section) et la Communauté de Pillate.

Pour la zone rurale entre le pont de Plaisance et la ville de Ennery, des terrains sont aussi disponibles et des propriétaires prêts à en vendre.

En définitive, les enquêtes menées ont permis de confirmer que des terrains de remplacement sont disponibles dans la zone du projet.

6.7 MESURES DE COMPENSATION COMPLÉMENTAIRES

Des mesures d'accompagnement complémentaires seront mises en place et seront sous la responsabilité de l'UCE et du Comité de Compensation. Elles se veulent complémentaires aux mesures de compensations directes offertes aux PAP (section 6.4) et vise à contribuer au rétablissement, et si possible à l'amélioration des moyens d'existence et du cadre de vie des populations affectées par le projet en général tout en assurant une mise en œuvre efficiente du PAR. Elles seront sous la responsabilité de l'UCE et du Comité de Compensation. Les mesures complémentaires suivantes sont proposées :

- Mise à la disposition des PAP d'une liste de logements disponibles aux locataires déplacés, d'une liste de locaux en location pour les locataires de commerces déplacés et d'une liste des opportunités d'emploi pour les travailleurs agricoles affectés ;
- Participation dans les programmes *Cash-for-Work* visant la zone en privilégiant les PAP. Ceci permettrait aux personnes affectées par le projet d'obtenir des revenus d'emploi temporaire. Cette mesure est toutefois adaptée surtout aux PAP qui résident dans la zone du projet. Les modalités de participation et les coûts associés seront à préciser en fonction des possibilités lors de l'exécution des travaux et dépendront de la durée et des besoins du projet ;

Il reviendra à l'UCE, en collaboration avec le Comité de Compensation, de les mettre en œuvre en cours d'exécution du PAR et selon les besoins qui seront exprimés par les PAP à ce moment.

6.8 PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET (PAP) ET CALCUL DES COMPENSATIONS

Le tableau ci-dessous présente les Personnes Affectées par le Projet (PAP) dans le cadre du présent PAR ainsi que les compensations pour chacune d'elle et pour chaque type

d'affectation qui ont été calculées en fonction des critères et modalités exposées dans les sections précédentes de ce chapitre.

Dans le cadre du présent PAR, un total de **752 PAP** se verront remettre des compensations pour une valeur totale de **131 748 258 HTG** en fonction des différentes affectations établies par le biais du recensement-inventaire en date du 21 octobre 2013.

Lors de la mise en œuvre du PAR, cet outil permettra à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), en collaboration avec la Commission d'Expropriation (CE) du MPTPEC, de procéder de façon efficace au règlement des compensations aux PAP tout en assurant le niveau de transparence requis par la politique OP-710 de la Banque Interaméricaine de Développement en matière de réinstallation involontaire.

Dans le processus de règlement des compensations, la CE jouera un rôle prépondérant puisqu'il lui incombe de valider au préalable les titres de propriété des PAP qui recevront des compensations pour perte de terre.

L'annexe G présente la liste détaillée des personnes affectées par le projet par type d'impact et selon les compensations à octroyer.

6.9 RÈGLEMENT DES COMPENSATIONS

6.9.1 Ententes de Compensation

Pour chaque personne ou ménage concerné, une Entente de Compensation sera établie par l'UCE sur la base des résultats du recensement-inventaire des PAP et en fonction de la stratégie de compensation-réinstallation décrite précédemment.

Il est entendu que l'UCE mettra sur demande à disposition du Comité de Compensation les ententes afin que celui-ci puisse jouer efficacement son rôle lors de la mise en œuvre du PAR.

L'Entente de Compensation contient minimalement les informations suivantes :

- L'identité de l'individu éligible à la compensation ainsi que des informations suffisantes pour permettre de l'identifier ;
- L'identité de l'individu mandaté par la PAP pour recevoir en son nom la compensation si elle le désire ainsi que des informations suffisantes pour permettre de l'identifier ;
- Le résultat des biens affectés inventoriés ;
- Le résultat de l'évaluation économique de chaque bien affecté ;
- Le montant total de la compensation ;
- Les options de compensation, lorsqu'applicables ;

- Les options de règlement des compensations en espèce (un seul versement ou plusieurs versements) proposées à la PAP ;
- La période de règlement de compensation ;
- La période de désoccupation ;
- Les indications requises pour que la PAP puisse accéder au besoin à la Procédure de Gestion des Plaintes (PGP) ;
- Les signatures des parties de l'Entente de Compensation soit la PAP et le/la représentant(e) de l'UCE ;
- Les signatures de deux (2) témoins de l'Entente de Compensation soit le/la représentant(e) d'un CASEC concerné ou de la Mairie et un membre du Comité de Compensation du PAR ;
- Des preuves signées en deux (2) copies de l'Entente de Compensation.

L'Entente de Compensation sera remise sous forme écrite (version bilingue français/créole) et lue à voix haute et expliquée en créole et/ou français selon la préférence de la PAP.

La PAP conservera une copie dûment signée de l'Entente de Compensation qu'elle devra présenter lors du règlement de la compensation.

6.9.2 Règlement des compensations

Une fois que l'UCE et la PAP auront convenu d'une *Entente de Compensation*, les compensations monétaires se payeront en espèce selon la préférence des PAP (un seul versement ou plusieurs versements) et tel que stipulé dans l'Entente de Compensation.

Le paiement des compensations se fera par l'entremise de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTEC qui effectuera la vérification des titres de propriété correspondants lors des séances de règlement.

Toutes les compensations seront payées par chèque en gourdes haïtiennes (HTG).

Tous les paiements devront être dûment enregistrés.

Selon l'importance de la somme à payer, et si elle est jugée par la PAP trop importante par rapport à la capacité de l'intéressée à gérer des sommes élevées, le paiement pourra être effectué en plusieurs versements dans le cas où la PAP aurait privilégié cette formule lors de l'établissement de l'Entente de Compensation.

La compensation sera donc remise directement en un seul paiement ou en plusieurs versements si la PAP le désire. Le paiement se fera directement à la PAP ou à une personne désignée par écrit par elle, et en présence de témoins, lors de la signature de l'Entente de Compensation.

Une date, ou une période déterminée sera convenue conjointement pour effectuer le règlement des compensations et tel que précisé auparavant, cette information sera consignée à même l'Entente de Compensation conclue avec chaque PAP.

La date limite de désoccupation des lieux affectés sera mentionnée. Celle-ci devra être réalisée après le règlement des compensations à l'intérieur d'une période maximale de six (6) semaines après la période de règlement entendue.

Dans le cas de la compensation en nature, l'UCE mettra en place toutes les activités nécessaires afin de réaliser l'acquisition de terrain, obtenir les titres de propriété et s'assurer de la construction des bâtiments à compenser le cas échéant.

La remise d'un terrain de superficie équivalente à la superficie perdue avec titre de propriété officiellement enregistré et/ou la remise au PAP d'un bâtiment reconstruit à sa valeur de remplacement seront remises au PAP sera assuré par le projet.

6.10 PROCÉDURE DE GESTION DES PLAINTES (PGP)

La Procédure de Gestion des Plaintes peut s'appliquer dans plusieurs situations et notamment, en absence de compensation ou lorsque des personnes se sentent lésées par rapport aux compensations calculées.

La Procédure de Gestion des Plaintes consiste à résoudre les plaintes aussi rapidement et amicalement que possible à travers un accord mutuel entre les deux parties. Durant le processus d'implantation du PAR, l'UCE établit une Entente de Compensation avec la personne concernée afin de formaliser un accord.

Si les négociations s'avèrent difficiles, les parties pourront faire appel au Comité de Compensation afin d'obtenir de l'assistance dans les discussions. Si un Comité Local de Médiation s'avérait nécessaire pour régler un cas particulier, l'UCE pourrait le mettre en place avec l'assistance du CASEC concerné ou de la Mairie de Plaisance. Le dernier recours sera de faire appel à la justice haïtienne.

Compte tenu du faible taux d'alphabétisation dans la zone d'intervention du projet, les étapes d'enregistrement et de traitement des plaintes doivent être flexibles pour permettre aux plaignant/e/s de soumettre divers types de preuves, sous forme écrite ou orale et à l'intérieur d'un délai étendu.

Ainsi, la Procédure de Gestion des Plaintes, qui devra être présentée aux PAP lors de l'Assemblée publique avec les PAP et au moment de la signature de l'Entente de Compensation, prendra la forme suivante :

- Le/la plaignant/e communique sa plainte officielle par écrit ou oral à son CASEC ou à la Mairie de Plaisance ;

- Le CASEC ou la Mairie qui reçoit la plainte consigne dans un formulaire à cet effet (voir annexe E) les informations relatives de ladite plainte qu'il remet à l'UCE dans un délai maximum d'une (1) semaine en émettant sur le même formulaire un avis sur le bien-fondé des arguments du/de la plaignant/e et sur les pistes de règlement possibles qu'il privilégie le cas échéant ;
- Dans le cas où le/la plaignant/e ne serait pas disposé/e à signaler sa plainte par l'entremise de son CASEC ou de la Mairie, il est toujours possible de la présenter directement à l'UCE qui consignera les informations pertinentes sur le formulaire prévu à cet effet ;
- L'UCE enregistre la plainte dans un Registre des Plaintes établi à cet effet qu'il met à disposition du Comité de Compensation sur demande. L'UCE doit actualiser le Registre des Plaintes à chaque nouvelle étape de gestion d'une plainte ;
- Après étude du cas présenté, l'UCE émet une décision sur la plainte et, le cas échéant, propose une nouvelle Entente de Compensation qu'il présente au/à la plaignant/e dans un délai maximum de deux (2) semaines après réception de la plainte ;
- Si le/la plaignant/e est satisfait/e de la réponse de l'UCE, il/elle doit notifier que sa doléance est close dans un délai maximum d'une (1) semaine ;
- Si le/la plaignant/e est insatisfait/e de la réponse de l'UCE, il/elle doit notifier dans un délai maximum d'une (1) semaine que sa doléance est toujours valide. Dans cette circonstance, une proposition de règlement final sera élaborée par l'UCE et entérinée à majorité simple des membres du Comité de Compensation dans un délai maximum de trois (3) semaines ;
- Si le/la plaignant/e est satisfait/e de la proposition finale de l'UCE, il/elle doit notifier que sa doléance est close dans un délai maximum d'une (1) semaine ;
- Si un *Comité local de Médiation* s'avérerait nécessaire pour régler un cas particulier, l'UCE pourrait le mettre en place avec l'assistance des CASEC concernés et de la Mairie de Plaisance ;
- Si au terme de ce processus les parties ne sont arrivées à aucun accord, toute compensation en instance sera payée, et le dossier sera clos et dans ce cas, le/la plaignant/e pourra remettre le dossier au tribunal.

Comme c'est souvent le cas, les populations rurales peuvent prendre un certain temps avant de décider de porter plainte. La Procédure de Gestion des Plaintes prévoit de laisser aux personnes jusqu'à 30 jours à partir de la dernière journée de la période de paiement des compensations établie par l'UCE.

Des versions française et créole de la Procédure de Gestion des Plaintes (PGP) ont été élaborées (voir annexe E) et seront mises à disposition des représentant/e/s des CASEC concernés, de la Mairie de Plaisance et des PAP pendant tout le processus.

7. IMPLANTATION DU PAR

Puisque ce projet implique une procédure d'expropriation dans le cadre d'une Déclaration d'utilité publique (DUP), la responsabilité de la mise en œuvre du PAR incombe à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) en coordination avec la Commission d'Expropriation (CE) toutes deux relevant du MTPTEC. Au besoin, et selon des modalités à définir, le Groupement SNC-Lavalin inc. / LGL S.A., qui a réalisé le présent PAR, pourrait apporter une assistance technique à l'UCE lors de son implantation.

7.1 RÔLE DE L'UCE

L'UCE est responsable de faire respecter les engagements contenus dans le présent PAR et d'assurer son exécution en étroite collaboration avec la Commission d'Expropriation (CE) en conformité avec les politiques de la BID et des lois et règlements applicables.

Pour s'occuper spécifiquement des réseaux routiers, l'Unité Centrale d'Exécution est une structure mise en place par le MTPTEC, en dérogation de la loi 1983, et qui coordonne avec les Directions départementales les programmes d'interventions pour la réhabilitation des routes rurales.

Opérationnelle depuis 2003, l'UCE exerce les attributions relatives à l'administration du projet, par délégation du MTPTEC et sous contrôle de celui-ci. Elle rend compte à la Direction Générale du MTPTEC et elle a la responsabilité de la planification et de la programmation des travaux sur la RN-1.

L'UCE vise à gérer le programme de compensation pour les biens affectés par le projet financé par la BID conformément aux termes de ce PAR.

Comme il ne s'agit pas d'une première expérience en la matière pour l'UCE, l'appropriation par l'UCE des différents processus et notamment en ce qui concerne la coordination auprès de la *Commission d'Expropriation* (CE) du MTPTEC a déjà été réalisée.

7.2 ASSISTANCE TECHNIQUE À L'UCE

Bien que l'UCE soit la responsable de la mise en œuvre du présent PAR, celle-ci devra s'adjoindre des services externes nécessaires pour des appuis spécialement lors des étapes différentes étapes de mise en œuvre du PAR tel que présentées à la section 7.5.

L'UCE sera responsable de sélectionner un consultant pour l'appuyer dans la mise en œuvre du présent PAR. L'UCE devra préparer des termes de références qui définiront précisément les prestations attendues de ce consultant.

7.3 COMITÉ DE COMPENSATION

Un Comité de Compensation sera formé pour la mise en œuvre de ce PAR.

Les membres actifs du Comité seront :

1. Deux (2) représentant/e/s de l'UCE ;
2. Deux (2) représentant/e/s des CASEC concernés ou de la Mairie de Plaisance ;
3. Deux (2) membres des PAP désigné/e/s en Assemblée publique par l'ensemble des PAP du présent PAR.

7.4 RÔLES DES MEMBRES DU COMITÉ DE COMPENSATION

Le Comité de Compensation s'assurera de la transparence du processus de compensation et du bon déroulement du PAR en général et pourra intervenir à la demande de l'UCE ou des PAP à différentes étapes de la Procédure de Gestion des Plaintes (PGP).

7.4.1 Deux représentant/e/s de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du MTPTEC

Deux représentants de l'UCE du MTPTEC seront désignés pour représenter l'UCE au sein du Comité de Compensation. Ces deux représentants devront avoir une connaissance approfondie du présent PAR et avoir l'expérience dans la mise en œuvre de plan d'action de réinstallation.

Les représentants de l'UCE au sein du Comité de Compensation s'assureront que les engagements contenus dans le présent PAR sont respectés.

7.4.2 Les représentant/e/s des CASEC concernés ou de la Mairie de Plaisance

Les représentant/e/s des CASEC concernés ou de la Mairie de Plaisance agiront comme véhicule de communication entre les PAP et, à la demande de celles-ci, pourraient agir de porte-parole afin d'assurer que le processus se déroule de manière équitable et transparente.

Les représentant/e/s seront chargés de :

1. Du suivi de la bonne application du PAR dans l'ensemble de ces aspects ;
2. De faire des propositions à l'UCE en charge de l'exécution du PAR ;
3. De favoriser la bonne transmission des informations et demandes du Comité de Compensation à la population et inversement ;
4. De mobiliser les PAP sur les actions impliquées par le PAR ;
5. D'assister l'UCE dans les tâches qui lui sont confiées ;
6. De concilier les intérêts de l'ensemble des parties prenantes du PAR ;
7. De concilier les intérêts de toutes les PAP dans la section communale d'intervention ;
8. De collecter et réacheminer les plaintes reliées à l'exécution du PAR et de participer à la résolution de ces plaintes.

7.5 ÉVALUATION ET SUIVI DU PAR

L'évaluation et suivi sont des activités importantes du PAR. L'évaluation visera à atteindre les objectifs suivants :

1. Évaluation générale de la conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le PAR ;
2. Évaluation de la conformité de l'exécution avec les lois et règlements nationaux, ainsi qu'avec la politique OP-710 de la Banque Interaméricaine de Développement ;
3. Évaluation des procédures mises en œuvre pour les compensations ;
4. Évaluation de l'adéquation des compensations par rapport aux pertes subies ;
5. Évaluation de l'impact du PAR sur les revenus, les niveaux de vie, et les moyens d'existence, en particulier par rapport à l'exigence de l'OP-710 sur le maintien des niveaux de vie à leur niveau précédent ;
6. Évaluation des actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi.

L'évaluation est réalisée par l'UCE et entreprise immédiatement après le règlement des compensations et, le cas échéant, après la réinstallation des PAP.

7.5.1 Principaux critères de suivi-évaluation

Pour évaluer les performances du PAR, on se réfère à des critères tels que :

1. L'efficacité : appréciation des écarts entre les prévisions et les réalisations ;
2. L'impact : appréciation des effets du PAR sur l'environnement au sens large (impact économique, technique, social, culturel, écologique, etc.) ;
3. La viabilité : appréciation de la capacité des actions à se poursuivre lorsque les appuis extérieurs auront cessé ;
4. La stratégie d'intervention : efficacité de la stratégie suivie ;
5. La participation / satisfaction des bénéficiaires.

L'évaluation des objectifs assignés à un projet nécessite leur traduction en indicateurs mesurables, vérifiables et fiables. Certains de ces indicateurs représentent une agrégation des informations qui seront collectées par un système de suivi physique et financier et d'autres indicateurs nécessiteront une saisie spécifique et cyclique d'informations à collecter à un niveau plus élémentaire de la zone d'intervention du projet.

Dans le cadre du suivi, certains indicateurs globaux seront utilisés, notamment :

1. Nombre de ménages et de personnes affectées par les activités du projet ;
2. Nombre de ménages compensés par le PAR ;

3. Montant total des compensations payées ;
4. Satisfaction des PAP quant aux compensations reçues par rapport aux pertes subies ;
5. Nombre de plaintes reçues et nombre de plaintes traitées et résolues.

7.6 CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE

Comme nous l'avons précisé auparavant, les travaux de réhabilitation du tronçon Ennery/Plaisance de la RN-1 devraient débuter en janvier 2013 et s'échelonner sur une période de douze (12) à dix-huit (18) mois.

La figure 7.1 présente le chronogramme de mise en œuvre du PAR. Les activités suivantes seront réalisées lors de l'implantation du PAR :

1. Démarrage de la mise en œuvre du PAR
2. Sélection d'un consultant pour l'assistance technique à la mise en œuvre du PAR
3. Séances de consultation publique de démarrage
4. Déclaration d'Utilité Publique
5. Création du comité de compensation
6. Actualisation du PAR
7. Évaluation structurelle de certains bâtiments
8. Vérification des titres de propriété (CE)
9. Établissement des ententes
10. Signature des ententes de compensation
11. Assistance à l'ouverture de compte bancaire
12. Émission des chèques
13. Remise des compensations monétaire
14. Acquisition de terrains de remplacement
15. Préparation d'un appel d'offres pour la conception et construction de bâtiments
16. Sélection de l'entrepreneur de construction
17. Conception des bâtiments
18. Construction bâtiments et supervision de la construction
19. Réception des bâtiments
20. Remise des bâtiments et terrain au PAP
21. Procédure de gestion des plaintes

Les responsabilités spécifiques pour ces différentes activités sont précisées dans le chronogramme.

Le chronogramme de mise en œuvre du présent PAR sous la responsabilité de l'UCE a été planifié sur une période de 8,5 mois.

Certains travaux pourront débuter 4,5 mois après le début de la mise en œuvre du PAR, soit après les règlements des compensations monétaires.

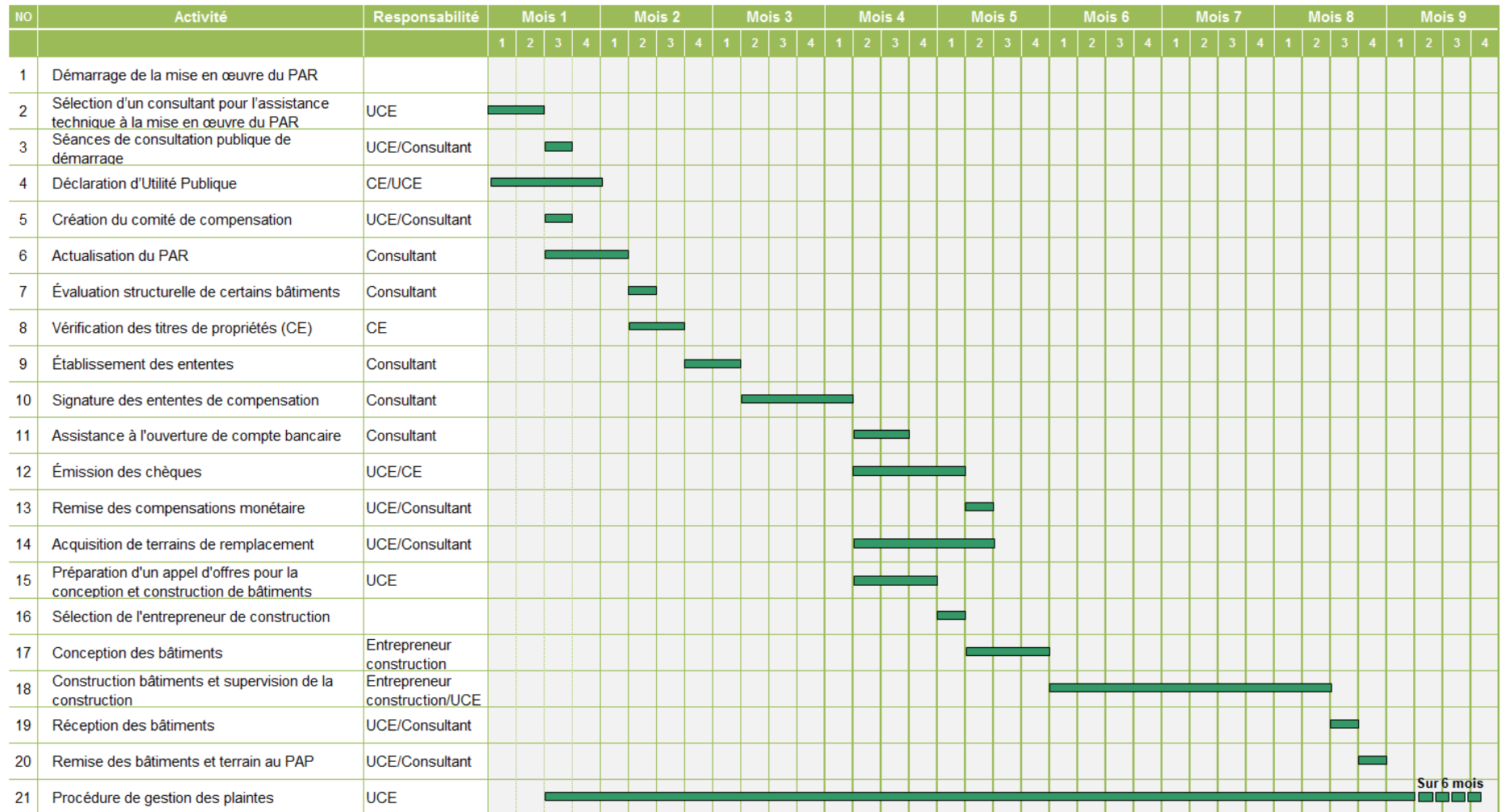
Pour les cas qui nécessitent d'acquérir des terrains et de reconstruire des bâtiments résidentiels par le projet, les ménages concernés devront avoir réintégré leurs nouveaux bâtiments avant que les travaux ne puissent débuter et que les bâtiments ne soient détruits.

Pour ces secteurs, les travaux pourront être réalisés 8 mois après le démarrage de la mise en œuvre du PAR. Toutefois, les ménages concernés auront la possibilité de déménager temporairement de leur lieu d'habitation puisqu'une compensation monétaire de transition de 6 mois sera octroyée à chaque PAP ayant son bâtiment résidentiel intégralement affecté. Cette mesure permettra la poursuite des travaux dans les secteurs concernés tout en s'assurant que les ménages affectés puissent poursuivre leurs activités en attendant la remise par le projet des bâtiments et terrains au PAP concernés.

L'implantation du PAR débutera par la sélection d'un consultant par l'UCE afin de l'assister dans la mise en œuvre du PAR. Ce consultant aura un rôle clé dans plusieurs des activités de mise en œuvre du PAR.

Les séances de consultation publique de démarrage permettront de lancer officiellement la mise en œuvre du PAR dans la zone du projet et les différentes activités. Parallèlement à ces activités, l'UCE mettra en place la Procédure de Gestion des Plaintes (PGP) afin que soient gérées efficacement les doléances des PAP à l'intérieur du processus.

Figure 7-1 Chronogramme de mise en œuvre



7.7 BUDGET ESTIMATIF DU PAR

7.7.1 Mesures de compensation

Le budget estimatif pour les mesures de compensation du présent PAR a été évalué à 119 748 258 HTG (2 993 706 USD). Il couvre l'ensemble des mesures de compensation visant à assurer le maintien et le rétablissement des conditions de vie de population affectée par le projet.

Ce montant inclut le coût additionnel nécessaire pour l'option en nature dans la mesure où les PAP éligibles opteraient pour cette option (soit 3 345 915 HTG).

Il est entendu que tous dommages additionnels entraînés par les travaux de réhabilitation du tronçon Ennery/Plaisance de la RN-1 devront être évalués et compensés suivant les principes de ce PAR. Le présent budget ne vise pas à chiffrer les coûts associés à ces dommages additionnels potentiels, mais prévoit tout de même un montant en réserve pour couvrir ces situations.

7.7.2 Frais de fonctionnement et imprévus

Des frais de fonctionnement évalués à 6 000 000 HTG (150 000 USD) sont prévus. Ces frais concernent plus particulièrement les coûts estimatifs pour l'assistance technique à l'UCE qui devra être offerte par un consultant externe qualifié et expérimenté dans la mise en œuvre de PAR.

Un montant additionnel de 6 000 000 HTG (150 000 USD) est réservé pour divers imprévus.

Le tableau ci-dessous récapitule les coûts estimatifs pour l'ensemble des activités du PAR.



Tableau 7-1 Budget estimatif pour l'ensemble des activités du PAR

	MESURES DE COMPENSATION	Coûts (HTG)	Coûts (USD)
A	Perte intégrale de bâtiment résidentiel		
	<i>Propriétaire</i>		
	Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement	32 600 138	815 003
	Compensation (surcoût) en cas de compensation en nature (32 cas à réinstaller)	3 345 915	83 648
	Compensation monétaire de transition pour couvrir les frais de logement sur une période de six (6) mois	708 000	17 700
	Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement	442 500	11 063
	Compensation monétaire pour perte de revenus de location (compensation de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments)	72 000	1 800
	Compensation monétaire pour la prise en charge des frais légaux	640 000	16 000
	<i>Locataire</i>		
	Compensation monétaire de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les locataires qui louent un bâtiment ou une partie de bâtiment affecté	204 000	5 100
	Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement	127 500	3 188
	Sous-total	38 140 053	953 501
B	Perte intégrale de bâtiment commercial		
	<i>Propriétaire</i>		
	Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement	6 879 780	171 995
	Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité	(voir Impact J)	(voir Impact J)
	Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement	75 000	1 875
	Compensation monétaire pour perte de revenus de location (compensation de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les propriétaires qui louent des bâtiments)	72 000	1 800
	Compensation monétaire pour la prise en charge des frais légaux	140 000	3 500
	<i>Locataire</i>		
	Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité	(voir Impact J)	(voir Impact J)
	Compensation monétaire de transition équivalente à six (6) mois de la valeur de location pour les locataires qui louent un bâtiment ou une partie de bâtiment affecté	60 000	1 500
	Compensation monétaire pour couvrir les frais de déménagement	37 500	938
	Sous-total	7 264 280	181 607
C	Affectation partielle et réduite d'un bâtiment		
	<i>Propriétaire</i>		
	Compensation monétaire équivalente à la valeur des travaux pour réparer le bâtiment	5 357 254	133 931
	Rapport d'évaluation structurelle du bâtiment par un ingénieur ou architecte confirmant la possibilité de le réparer sans endommager la structure existante	140 000	3 500
	Sous-total	5 497 254	137 431



	MESURES DE COMPENSATION	Coûts (HTG)	Coûts (USD)
D	Perte directe de terre (usage non agricole)		
	<i>Propriétaire</i>		
	Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement selon le barème de la CE	5 748 447	143 711
	<i>Locataire</i>		
	Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location d'un terrain de superficie équivalente	1 259	31
	Sous-total	5 749 706	143 743
E	Perte directe de terre agricole		
	<i>Propriétaire</i>		
	Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement selon le barème de la CE	16 908 747	422 719
	<i>Locataire</i>		
	Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location d'un terrain de superficie équivalente	2 080	52
	Sous-total	16 910 828	422 771
F	Perte directe de cultures annuelles		
	Compensation monétaire des cultures perdues selon le barème de la CE	8 979 819	224 495
G	Perte directe de cultures pérennes (arbres fruitiers et bois d'œuvre)		
	Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement	23 239 856	580 996
H	Perte de structure variée		
	Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement selon le barème de la CE	11 508 288	287 707
I	Déplacement d'installation temporaire facilement démontable		
	Compensation monétaire pour assurer le déplacement selon type de structure	592 500	14 813
J	Perte directe de réalisation d'une activité économique		
	Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité pour le/la propriétaire	1,093,674	27,342
	Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois du revenu déclaré de l'activité pour le/les employé/s directs	72 000	1 800
	Sous-total	1,165,674	29,142
K	Perte de bien communautaire		
	Reconstruction par le projet des actifs affectés à la valeur de remplacement	700 000	17 500
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
	Frais de fonctionnement (UCE)	1 000 000	25 000
	Assistance technique (Consultant externe)	5 000 000	125 000
	Imprévus	6 000 000	150 000
	GRAND TOTAL	131 748 258	3 293 706

8. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banco Interamericano de Desarrollo, 1998, *Reasentamiento involuntario, Política operativa y documento de antecedentes*, No. IND 103, Washington D.C.
- Banque Mondiale, 2006. *Social Resilience and State Fragility in Haiti, A Country Analysis*, Rapport No. 36069–HT.
- Cernea, Michael. *Involuntary Resettlement in Development Projects, Policy Guidelines in WorldBank - Financed Projects*, World Bank, Technical Paper number, ISSN 0253-7494n : 80.
- Gouvernement de la République d'Haïti, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), Direction Départementale de L'Artibonite, Mai 1997. *Éléments de problématique départementale de l'Artibonite (Version de Consultation)*, avec l'appui du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), du Centre des Nations-Unies pour les Établissements Humains (CNUEH-Habitat) et du Projet d'Appui en Aménagement du Territoire (HAI-94-016), Port-au-Prince.
- Gouvernement de la République d'Haïti, Novembre 2008. *Rapport d'évaluation après désastre, Cyclones Fay, Gustav, Hanna et Ike*, avec l'appui de la Banque Mondiale, du Système des Nations-Unies et de la Commission Européenne, Port-au-Prince.
- Groupe SNC-Lavalin inc. - Société d'Expertise et d'Ingénierie LGL S.A. Septembre 2013. Étude de la Route Nationale RN-1 entre Ennery et Plaisance, *Évaluation environnementale et sociale – Projet de catégorie B*, MTPTEC – UCE.
- Marc Dufumier, 2004. *Agricultures et paysanneries des Tiers-Mondes*, Édition Karthala, Paris.
- MARNDR/GTA, 2007. *Propositions d'orientation pour la politique agricole et de redéveloppement rural de l'état, 2007-217*.
- Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, Comité de Préparation, 2009. *Document de stratégie nationale pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté*, Secrétariat technique du Comité Préparatoire pour le DSNCRP.
- Ministère des Travaux Publics, Transport et Communications, 2009. *LOT 1 B : Saint Raphael – Barrière Battant, Rapport d'étude d'impact environnemental et social*, v.4.
- Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), 2000. *Analyse de la situation de l'habitat en Haïti*, Université Quisqueya (UniQ), Centre d'habitat salubre de la République d'Haïti (CHSRH).

PNUD, 2009. *Country program document for Haiti* (2009-2011).

PNUD, 2009. *Plan d'Action du Programme de Pays du Gouvernement de la République d'Haïti et du Programme des Nations Unies pour le développement*, 2009-2011.

PNUD, Ministère de l'Environnement, 2007. *Impact socioéconomique de la dégradation des terres en Haïti et interventions pour la réhabilitation du milieu cultivé*, version finale.

SNC-Lavalin International inc., Mars 2011. *Projet de reconstruction post-séisme en Haïti – Reconstruction du Pont Fauché (BIRD), Plan d'Action de Réinstallation (PAR)*.